

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/14388]

16 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'eau, en vue d'améliorer la protection des prises d'eau de surface potabilisable et des prises d'eau souterraine et diverses dispositions en la matière

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 3, 4 et 45, § 2 ;

Vu le Livre II du Code wallon de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, les articles D.2, 52^o*bis*, inséré par le décret du 27 octobre 2011, D.6-1, inséré par le décret du 13 octobre 2011, D.156, § 1^{er}, alinéa 3, modifié par le décret du 16 février 2017, D.171, § 1^{er}, 1^o, D.172, modifié par le décret du 31 mai 2007, D.173 et D.175, modifié par les décrets des 31 mai 2007 et 19 janvier 2017 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu la partie règlementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives à la détention de veaux à l'engraissement de plus de deux semaines et de moins de six mois, à l'exception des veaux au pis, modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne les prises d'eau souterraine, les zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives à la détention d'ovins et de caprins, modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne les prises d'eau souterraine, les zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives à la détention de bovins de six mois et plus, modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne les prises d'eau souterraine, les zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de regroupement ou de tri de déchets de classe B2 et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 novembre 2007 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de stockage temporaire de déchets de classe B2, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne les prises d'eau souterraine, les zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de regroupement ou de tri de déchets de classe B1, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017 modifiant divers arrêtés suite à la dissolution de l'Office wallon des déchets ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de regroupement ou de tri d'huiles usagées, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées et divers arrêtés du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles et intégrales ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de regroupement ou de tri de déchets de classe B2, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne les prises d'eau souterraine, les zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de regroupement ou de tri de déchets de classe B1, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017 modifiant divers arrêtés suite à la dissolution de l'Office wallon des déchets ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations pour la prise d'eau souterraine potabilisable ou destinée à la consommation humaine et aux installations pour la prise d'eau souterraine non potabilisable et non destinée à la consommation humaine ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations pour la prise d'eau souterraine potabilisable ou destinée à la consommation humaine et aux installations pour la prise d'eau souterraine non potabilisable et non destinée à la consommation humaine et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 relatif à l'agrément des personnes effectuant un forage ou un équipement de puits destiné à une future prise d'eau souterraine, à l'installation de sondes géothermiques, à la reconnaissance géologique, à la prospection, à l'implantation de piézomètres et modifiant divers arrêtés ;

Vu le rapport du 4 juillet 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis du pôle « Environnement », donné le 28 septembre 2018 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 5 avril 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement ;
Après délibération,
Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau*

Article 1^{er}. Dans la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, partie II, titre VII, chapitre III, les sections 1^{re} à 3, comportant les articles R.143 à R.187, sont remplacées les sections 1^{re} à 6 suivantes, comportant les articles R.143 à R.170:

« Section 1^{re}. Définitions

Art. R.143. Pour l'application du présent chapitre, l'on entend par :

1° activités de sports moteurs : les épreuves de vitesse ou d'adresse, les essais, les entraînements, ou les usages récréatifs, utilisant les véhicules automobiles ;

2° Administration : le Département de l'Environnement et de l'Eau du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ;

3° exploitant : l'exploitant au sens de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 8°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

4° installation de surface : la partie de l'ouvrage de prise d'eau située en surface ainsi que le bâtiment le protégeant, y compris les systèmes d'aération et les regards de contrôle ;

5° Ministre » : le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions ;

6° « pesticide » : soit :

a) un produit phytopharmaceutique au sens du règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil ;

b) un produit biocide au sens du règlement (UE) n°528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides ;

7° plan d'eau: réservoir de barrage ;

8° pompage d'essai : pompage n'excédant pas une durée de douze mois réalisé en vue de déterminer les caractéristiques de l'aquifère sollicité ;

9° pompage temporaire : pompage réalisé à l'occasion de travaux de génie civil publics ou privés ;

10° prise d'eau : l'opération de prélèvement d'eau de surface potabilisable ou d'eau souterraine ;

11° réservoir aérien : un réservoir qui peut être soit placé à l'air libre, soit dans un local souterrain ou non, soit dans une fosse non remblayée ;

12° réservoir enterré : un réservoir qui se trouve totalement ou partiellement en dessous du niveau du sol et dont les parois sont directement en contact avec la terre environnante ou le matériau de remblai ;

13° véhicule automobile : le véhicule automobile au sens de l'article 2.21 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique.

Concernant le 1°, les usages récréatifs de véhicules sont ceux visés par la rubrique 92.61.10 de l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Section 2. — Prises d'eau de surface potabilisable et zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance

Sous-section 1^{re}. — Prises d'eau de surface potabilisable et zones de prise d'eau

Art. R.144. § 1^{er}. Sans préjudice des conditions générales arrêtées par le Gouvernement en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les prises d'eau de surface potabilisable satisfont aux conditions minimales suivantes :

1° la qualité de l'eau de surface dans laquelle s'effectue le prélèvement est préservée ;

2° la quantité d'eau prélevée ne compromet pas l'équilibre écologique et sanitaire de l'eau de surface ;

3° la sécurité des personnes et des biens n'est pas affectée par des prélèvements effectués dans l'eau de surface potabilisable.

§ 2. L'Administration peut contrôler le bon état des dispositifs de mesure de comptage des volumes, de mesure des niveaux d'eau et de prise d'échantillons dans l'ouvrage de prise d'eau; elle est informée de toute modification ou remplacement de ces dispositifs.

Le titulaire d'un permis d'environnement portant sur des établissements comportant une prise d'eau communique à l'Administration, au plus tard le 31 mars de chaque année, le volume d'eau captée au cours de l'année précédente et généralement toute autre donnée se rapportant aux conditions du permis d'environnement et aux modalités d'utilisation de la prise d'eau.

Art. R.145. § 1^{er}. Les prises d'eau de surface potabilisable sont réparties en deux catégories.

La catégorie A comprend toutes les prises d'eau, y compris celles réalisées par des personnes privées à l'usage exclusif de leur ménage, à l'exception de celles rentrant dans la catégorie B.

La catégorie B comprend les prises d'eau destinées à :

1° la distribution publique ;

2° la consommation humaine ;

3° la fabrication de denrées alimentaires ;

4° l'alimentation des installations publiques de piscines, bains, douches ou autres installations similaires.

§ 2. Les prises d'eau de surface potabilisable de catégorie B sont réparties en trois sous catégories :

1° la sous-catégorie B.1 qui comprend toute prise d'eau effectuée dans un cours d'eau non navigable ;

2° la sous-catégorie B.2 qui comprend toute prise d'eau effectuée dans un plan d'eau;

3° la sous-catégorie B.3 qui comprend toute prise d'eau effectuée dans un cours d'eau navigable.

Art. R.146. § 1^{er}. Une zone de prise d'eau est établie autour de tout ouvrage de prise d'eau de surface potabilisable.

La zone de prise d'eau est établie sur base d'une étude de terrain. Elle a pour but de limiter les impacts des sources de pollution immédiates dans les installations en surface strictement nécessaires à la prise d'eau et au traitement de l'eau. La délimitation de cette zone incombe à l'exploitant de la prise d'eau, avec l'accord du gestionnaire du plan d'eau ou du cours d'eau pour les prises d'eau de catégories B.2 et B.3, et est effective dès la mise en service de celle-ci. Cette zone ainsi constituée est appelée zone I.

§ 2. La zone de prise d'eau est protégée par une clôture ou un autre dispositif qui en protège l'accès.

Toutefois, sur la partie de la zone située sur le cours d'eau ou sur le plan d'eau qui ne peut pas être clôturée, un barrage flottant tel qu'un anneau ou un rideau de bouées est installé en amont de la prise d'eau. En cas d'impossibilité d'installer ce barrage flottant pour des raisons telles que la sécurité ou le libre écoulement de l'eau, une simple bouée de signalement peut être placée au droit de la prise d'eau.

Des panneaux de signalisation de la zone de prise d'eau sont placés sur la berge.

§ 3. Dans la zone de prise d'eau, est interdite toute autre activité que celle liée au prélèvement ou au traitement de l'eau. Est notamment interdit l'usage de produits phytosanitaires. Seul le désherbage manuel, mécanique ou thermique est autorisé.

§ 4. Des mesures complémentaires nécessaires à la protection de la zone de prise d'eau peuvent être précisées dans l'arrêté ministériel délimitant la ou les zones de prévention, visé à l'article R.157.

Sous-section 2. — Zones de prévention et de surveillance

Art. R.147. § 1^{er}. Une zone de prévention rapprochée, dénommée ci-après « zone II A », est établie pour toute prise d'eau potabilisable destinée à la distribution publique et la fabrication de denrées alimentaires.

La zone IIA est fixée par le Ministre, d'initiative ou sur proposition de l'exploitant, du titulaire de l'autorisation ou du permis d'environnement.

§ 2. Les limites de la zone IIA sont définies pour chaque catégorie de prise d'eau visée à l'article R.145 sur base d'une étude de bassin versant et des critères suivants :

1° pour les prises d'eau de catégorie B.1 :

a) la limite longitudinale de la zone IIA s'étend sur une distance calculée à partir du point de prise d'eau jusqu'au point situé en amont du cours d'eau et qui correspond à un temps de transfert de minimum deux heures ;

b) la limite latérale de la zone IIA s'étend sur une distance, calculée à partir de la crête de berge, de quinze à cinquante mètres selon l'étude de terrain le long de l'axe longitudinal ;

2° pour les prises d'eau de catégorie B.2 :

a) la limite longitudinale de la zone IIA correspond à l'entièreté du plan d'eau ou à un secteur du plan d'eau, en considérant un temps de transfert de minimum deux heures ;

b) la limite latérale s'étend sur une distance, calculée à partir de la crête de berge, de quinze à cinquante mètres selon une étude de terrain ;

3° pour les prises d'eau de catégorie B.3 :

a) la limite longitudinale de la zone IIA s'étend sur une distance calculée à partir du point de prise d'eau jusqu'au point situé en amont du cours d'eau et qui correspond à un temps de transfert de minimum deux heures ;

b) la limite latérale de la zone IIA s'étend sur une distance, calculée à partir de la crête de berge, de quinze à cinquante mètres selon une étude de terrain, le long de l'axe longitudinal.

Pour l'application du présent paragraphe, le temps de transfert se calcule pour un débit correspondant au percentile 90.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 2°, a), le cas échéant, la zone IIA peut inclure une partie du ou des cours d'eau principaux en amont du plan d'eau, et leurs affluents dont le débit est significatif.

Pour déterminer l'étendue de la zone de prévention et calculer le temps de transfert d'un polluant potentiel jusqu'à la prise d'eau, l'étude de bassin versant visée à l'alinéa 1^{er} tient compte de la présence d'affluents dont le débit est significatif par rapport à celui du cours d'eau principal, pour présenter un risque de pollution de la prise d'eau.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2, la délimitation de la zone IIA peut coïncider avec des repères ou des limites topographiques naturels ou artificiels tels que des voies de communication, des cours d'eau, des fronts de bâtisses ou des limites administratives telles que des sections cadastrales.

Art. R.148. § 1^{er}. Une zone de prévention éloignée, dénommée ci-après « zone IIB », est établie pour toute prise d'eau destinée à la distribution publique ou à la fabrication de denrées alimentaires de catégorie B.1 et B.2 visée à l'article R.145. Elle est facultative pour les prises d'eau de catégorie B.3 visée à ce même article.

La zone IIB est fixée par le Ministre, d'initiative ou sur proposition de l'exploitant.

§ 2. La zone IIB est comprise entre la zone IIA et les limites du bassin versant de la prise d'eau de surface concernée. Les limites de cette zone sont définies pour chaque catégorie de prise d'eau par une étude de bassin versant visant à évaluer les risques d'une éventuelle pollution de la prise d'eau compte tenu des activités humaines, de l'occupation du sol, et du contexte hydrographique.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2, la délimitation de la zone IIB peut coïncider avec des repères ou des limites topographiques naturels ou artificiels tels que des voies de communication, des cours d'eau, des fronts de bâtisses ou des limites administratives telles que des sections cadastrales.

Art. R.149. Une zone de surveillance peut être déterminée pour toute prise d'eau visée à l'article R.145., § 2. Elle est fixée par le Ministre, d'initiative ou sur proposition de l'exploitant. Les limites de la zone de surveillance sont définies sur base d'une étude visant à délimiter le bassin d'alimentation de la prise d'eau de surface.

Section 3. — Prises d'eau souterraine, zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance

Art. R.150. § 1^{er}. Une zone de prise d'eau est établie autour de tout ouvrage de prise d'eau souterraine.

La zone de prise d'eau est délimitée par la ligne située à une distance de dix mètres des limites extérieures des installations en surface strictement nécessaires à la prise d'eau. Cette zone ainsi constituée est appelée zone I.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, en ce qui concerne les pompes d'essai, les pompes temporaires et les prises d'eau situées dans une carrière en activité, le permis d'environnement précise les limites de la zone de prise d'eau.

Art. R.151. Une zone de prévention est déterminée en nappe libre pour toute prise d'eau potabilisable destinée à la distribution publique ou au conditionnement d'eau minérale ou de boisson rafraîchissante, de bière, de cidre, de vin de fruits ou d'autres boissons fermentées.

Une zone de prévention peut être déterminée pour toute prise d'eau visée à l'alinéa 1^{er} en nappe captive. Dans ce cas, la demande de délimitation de la zone de prévention peut émaner de l'exploitant, ou être imposée par le Ministre.

Art. R.152. § 1^{er}. En nappe libre, la zone de prévention d'une prise d'eau est scindée en deux sous-zones :

1° la zone de prévention rapprochée ou zone IIa ;

2° la zone de prévention éloignée ou zone IIb.

La zone IIa est comprise entre le périmètre de la zone I et une ligne située à une distance de l'ouvrage de prise d'eau correspondant à un temps de transfert de l'eau souterraine jusqu'à l'ouvrage égal à vingt-quatre heures dans le sol saturé.

A défaut de données suffisantes permettant la délimitation de la zone IIa suivant le principe défini à l'alinéa 2, cette zone est délimitée par une ligne située à une distance horizontale de trente-cinq mètres à partir des installations de surface, dans le cas de puits, sources et émergences, et par deux lignes situées à vingt-cinq mètres de part et d'autre de la projection en surface de l'axe longitudinal dans le cas de galeries et de drains.

La zone IIb est comprise entre le périmètre extérieur de la zone IIa et une ligne située à une distance de l'ouvrage de prise d'eau correspondant à un temps de transfert de l'eau souterraine jusqu'à l'ouvrage égal à cinquante jours dans le sol saturé.

A défaut de données suffisantes permettant la délimitation de la zone IIb suivant le principe défini à l'alinéa 4, le périmètre de cette zone est distant du périmètre extérieur de la zone IIa de :

1° cent mètres pour les formations aquifères sableuses;

2° cinq-cents mètres pour les formations aquifères graveleuses;

3° mille mètres pour les formations aquifères fissurées ou karstiques.

La zone IIb ne dépasse toutefois pas le périmètre extérieur de la zone d'alimentation.

Lorsqu'il existe des axes d'écoulement préférentiel de circulation des eaux souterraines alimentant l'ouvrage de prise d'eau, la zone IIb est étendue le long de ces axes sur une distance maximale de mille mètres et sur une largeur au moins égale à celle de la zone IIa.

Ces distances peuvent être révisées si une acquisition ultérieure de données permet d'établir la zone IIb en fonction des temps de transfert ou des limites de la zone d'alimentation.

§ 2. En nappe captive, s'il existe un risque de pollution, la zone de prévention est la zone à l'intérieur de laquelle le temps de transfert est inférieur à cinquante jours dans le sol saturé. Cette zone a les caractéristiques d'une zone de prévention éloignée.

§ 3. Pour les prises d'eau destinées à la distribution publique dont le distributeur a prévu dans sa planification l'abandon dans un délai de cinq ans et pour les prises d'eau dont le volume de production est inférieur à 36.500 m³/an, pour autant qu'aucun problème qualitatif d'origine anthropique ne soit observé, la délimitation des zones de prévention se base sur les distances forfaitaires reprises au paragraphe 1^{er}, adaptées au contexte hydrogéologique. Si un problème qualitatif est observé, la délimitation de la zone de prévention peut être complétée après étude complémentaire.

Chaque exploitant communique annuellement à l'Administration, en annexe des résultats des analyses qu'il communique en vertu des articles R.230, § 1^{er}, 2°, pour les prises d'eau souterraine et R.230, § 1^{er}, 3°, pour les prises d'eau de surface, la liste des captages dont l'abandon est planifié.

Art. R.153. Par dérogation aux articles R.150 et R.152, la délimitation des zones de prise d'eau et de prévention peut coïncider avec des repères ou des limites topographiques naturels ou artificiels tels que des voies de communication, des cours d'eau, des clôtures, des fronts de bâtisses ou des limites administratives telles que des sections cadastrales.

Art. R.154. Une zone de surveillance peut être déterminée pour toute prise d'eau visée à l'article R.151. Elle est fixée par le Ministre, d'initiative ou sur proposition de l'exploitant ou de la S.P.G.E.. Les limites de la zone de surveillance sont définies sur base d'une étude visant à délimiter le bassin d'alimentation de la prise d'eau souterraine.

Section 4. — Prises d'eau situées en dehors du territoire de la Région wallonne

Art. R.155. L'exploitant d'un captage d'eau destinée à la distribution publique ou au conditionnement d'eau minérale ou de boisson rafraîchissante, de bière, de cidre, de vin de fruits ou d'autres boissons fermentées, situé en dehors des limites de la Région, peut solliciter du Ministre la délimitation d'une zone de prévention.

Les mesures de protection qui s'y rapportent, telles que celles que visées aux articles R.164 à R.172, et le financement de celles-ci sont établis de commun accord entre les parties de l'accord international ou de l'accord de coopération entre régions.

Section 5. — Procédure de délimitation des zones de prévention et de surveillance

Sous-section 1^{re}. — Zones de prévention provisoires

Art. R.156. Avant d'établir le projet de délimitation d'une zone de prévention, les titulaires de prises d'eau visées aux articles R.145, § 2, et R.151, pour lesquelles la délimitation d'une zone de prévention est obligatoire communiquent au Ministre les coordonnées de chaque prise d'eau et le tracé des zones de préventions rapprochées et éloignées établies conformément aux articles R.147, R.148, R.152 et R.153.

Le Ministre adopte provisoirement le tracé des zones de prévention visées à l'alinéa 1^{er}. Les mesures de protection visées aux articles R.164 à R.172 sont applicables à dater de la publication de l'arrêté ministériel au *Moniteur belge*, à l'exception des ouvrages, constructions et installations existants.

Sous-section 2. — Zones de prévention et de surveillance

Art. R.157. § 1^{er}. Préalablement à l'introduction de la demande de permis d'environnement ou de la déclaration pour la prise d'eau, pour les zones visées à l'article R.147, R.148, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et R.151 ou d'initiative ou sur demande du Ministre pour les zones visées à l'article R.148, § 1^{er}, alinéa 2, R.149 et R.154, l'exploitant établit le projet de délimitation d'une zone de prévention ou d'une zone de surveillance. Le dossier comprend les documents suivants :

1° un dossier explicatif ou une note explicative justifiant la proposition de délimitation et toute étude sur base de laquelle a été établie le projet de délimitation ;

2° un plan dressé à l'échelle maximum de 1/10.000 où sont indiquées la situation des ouvrages de prise d'eau et les limites des zones de prise d'eau, de prévention ou de surveillance projetées ;

3° un extrait d'une carte topographique et géologique où sont indiquées la situation et les limites des zones de prévention ou de la zone de surveillance projetée et les limites du bassin versant de la prise d'eau ;

4° un extrait du plan cadastral indiquant les parcelles situées dans les zones de prise d'eau et de prévention ou de surveillance projetées ;

5° un programme d'actions comprenant une estimation des actions à mener par l'exploitant pour protéger la zone de prévention ainsi qu'une évaluation de l'indemnisation des dommages directs et matériels résultant de l'obligation pour les tiers de mettre leurs ouvrages, constructions ou installations existants à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant la zone de prévention ou la zone de surveillance, en conformité avec les dispositions des articles R.165 à R.167 ;

6° un programme spécifique de surveillance pour le bassin d'alimentation de prise d'eau si le dossier concerne une prise d'eau de surface potabilisable ;

7° un rapport sur les incidences environnementales repris sous la forme d'un rapport dont la structure est déterminée en vertu du paragraphe 2, ou, le cas échéant, lorsque la demande de délimitation d'une zone de prévention ou de surveillance détermine l'utilisation de petites zones au niveau local ou constitue des modifications mineures à des zones prédéfinies, et que l'exploitant estime qu'il n'est pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement, une demande d'exemption d'évaluation des incidences sur l'environnement.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 5°, le programme d'action présente une description de la nature des actions, une évaluation de leur coût et un planning prévisionnel de réalisation. Le programme d'action est préalablement approuvé par la S.P.G.E. lorsque l'exploitant est lié à celle-ci par un contrat de service de protection de l'eau potabilisable.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 7°, la demande d'exemption est justifiée par rapport aux critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences, visées à l'article D.54 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

§ 2. La structure du rapport sur les incidences environnementales, comprenant le contenu visé à l'article D.56, § 3, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, est établie par le Ministre.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le distributeur ou le fournisseur qui a conclu avec l'exploitant de la prise d'eau potabilisable un contrat de fourniture par lequel l'eau lui est fournie en gros, peut déposer le dossier de délimitation de zone de prévention ou de surveillance en lieu et place de l'exploitant, avec l'accord de celui-ci.

Art. R.158. Le dossier est envoyé en version papier soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par le dépôt du dossier contre récépissé à l'Administration par les personnes visées à l'article R.157, §§ 1^{er} et 3, augmenté d'un exemplaire en version papier par commune concernée par le projet.

Il est également transmis à l'Administration ainsi qu'à la S.P.G.E. sous version électronique permettant un accusé de réception.

L'Administration statue sur le caractère complet du dossier dans les vingt jours de la réception de la demande et notifie sa décision à l'exploitant, ou le distributeur ou le fournisseur dans le cas visé à l'article R.157, § 3, dans ce délai.

Si l'Administration déclare le dossier incomplet, elle invite l'exploitant, ou le distributeur ou le fournisseur dans le cas visé à l'article R.157, § 3, à compléter le dossier dans le sens qu'elle indique et à lui présenter à nouveau celui-ci dans un délai de six mois à dater de la réception de la demande de compléments.

En l'absence de décision de l'Administration dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, le dossier est considéré comme recevable et la procédure est poursuivie.

Art. R.159. Si l'Administration déclare le dossier complet ou dans le cas visé à l'article R.158, alinéa 4, elle transmet, dans les nonante jours de l'envoi de la déclaration de complétude ou au terme du délai prévu à l'article R.158, alinéa 2, le dossier, accompagné de son avis et d'une proposition de décision, pour approbation au Ministre et informe l'exploitant de la date de transmission de son dossier au Ministre.

A défaut de transmission du dossier au Ministre par l'Administration dans ce délai, l'exploitant, ou le distributeur ou le fournisseur dans le cas visé à l'article R.157, § 3, adresse le dossier dans les trente jours au Ministre pour approbation, en autant d'exemplaires qu'il est indiqué à l'article R.158, § 1^{er}.

Art. R.160. Lorsque la demande comporte une demande d'exemption d'évaluation des incidences visée à l'article R.157, § 1^{er}, 7°, le Ministre consulte le pôle « Environnement », les communes concernées et les personnes et instances qu'il juge utile de consulter. Les avis sont transmis dans les trente jours de la demande au Ministre. Passé ce délai, les avis sont réputés favorables. Dans les trente jours de la clôture des consultations, le Ministre statue sur la demande d'exemption. La décision du Ministre et les raisons pour lesquelles il a décidé d'exempter le projet de délimitation de zone de prévention ou de surveillance d'une évaluation des incidences est publiée au *Moniteur belge*.

Art. R.161. § 1^{er}. Le Ministre approuve le projet de délimitation de zone de prévention ou de surveillance et le rapport sur les incidences environnementales ou, le cas échéant, en cas d'exemption d'évaluation des incidences, le projet de programme d'action et les transmet, ainsi que ses annexes, au collège communal des communes sur le territoire desquelles s'étend tout ou partie des zones précitées.

Dans les quinze jours de la réception du dossier, les communes concernées organisent une enquête publique conformément aux dispositions du Titre III de la Partie III du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

§ 2. Le projet d'arrêté ministériel de délimitation de zone de prévention ou de surveillance, ses annexes et le rapport sur les incidences environnementales sont soumis, pour avis, au pôle « Environnement », aux communes concernées, à la S.P.G.E. lorsqu'elle est liée à l'exploitant par un contrat de service de protection de l'eau potabilisable et aux autres personnes et instances que le Ministre juge utile de consulter.

Les avis sont transmis dans les soixante jours de la demande. A défaut, les avis sont réputés favorables.

§ 3. Le dossier comprenant les observations de l'enquête publique et, le cas échéant, les avis émis par les personnes et instances consultées sont transmis à l'exploitant, ou le distributeur ou le fournisseur dans le cas visé à l'article R.157, § 3.

Dans les soixante jours de la réception de ces documents, l'exploitant, ou le distributeur ou le fournisseur dans le cas visé à l'article R.157, § 3, communique au Ministre son avis ainsi que la synthèse des observations émises lors de l'enquête publique.

Lorsque le projet de zone de prévention ou de surveillance fait l'objet d'une évaluation des incidences, l'exploitant, ou le distributeur ou le fournisseur dans le cas visé à l'article R.157, § 3, communique également une synthèse des avis des personnes et instances consultées et propose une déclaration environnementale résumant la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le projet de zone, et dont le rapport sur les incidences environnementales et les avis émis par les instances consultées ont été pris en considération, ainsi que les raisons du choix du projet de zone, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

Art. R.162. § 1^{er}. Le Ministre arrête la zone de prévention ou de surveillance, le programme d'action et le cas échéant le rapport sur les incidences environnementales, et régleme les activités dans cette zone. Le Ministre adopte également la déclaration environnementale visée à l'article R.161, § 3, alinéa 3.

Le Ministre fixe dans l'arrêté visé à l'alinéa 1^{er} l'entrée en vigueur des mesures de prévention visées aux articles R.164 à R.172 aux ouvrages, constructions et installations existants. A l'exception des situations d'urgence motivées par un risque imminent, les délais fixés par le Ministre et opposables aux tiers ne peuvent pas être inférieurs aux délais de référence figurant à l'annexe LV^{quater}.

Sont considérés comme des nouveaux établissements, les extensions d'établissements existants à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant la zone de prévention lorsqu'elles impliquent une augmentation de plus de vingt-cinq pour cent de la capacité d'installation existante à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant la zone de prévention.

§ 2. L'arrêté ministériel de délimitation et la déclaration environnementale si la délimitation de la zone a fait l'objet d'une évaluation des incidences et les mesures de suivi sont publiés conformément aux dispositions du Titre III de la partie III du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Ils sont notifiés aux personnes concernées conformément aux dispositions du Titre III de la partie III du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, ainsi qu'à la Direction extérieure du Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Energie.

Si la décision concerne la délimitation d'une zone de prévention, elle est également notifiée à la S.P.G.E. lorsqu'elle est liée à l'exploitant par un contrat de service de protection de l'eau potabilisable.

L'exploitant, ou le distributeur ou le fournisseur dans le cas visé à l'article R.157, § 3, informe les personnes concernées par les travaux de mise en conformité.

Art. R.163. Pour les prises d'eau destinées à la distribution publique dont le distributeur a prévu dans sa planification l'abandon dans les cinq ans, le Ministre délimite définitivement les zones de prévention et de surveillance sur la base des éléments transmis par l'exploitant visés à l'article R.156.

Dans ces zones, les mesures visées aux articles R.164 à R.172 ne s'appliquent pas, à l'exception de la mise en place de panneaux d'indication de zones de prévention visée à l'article R.170, § 3, et décrit à l'annexe LVI. S'il existe un risque de dégradation de la qualité de la prise d'eau endéans les cinq ans précédant sa mise hors service, le Ministre peut prendre des mesures d'urgence et adaptées au risque mis en évidence, de même nature que les mesures visées à l'article R.170.

Si l'exploitant souhaite ne plus abandonner la prise d'eau concernée, la délimitation de zones de prévention conformément aux articles R.157 et R.158 est réalisée avant le dépôt de la demande de permis d'environnement ou la déclaration en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif aux permis d'environnement.

Section 6. — Mesures de protection

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. R.164. § 1^{er}. Les mesures de protection visées à la présente section s'appliquent dans les zones désignées par le Ministre, sans préjudice des modalités d'entrée en vigueur dans l'arrêté ministériel délimitant la zone de prévention ou la zone de surveillance fixée pour les ouvrages, constructions et installations existants.

D'initiative ou à la demande de l'exploitant, le Ministre peut prescrire, pour chaque zone désignée, des mesures de protection qui complètent les mesures visées dans la présente section, ou des mesures alternatives.

Dans ce cas, le résultat escompté pour la protection de l'Homme ou de l'environnement est au moins équivalent à celui qui serait obtenu par application des mesures visées dans la présente section.

Pour les mesures visées au paragraphe 1^{er} alinéa 2 du présent article, la demande déposée par l'exploitant, préalablement approuvée par la S.P.G.E., comporte une proposition de mesures complémentaires envisagées et la justification de celles-ci. Le Ministre statue dans les soixante jours de la réception de la demande. En l'absence de décision du Ministre dans ce délai, les mesures de protection sollicitées entrent en application.

§ 2. Sans préjudice du paragraphe 1^{er}, le Ministre peut dispenser ponctuellement de l'obligation de respecter certaines mesures de protection visées dans la présente section lorsqu'au moins une des conditions suivantes est rencontrée :

1° lorsque le risque de dégradation des eaux souterraines ou de surface lié à une telle dispense est négligeable tout comme le bénéfice environnemental qui serait escompté de la réalisation des mesures de protection visées dans la présente section ;

2° lorsque les conséquences techniques ou financières des impositions sont disproportionnées par rapport au bénéfice environnemental attendu ;

3° lorsque d'autres mesures assurent un niveau équivalent de protection vis-à-vis de la ressource en eau de surface ou de la masse d'eau souterraine.

Sous-section 2. — Mesures de protection des prises d'eau de surface potabilisable

Art. R.165. § 1^{er}. En zone IIA, les prescriptions spécifiques ou les interdictions définies dans les paragraphes suivants sont applicables pour chaque type d'activités ou d'installations y précisés.

§ 2. Les activités relatives à la gestion des déchets visées au présent paragraphe répondent aux conditions suivantes :

1° les centres d'enfouissement techniques visés par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets sont interdits ;

2° les stockages et installations de regroupement, d'élimination ou de valorisation des déchets sont soit interdits ou soit autorisés aux conditions suivantes :

a) l'implantation de nouveaux stockages ou de nouvelles installations de regroupement, d'élimination ou de valorisation de déchets visés par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets est interdite;

b) les stockages et les installations de regroupement, d'élimination ou de valorisation des déchets visés par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, existants à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant la zone de prévention, sont équipés d'un système de collecte garantissant l'absence de tout rejet liquide vers les eaux de surface.

Le présent paragraphe ne s'applique pas à la réintroduction dans le même lac des sédiments issus de son curage.

§ 3. Les stockages enterrés ou aériens répondent aux prescriptions suivantes :

1° les stockages d'hydrocarbures aériens ou enterrés de cent litres à moins de trois mille litres, répondent aux exigences prévues à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service, dénommé ci-après « l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 », et aux dispositions prises en vertu du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols;

2° les stockages aériens ou enterrés de plus de trois mille litres d'hydrocarbures répondent aux exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 ;

3° les stockages de plus de cent litres de produits liquides contenant des substances reprises en annexe VII de la partie décrétales répondent aux exigences de la législation en vigueur relative à ces installations de stockage ;

Complémentaire à ces mesures, les hydrocarbures sont contenus dans des récipients étanches, installés sur des surfaces imperméables et équipées d'un système de collecte garantissant l'absence de tout rejet liquide en cas de fuite.

4° les stockages de produits solides contenant des substances reprises en annexe VII de la partie décrétales sont installés sous toit, sur des surfaces imperméables et équipées d'un système de collecte garantissant l'absence de tout rejet liquide pouvant porter atteinte à la qualité des eaux de surface ;

5° les stockages des pesticides sont interdits, sauf les stockages aériens existants lorsque la quantité de pesticides stockée est inférieure à cinq tonnes et que les conditions d'exploiter sont définies conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement sont respectées ;

6° le stockage, sur ou en dehors du site de leur production, de matières organiques susceptibles de libérer des rejets liquides est règlementé de telle sorte que :

a) en dehors du site de production, ils sont interdits ;

b) les stockages existants sur le site de leur production à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant une zone de prévention rapprochée, sont placés dans des cuves ou des récipients étanches ou installés sur des surfaces imperméables et équipées de manière à garantir l'absence de tout rejet liquide pouvant porter atteinte à la qualité des eaux de surface ;

c) les stockages d'effluents d'élevage à la ferme existants à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant une zone de prévention rapprochée, sont constitués en respectant les conditions fixées au chapitre IV du présent titre ;

d) les stockages de produits d'ensilage susceptibles de libérer des rejets liquides, existants à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant une zone de prévention rapprochée, sont contenus dans des cuves ou des récipients étanches ou installés sur des surfaces imperméables et équipées de manière à garantir l'absence de tout rejet liquide pouvant porter atteinte à la qualité des eaux de surface.

Complémentaire aux mesures visées au point 1° à 6°, les substances susvisées sont contenues dans des récipients étanches, installés sur des surfaces imperméables et équipées d'un système de collecte garantissant l'absence de tout rejet liquide en cas de fuite. Les stockages visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, existants avant l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant la zone de prévention, sont mis en conformité à charge du propriétaire en fin de vie du réservoir ou lorsque le risque de pollution est imminent.

Pour les stockages visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, les mesures suivantes sont également obligatoires :

1° les surfaces de collecte, les encuvements, les bacs de rétention et les fosses étanches sont laissés libres ;

2° le soutirage et le jaugeage sont effectués par la partie supérieure du réservoir. Le soutirage par gravité, même avec un dispositif de fermeture sur la conduite, est interdit ;

3° une plaquette est apposée sur le réservoir, spécifiant la zone de prévention et indiquant les numéros de téléphone de l'exploitant de la prise d'eau, de la commune et de SOS Environnement Nature.

Concernant l'alinéa 4, 1°, les stockages sont protégés contre l'eau de pluie et les infiltrations. Les dispositifs permettant d'évacuer l'eau par la base sont interdits.

Les réservoirs abandonnés d'hydrocarbures visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, ou de produits contenant des substances visées l'annexe VII de la partie décrétales, aériens ou enterrés, visés à l'alinéa 1^{er}, 3°, sont vidés, nettoyés, le cas échéant dégazés, et évacués. Les tuyauteries sont vidées et démontées.

En cas d'impossibilité d'évacuer un réservoir enterré, visé à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, dans des conditions techniques et financières raisonnables, il peut rester en place après avoir été rempli d'un matériau inerte. S'il s'agit d'un réservoir enterré, un test d'étanchéité est préalablement réalisé par un technicien agréé conformément à l'article 634^{ter}/4 du titre III du règlement général pour la protection du travail. Si le résultat de ce test révèle un défaut d'étanchéité, une procédure d'assainissement est réalisée conformément aux dispositions en vigueur.

Les réservoirs d'hydrocarbures visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, ou de produits contenant des substances visées à l'annexe VII de la partie décrétales et visés à l'alinéa 1^{er}, 3°, existants à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant la zone de prévention, font l'objet d'un test d'étanchéité réalisé par un technicien agréé dans les deux ans pour les réservoirs enterrés et dans les quatre ans pour les réservoirs aériens qui suivent la désignation de la zone de prévention, au minimum par un contrôle visuel, accompagné d'un diagnostic de la durée de vie restante.

Si les tests indiquent un manque d'étanchéité, une durée de vie inférieure à quatre ans ou un risque de pollution imminent, le récipient est supprimé immédiatement et le nouveau stockage d'hydrocarbure visé à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, répond aux conditions y mentionnées ainsi qu'aux conditions complémentaires visées à l'alinéa 6.

Les tests d'étanchéité pour les réservoirs aériens et enterrés sont pris en charge conformément à la législation relative aux installations de stockage, exigences qui figurent à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003, à défaut de certificat d'étanchéité en cours de validité. Lorsqu'aucune législation ne s'applique, les tests d'étanchéité sont pris en charge par l'exploitant de la prise d'eau ou par la S.P.G.E. lorsque l'exploitant de la prise d'eau a signé un contrat de service de protection avec la S.P.G.E.

§ 4. Les installations d'entreposage de produits dont la dégradation naturelle présente des risques de pollution pour les eaux de surface sont interdites.

En dérogation à l'alinéa 1^{er}, les stockages de matières organiques susceptibles de libérer des rejets liquides existants sur le site de leur production à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant une zone de prévention rapprochée, sont placés dans des cuves ou des récipients étanches ou installés sur des surfaces imperméables et équipées de manière à garantir l'absence de tout rejet liquide pouvant porter atteinte à la qualité des eaux de surface.

§ 5. La manipulation d'hydrocarbures ou de produits contenant des substances visées à l'annexe VII de la partie décrétales, y compris les engrais et les pesticides, ainsi que les opérations d'entretien et de ravitaillement d'engins à moteur, sont réalisées sur des surfaces étanches, avec système de récupération des liquides, garantissant l'absence de tout rejet liquide vers les eaux de surface.

§ 6. Les conduites destinées au transport d'hydrocarbures, de produits ou de matières contenant des substances visées à l'annexe VII de la partie décrétales sont étanches. Le risque de leur rupture accidentelle est réduit à des valeurs négligeables.

§ 7. Les parties de voiries existantes à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant la zone de prévention, la traversant et présentant un risque de pollution des eaux de surface sont aménagées de manière à éviter ou à réduire au mieux celui-ci.

Les parties de nouvelles voiries traversant la zone, ainsi que les parties de voiries existantes à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant la zone de prévention faisant l'objet d'une rénovation, sont pourvues de systèmes de collecte garantissant tout risque de pollution des eaux de surface par les liquides ou matières qui seraient déversés accidentellement.

Les parties de voiries présentant un risque de pollution des eaux de surface pouvant porter atteinte à la qualité de la prise d'eau potabilisable en cas de chute d'engin motorisé dans les eaux de surface sont équipées de glissières de sécurité, ou de tout autre dispositif équivalent.

§ 8. L'épandage de fertilisants est autorisé uniquement pour couvrir les besoins physiologiques en azote des végétaux, en limitant les pertes d'éléments nutritifs.

Toutefois, si le Ministre constate que la prise d'eau présente une teneur en percentile nonante de plus de vingt-cinq mg NO₃⁻/l, il prend les mesures adéquates conduisant à la modification de certaines pratiques agricoles, domestiques et autres afin de réduire l'introduction de nitrate dans les eaux de surface. Ces mesures restent d'application jusqu'à ce que les teneurs soient redescendues en dessous de vingt-cinq mg NO₃⁻/l et maintenues à ce niveau depuis cinq ans au moins. Il peut notamment limiter les épandages d'effluents d'élevage, de produits autorisés à être épandus à des fins agricoles et d'engrais azotés aux doses maximales autorisées en zone vulnérable prévues au chapitre IV du présent titre.

Les dispositions de l'alinéa 1^{er} sont d'application immédiate dès la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant les zones de prévention.

A défaut de précision particulière dans la décision, les mesures prévues aux alinéas 2 et 3 s'appliquent dans un délai d'un an suivant la notification de la décision du Ministre.

§ 9. Le Ministre diligente un contrôle d'enquête visant à préciser le dépassement de la concentration en substances actives des pesticides, ainsi qu'en leurs métabolites, produits de dégradation et de réaction, et à en cerner l'origine, si cette concentration, excède, en moyenne annuelle, dans les eaux réceptrices, trente pour cent, soit :

1° des normes de qualité des eaux de surface visées à l'article R.104 pour ce qui concerne la valeur fixée par substance individuelle ;

2° des normes de qualité des eaux de surface visées à l'article R.104 pour ce qui concerne la valeur fixée pour le total des substances ;

3° des valeurs seuils des eaux de surface visées à l'article R.104.

Si ce dépassement est lié à des pratiques non conformes à toute législation existante, le Ministre prend les mesures visant à faire respecter celles-ci. Dans le cas où le dépassement n'est pas lié à un non respect d'une obligation légale, le Ministre peut proposer, et en concertation avec les secteurs concernés, des mesures d'encadrement et incitatives adéquates visant à modifier certaines pratiques agricoles, domestiques et autres afin de limiter l'introduction de pesticides dans les eaux de surface jusqu'à ce que les teneurs soient redescendues sous les trente pour cent des normes de qualité ou valeurs seuils des eaux de surface visées à l'article R.104, et soient maintenues à ce niveau depuis cinq ans au moins. Les mesures proposées sont proportionnées et intègrent le résultat d'une évaluation de leurs impacts socio-économiques sur les secteurs concernés.

A défaut de disposition particulière prise par le Ministre, les mesures précisées ci-avant s'appliquent dans un délai d'un an suivant la notification de la décision du Ministre.

Le Ministre prend, après contrôle d'enquête, et en concertation avec les secteurs concernés, des mesures renforcées si la concentration en substances actives des pesticides, ainsi qu'en leurs métabolites, produits de dégradation et de réaction, excède, en moyenne annuelle, dans les eaux réceptrices, septante-cinq pour cent, soit :

1° des normes de qualité des eaux de surface visées à l'article R.104 pour ce qui concerne la valeur fixée par substance individuelle ;

2° des normes de qualité des eaux de surface visées à l'article R.104 pour ce qui concerne la valeur fixée pour le total des substances ;

3° des valeurs seuils des eaux de surface visées à l'article R.104.

Les mesures visées à l'aliéna 4 tiennent compte des contraintes agronomiques et peuvent aller jusqu'à l'interdiction d'application des produits pesticides concernés afin d'empêcher l'introduction de pesticides dans les eaux de surface jusqu'à ce que les teneurs soient redescendues sous les septante-cinq pour cent des normes de qualité et valeurs seuils des eaux de surface visées à l'article R.104, et soient maintenues à ce niveau depuis cinq ans au moins.

A défaut de disposition particulière prise par le Ministre, les mesures précisées ci-avant s'appliquent dans un délai d'un an suivant la notification de la décision du Ministre.

Le producteur d'eau avertit le directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, ou son représentant si la concentration en substances actives des pesticides, ainsi qu'en leurs métabolites, produits de dégradation et de réaction, excède ponctuellement, dans les eaux réceptrices, cent pour cent, soit :

1° des normes de qualité des eaux de surface visées à l'article R.104 pour ce qui concerne la valeur fixée par substance individuelle ;

2° des normes de qualité des eaux de surface visées à l'article R.104 pour ce qui concerne la valeur fixée pour le total des substances ;

3° des valeurs seuils des eaux de surface visées à l'article R.104.

Le directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, ou son représentant en informe sans délais tout organisme concerné.

§ 10. Tout épandage de pesticides ou d'engrais minéraux ou organiques à une distance de moins de six mètres de tout cours d'eau situé dans la zone de prévention rapprochée est interdit. Une zone tampon couverte d'une végétation permanente de six mètres de large à partir de la crête de berge est installée le long de tout cours d'eau situé dans la zone de prévention rapprochée. La dérogation prévue par l'article 2, 7°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 relatif à une application des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau et l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 novembre 1987 relatif à l'établissement d'un rapport sur l'état de l'environnement wallon reste d'application.

§ 11. Une station d'alerte est mise en place pour toute prise d'eau de catégorie B.3 visée à l'article R.145, § 2.

L'exploitant installe dans un délai de douze mois à compter de la date de notification de l'arrêté ministériel, une station d'alerte située en amont du captage à une distance de ce dernier permettant de mesurer les paramètres qualitatifs représentatifs des risques et donnant le temps de réaction nécessaire à l'exploitant pour intervenir en cas de variation de la qualité.

§ 12. Les rejets d'eaux usées non-épurées sont interdits.

§ 13. Les effluents domestiques ou industriels, y compris les effluents de stations d'épuration, peuvent faire l'objet de mesures particulières en cas de risque avéré de pollution du captage. Le Ministre peut prendre toute disposition utile permettant de réduire ce risque, sans préjudice du régime d'assainissement des eaux usées urbaines résiduelles.

§ 14. Les rejets de bassins d'orage existants en zone de prévention rapprochée peuvent faire l'objet de mesures particulières que le Ministre peut prendre.

§ 15. Les nouveaux bassins d'orage en zone de prévention rapprochée sont interdits.

§ 16. Les dispositifs de transfert des eaux de ruissellement et de toitures vers les eaux de surface en zone de prévention rapprochée, peuvent faire l'objet de mesures particulières que le Ministre peut prendre.

§ 17. Les enclos couverts pour animaux, en ce compris les étables et les chenils, sont équipés de manière à garantir l'absence de tout rejet liquide vers les eaux de surface.

§ 18. Les lieux de concentration d'animaux qui revêtent un caractère permanent tels un abreuvoir, une auge, un nourrissage, une traite, qui sont situés en dehors des bâtiments de l'exploitation et qui présentent un risque de pollution des eaux de surface pouvant porter atteinte à la qualité de la prise d'eau potabilisable, sont interdits. Le cas échéant, ils sont supprimés et déplacés en dehors de la zone de prévention rapprochée.

§ 19. En ce qui concerne l'exécution de chantiers, de travaux et de constructions, les dispositions suivantes sont respectées :

1° les engins de chantier ne présentent pas de fuite d'hydrocarbures, sont en bon état, régulièrement vérifiés et, en cas de problème, immédiatement transférés en dehors des zones de prévention pour être réparés ;

2° les opérations d'entretien ou de ravitaillement des engins à moteur sont réalisées de manière à éviter tout épandage accidentel de liquide et son transfert vers les eaux de surface ;

3° seuls les produits nécessaires à l'exécution du chantier peuvent s'y trouver ;

4° les produits présentant des risques pour la qualité des eaux de surface tels des carburants ou lubrifiants, sont soit stockés dans des réservoirs placés dans des cuvettes de rétention étanches, de capacité au moins égale à la capacité totale des réservoirs contenus dans chaque cuvette, soit contenus dans des fûts ou récipients entreposés sur une aire étanche et équipée de manière à garantir l'absence de tout rejet liquide en cas de fuite ;

5° en cas d'incident, des mesures sont prises immédiatement pour éviter l'extension de la pollution et son transfert vers les eaux de surface.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 5°, des kits anti-pollution comprenant notamment des matériaux adsorbant les hydrocarbures et des bâches sont disponibles en quantité appropriée. L'entrepreneur avertit le service compétent de l'Administration et SOS Environnement-Nature.

§ 20. Les nouveaux transformateurs sont disposés sur un socle en béton armé formant bac de rétention.

Les transformateurs existants au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant la zone de prévention sont équipés d'un dispositif permettant la récupération des liquides en cas de fuite et garantissant l'absence de rejet pouvant porter atteinte à la qualité des eaux de surface.

§ 21. L'accès du bétail à tout cours d'eau situé dans la zone IIA est interdit. Une clôture est placée le long des parcelles pâturées bordant celui-ci.

§ 22. La signalisation de la zone est réalisée de telle sorte que des panneaux, conformes aux modèles repris en annexe LVII, sont placés sur tous les axes principaux de circulation aux points d'entrée de ceux-ci dans la zone de prévention rapprochée.

§ 23. Des mesures complémentaires nécessaires à la protection de la prise d'eau peuvent être précisées dans l'arrêté ministériel délimitant la ou les zones de prévention.

Art. R.166. § 1^{er}. En zone IIB, les prescriptions spécifiques définies dans les paragraphes 2 à 18 s'appliquent à chaque type d'activités ou d'installations précisés.

§ 2. Les activités de gestion des déchets répondent aux conditions suivantes :

1° les centres d'enfouissement techniques, dénommés ci-après « CET », visés par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, sont interdits ;

2° l'implantation de nouveaux CET de classe 3 est interdite ;

3° les stockages et les installations de regroupement, d'élimination ou de valorisation des déchets visés par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, sont équipés d'un système de collecte garantissant l'absence de tout rejet liquide vers les eaux de surface.

En dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1°, sont autorisées à condition qu'elles soient existantes au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant la zone de prévention, les installations visées par les rubriques suivantes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à études d'incidences et des installations et activités classées :

1° les centres de classe 3 visés par la rubrique 90.25.03 ;

2° les centres de classe 4.A visés par la rubrique 90.25.04.01 ;

3° les centres de classe 5.3 visés par la rubrique 90.25.05.03.

En dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2°, de nouveaux CET de classe 3 inscrits au plan des centres d'enfouissement technique, adopté par le Gouvernement wallon le 1^{er} avril 1999, sont autorisés dans les conditions arrêtées en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

§ 3. Les stockages énumérés ci-après répondent aux conditions suivantes :

1° les stockages d'hydrocarbures aériens ou enterrés de cent litres à moins de trois mille litres, répondent aux exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003, et aux dispositions prises en vertu du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ;

2° les stockages aériens ou enterrés de plus de trois mille litres d'hydrocarbures répondent aux exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 ;

3° les stockages de plus de cent litres de produits liquides contenant des substances reprises en annexe VII de la partie décrétable répondent aux exigences de la législation en vigueur relative à ces installations de stockage ;

4° les stockages de produits solides contenant des substances reprises en annexe VII de la partie décréale sont installés sous toit, sur des surfaces imperméables et équipées d'un système de collecte garantissant l'absence de tout rejet liquide pouvant porter atteinte à la qualité des eaux de surface ;

5° les stockages de matières organiques susceptibles de libérer des rejets liquides sont constitués de manière à éviter tout écoulement direct ou indirect vers les eaux de surface.

Complémentaire aux mesures visées à l'alinéa 1^{er}, 1° à 3°, les substances visées sont contenues dans des récipients étanches, installés sur des surfaces imperméables et équipées d'un système de collecte garantissant l'absence de tout rejet liquide en cas de fuite.

Les réservoirs abandonnés d'hydrocarbures visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2° ou de produits contenant des substances de l'annexe VII de la partie décréale, aériens ou enterrés, et visés à l'alinéa 1^{er}, 3°, sont vidés, nettoyés, le cas échéant dégazés, et évacués. Les tuyauteries sont vidées et démontées.

En cas d'impossibilité d'évacuer un réservoir enterré dans des conditions techniques et financières raisonnables, il peut rester en place après avoir été rempli d'un matériau inerte. S'il s'agit d'un réservoir enterré, un test d'étanchéité est préalablement réalisé par un technicien agréé conformément à l'article 634^{ter}/4 du titre III du règlement général pour la protection du travail. Si le résultat de ce test révèle un défaut d'étanchéité, une procédure d'assainissement est réalisée conformément aux dispositions en vigueur.

Les réservoirs d'hydrocarbures visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, ou de produits contenant des substances de l'annexe VII de la partie décréale et visés à l'alinéa 1^{er}, 3°, existants à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant la zone de prévention, et dont la localisation présente un risque de pollution de la prise d'eau de surface, font l'objet d'un test d'étanchéité réalisé par un technicien agréé dans les deux ans pour les réservoirs enterrés et dans les quatre ans pour les réservoirs aériens qui suivent la désignation de la zone de prévention, au minimum par un contrôle visuel, accompagné d'un diagnostic de la durée de vie restante.

Si les tests indiquent un manque d'étanchéité, une durée de vie inférieure à quatre ans ou un risque de pollution imminent, le récipient est supprimé immédiatement et le nouveau stockage d'hydrocarbure visé à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, répond aux conditions y mentionnées ainsi qu'aux conditions complémentaires visés à l'alinéa 4 ;

Les tests d'étanchéité pour les réservoirs aériens et enterrés sont pris en charge conformément à la législation relative aux installations de stockage, exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003, à défaut de certificat d'étanchéité en cours de validité. Lorsqu'aucune législation ne s'applique, les tests d'étanchéité sont pris en charge par l'exploitant de la prise d'eau ou par la S.P.G.E. lorsque l'exploitant de la prise d'eau a signé un contrat de service de protection avec la S.P.G.E.

Sur le site de leur production, les stockages visés à l'alinéa 1^{er}, 5°, sont contenus dans des cuves ou des récipients étanches ou installés sur des surfaces imperméables et équipées de manière à garantir l'absence de tout rejet liquide pouvant porter atteinte à la qualité des eaux de surface.

Les stockages visés à l'alinéa 1^{er}, 5°, contenant des effluents d'élevage sont constitués en respectant les conditions fixées au chapitre IV du présent Titre.

Les stockages visés à l'alinéa 1^{er}, 5°, contenant des produits d'ensilage à caractère permanent susceptibles de libérer des rejets liquides sont contenus dans des cuves ou des récipients étanches ou installés sur des surfaces imperméables et équipées de manière à garantir l'absence de tout rejet liquide pouvant porter atteinte à la qualité des eaux de surface.

§ 4. La manipulation d'hydrocarbures ou de produits contenant des substances visées à l'annexe VII de la partie décréale, y compris les engrais et les pesticides, ainsi que les opérations d'entretien et de ravitaillement d'engins à moteur, sont réalisées sur des surfaces étanches, avec système de récupération des liquides, garantissant l'absence de tout rejet liquide vers les eaux de surface.

§ 5. Les conduites destinées au transport d'hydrocarbures, de produits ou de matières contenant des substances visées à l'annexe VII de la partie décréale sont étanches. Le risque de leur rupture accidentelle est réduit à des valeurs négligeables.

§ 6. En ce qui concerne l'épandage de fertilisants, les dispositions visées à l'article R.165, § 8, s'appliquent.

§ 7. En ce qui concerne l'épandage de pesticides, les dispositions prévues à l'article R.165, § 9, s'appliquent.

§ 8. Tout épandage de pesticides ou d'engrais minéraux ou organiques à une distance de moins de six mètres de tout cours d'eau situé dans la zone de prévention éloignée est interdit. Une zone tampon couverte d'une végétation permanente de six mètres de large à partir de la crête de berge est installée le long de tout cours d'eau situé dans la zone de prévention éloignée. La dérogation prévue par l'article 2, 7°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 relatif à une application des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau et l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 novembre 1987 relatif à l'établissement d'un rapport sur l'état de l'environnement wallon s'applique.

§ 9. En ce qui concerne les transformateurs, les dispositions de l'article R.165, § 20, s'appliquent.

§ 10. Les rejets d'eaux usées non-épurées sont interdits.

§ 11. Les effluents domestiques ou industriels, y compris les effluents de stations d'épuration, peuvent faire l'objet de mesures particulières en cas de risque avéré de pollution du captage. Le Ministre peut prendre toute disposition utile permettant de réduire ce risque, sans préjudice du régime d'assainissement des eaux usées urbaines résiduelles.

§ 12. Les rejets de bassins d'orage existants en zone de prévention éloignée, et les nouveaux bassins d'orage, peuvent faire l'objet de mesures particulières que le Ministre peut prendre.

§ 13. En ce qui concerne les enclos couverts pour animaux, les dispositions de l'article R.165, § 17, s'appliquent.

§ 14. En ce qui concerne l'exécution de chantiers, de travaux et de constructions, les dispositions de l'article R.165, § 19, s'appliquent.

§ 15. La signalisation de la zone est réalisée conformément à l'article R.165, § 22.

§ 16. Les parties de voiries existantes à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant la zone de prévention, la traversant et présentant un risque de pollution des eaux de surface pouvant porter atteinte à la qualité de la prise d'eau, sont aménagées de manière à éviter ou à réduire au mieux celui-ci.

Les parties de nouvelles voiries traversant la zone, ainsi que les parties de voiries existantes à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant la zone de prévention faisant l'objet d'une rénovation, sont pourvues de systèmes de collecte garantissant tout risque de pollution des eaux de surface pouvant porter atteinte à la qualité de la prise d'eau par les liquides ou matières qui seraient déversés accidentellement.

Les parties de voiries présentant un risque de pollution des eaux de surface pouvant porter atteinte à la qualité de la prise d'eau potabilisable en cas de chute d'engin motorisé dans les eaux de surface sont équipées de glissières de sécurité, ou de tout autre dispositif équivalent.

§ 17. L'accès du bétail à tout cours d'eau situé dans la zone IIB est interdit. Une clôture est placée le long des parcelles pâturées bordant celui-ci.

§ 18. Des mesures complémentaires nécessaires à la protection de la prise d'eau peuvent être précisées dans l'arrêté ministériel délimitant la ou les zones de prévention.

Art. R.167. Lorsque les mesures restrictives prises en application de l'article R.165, §§ 8 à 10, et R.166, §§ 6 à 8, dans toute zone de prévention située à l'intérieur de la zone de surveillance se révèlent insuffisantes, le Ministre peut, d'initiative ou sur demande de l'exploitant, fixer des dispositions de même nature dans tout ou partie de la zone de surveillance. Il peut notamment y limiter les épandages d'effluents d'élevage, de produits autorisés à être épandus à des fins agricoles et d'engrais azotés aux doses maximales autorisées en zone vulnérable prévues au chapitre IV du présent titre.

Le Ministre peut également fixer des mesures de même nature, et suivant les mêmes critères, dans des zones de surveillance qui ne sont pas associées à une prise d'eau. Les teneurs en nitrates sont alors évaluées sur un point de contrôle représentatif des eaux de surface.

Sous-section 3. — Mesures de protection des prises d'eau souterraine

Art. R.168. § 1^{er}. Les dispositions du présent article s'appliquent uniquement aux zones de prévention éloignée et rapprochée.

§ 2. Les puits perdants sont interdits, en ce compris ceux évacuant exclusivement des eaux pluviales.

§ 3. L'épandage de fertilisants est autorisé uniquement pour couvrir les besoins physiologiques en azote des végétaux, en limitant les pertes d'éléments nutritifs.

Toutefois, lorsque la prise d'eau présente une teneur moyenne annuelle de plus de trente-cinq mg NO₃-/l, ou plus de vingt mg NO₃-/l avec une tendance à la hausse, le Ministre, d'initiative ou sur demande de l'exploitant, prend les mesures adéquates conduisant à la modification de certaines pratiques agricoles, domestiques et autres afin de réduire l'introduction de nitrate dans les eaux souterraines.

Les mesures décidées par le Ministre ou acceptées par défaut en vertu du paragraphe 3, alinéa 1^{er} restent d'application jusqu'à ce que les teneurs soient redescendues en dessous de vingt mg NO₃-/l et maintenues à ce niveau depuis cinq ans au moins. Le Ministre peut notamment limiter les épandages d'effluents d'élevage, de produits autorisés à être épandus à des fins agricoles et d'engrais azotés aux doses maximales autorisées en zone vulnérable prévues au chapitre IV du présent titre.

Par ailleurs, selon la même procédure, le Ministre peut prendre des mesures en dessous des seuils fixés à l'alinéa 2 lorsque les prises d'eau concernées exploitent de l'eau minérale naturelle dont la teneur en nitrate est faible et qui nécessite une protection adaptée afin de maintenir cette teneur stable.

Les dispositions de l'alinéa 1^{er} sont d'application immédiate dès la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant les zones de prévention.

A défaut de précision particulière, les mesures prévues aux alinéas 2, 3 et 4 s'appliquent dans un délai d'un an suivant la notification de la décision du Ministre.

L'Administration, d'initiative ou à la demande de l'exploitant, diligente un contrôle d'enquête visant à préciser le dépassement et à en cerner l'origine si l'Administration ou l'exploitant constate que la concentration en substances actives des pesticides, ainsi qu'en leurs métabolites, produits de dégradation et de réaction, augmente et excède, en moyenne annuelle, dans les eaux réceptrices, trente pour cent, soit :

1° des normes de qualité des eaux souterraines visées à l'article R.43ter-3, 1°, pour ce qui concerne la valeur fixée par substance individuelle ;

2° des normes de qualité des eaux souterraines visées à l'article R.43ter-3, 1°, pour ce qui concerne la valeur fixée pour le total des substances ;

3° des valeurs seuils des eaux souterraines visées à l'article R.43ter-3, 2°.

Si le dépassement visé à l'alinéa 7 est lié à des pratiques non conformes à une ou des législations existantes, le Ministre prend les mesures visant à faire respecter celles-ci. Dans le cas où le dépassement n'est pas lié à un non respect d'une obligation légale, le Ministre peut proposer, et en concertation avec les secteurs concernés, des mesures d'encadrement et incitatives adéquates visant à modifier certaines pratiques agricoles, domestiques et autres afin de limiter l'introduction de pesticides dans les eaux souterraines jusqu'à ce que les teneurs soient redescendues sous les trente pour cent des normes de qualité ou valeurs seuils des eaux souterraines visées à l'article R.43ter-3, et soient maintenues à ce niveau depuis cinq ans au moins. Les mesures proposées sont proportionnées et intègrent le résultat d'une évaluation de leurs impacts socio-économiques sur les secteurs concernés.

A défaut de précision particulière, les mesures prévues à l'alinéa 8 s'appliquent dans un délai d'un an suivant la notification de la décision du Ministre.

Le Ministre prend, après contrôle d'enquête, et en concertation avec les secteurs concernés, des mesures renforcées, si la concentration en substances actives des pesticides, ainsi qu'en leurs métabolites, produits de dégradation et de réaction, excède, en moyenne annuelle, dans les eaux réceptrices, septante-cinq pour cent, soit :

1° des normes de qualité des eaux souterraines visées à l'article R.43ter-3, 1°, pour ce qui concerne la valeur fixée par substance individuelle ;

2° des normes de qualité des eaux souterraines visées à l'article R.43ter-3, 1°, pour ce qui concerne la valeur fixée pour le total des substances ;

3° des valeurs seuils des eaux souterraines visées à l'article R.43ter-3, 2°.

Les mesures visées à l'alinéa 10 tiennent compte des contraintes agronomiques, pouvant aller jusqu'à l'interdiction d'application des produits pesticides concernés afin d'empêcher l'introduction de pesticides dans les eaux souterraines jusqu'à ce que les teneurs soient redescendues sous les septante-cinq pour cent des normes de qualité et valeurs seuils des eaux souterraines visées à l'article R.43ter-3, et soient maintenues à ce niveau depuis cinq ans au moins.

A défaut de précision particulière, les mesures prévues à l'alinéa 11 s'appliquent dans un délai d'un an suivant la notification de la décision du Ministre.

Le producteur d'eau avertit le directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, ou son représentant si la concentration en substances actives des pesticides, ainsi qu'en leurs métabolites, produits de dégradation et de réaction, excède ponctuellement, dans les eaux réceptrices, cent pour cent, soit :

1° des normes de qualité des eaux souterraines visées à l'article R.43ter-3, 1° pour ce qui concerne la valeur fixée par substance individuelle ;

2° des normes de qualité des eaux souterraines visées à l'article R.43ter-3, 1°, pour ce qui concerne la valeur fixée pour le total des substances ;

3° des valeurs seuils des eaux souterraines visées à l'article R.43ter-3, 2°.

Le directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, ou son représentant en informe sans délais tout organisme concerné et prévient les producteurs d'eau des zones limitrophes à l'incident afin d'accroître leur vigilance sur le ou les paramètre(s) problématique(s).

Les stockages de cent litres à moins de trois mille litres d'hydrocarbures répondent aux exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003, et des dispositions prises en vertu du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Les stockages existants avant l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant la zone de prévention, sont mis en conformité à charge du propriétaire en fin de vie du réservoir ou si le risque de pollution est imminent.

Par dérogation à l'alinéa 16, les stockages existants en zones de prévention relatives à une prise d'eau destinée à la consommation humaine sous forme conditionnée d'eau de source ou minérale naturelle sont mis en conformité dans les délais repris à l'annexe LV^{quater}.

Les stockages de plus de trois mille litres d'hydrocarbures ou de plus de cent litres de produits liquides contenant des substances de l'annexe VII de la partie décrétele répondent aux exigences de la législation en vigueur relative à ces installations de stockage.

Complémentairement à ces dispositions, les mesures suivantes sont également obligatoires :

1° les stockages aériens d'engrais liquides et de pesticides sont contenus dans des récipients étanches, installés sur des surfaces imperméables et équipées d'un système de collecte garantissant l'absence de tout rejet liquide en cas de fuite ;

2° les surfaces de collecte, les encuvements, les bacs de rétention et les fosses étanches sont laissés libres, sont protégés contre les venues d'eau pluviale et d'infiltration et les dispositifs permettant d'évacuer l'eau par la base sont interdits ;

3° le soutirage et le jaugeage sont effectués par la partie supérieure du réservoir ; le soutirage par gravité, même avec un dispositif de fermeture sur la conduite, est interdit ;

4° une plaquette est apposée sur le réservoir, spécifiant la zone de prévention et indiquant les numéros de téléphone de l'exploitant de la prise d'eau, de la commune et de SOS ENVIRONNEMENT-NATURE.

Les stockages de produits solides contenant des substances de l'annexe VII de la partie décrétele sont installés sous toit, sur des surfaces imperméables et équipées d'un système de collecte garantissant l'absence de tout rejet liquide.

Les conduites destinées au transport d'hydrocarbures, de produits ou de matières contenant des substances relevant de l'annexe VII de la partie décrétele sont étanches. Le risque de leur rupture accidentelle est réduit à des valeurs négligeables.

La manipulation d'hydrocarbures ou de produits contenant des substances de l'annexe VII de la partie décrétele, y compris les engrais et les pesticides, ainsi que les opérations d'entretien et de ravitaillement d'engins à moteur sont réalisées sur des surfaces étanches, avec système de récupération des liquides.

Les enclos couverts pour animaux, en ce compris les étables et les chenils, sont étanches au sol et équipés de manière à garantir l'absence de tout rejet liquide.

Les stockages et les installations de regroupement, d'élimination ou de valorisation des déchets visés par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, sont :

1° installés à des endroits où le sol est rendu étanche ;

2° équipés d'un système de collecte garantissant l'absence de tout rejet liquide.

Lorsque les puits, forages, excavations ou travaux de terrassement dépassant une profondeur de trois mètres sous la surface du sol font l'objet d'une demande de permis d'urbanisme ou de permis unique soumise à l'avis du Service public de Wallonie Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie, celle-ci recueille l'avis de l'exploitant de la prise d'eau et de l'Administration au cours de l'instruction de la demande. En zone de prévention rapprochée des prises d'eaux minérales, thermales et carbogazeuses, cette formalité est exigée lorsque les travaux énumérés ci-dessus, dépassent une profondeur de deux mètres.

En ce qui concerne l'exécution de chantiers, de travaux et de constructions, les dispositions suivantes sont respectées :

1° les engins de chantier ne présentent pas de fuite d'hydrocarbures, sont en bon état, régulièrement vérifiés et, en cas de problème, immédiatement transférés en dehors des zones de prévention pour être réparés ;

2° les opérations d'entretien ou de ravitaillement des engins à moteur sont réalisées de manière à éviter tout épandage accidentel de liquide et son infiltration dans le sol ;

3° seuls les produits nécessaires à l'exécution du chantier peuvent s'y trouver ;

4° les produits présentant des risques pour la qualité de la nappe tels les carburants ou lubrifiants sont soit stockés dans des réservoirs placés dans des cuvettes de rétention étanches, de capacité au moins égale à la capacité totale des réservoirs contenus dans chaque cuvette, soit contenus dans des fûts ou récipients entreposés sur une aire étanche et équipée de manière à garantir l'absence de tout rejet liquide en cas de fuite ;

5° en cas d'incident, des mesures sont prises immédiatement pour éviter l'extension de la pollution et évacuer les terres qui auraient été contaminées.

Concernant l'alinéa 26, 5°, des kits anti-pollution comprenant notamment des matériaux adsorbant les hydrocarbures et des bâches sont disponibles en quantité appropriée. L'entrepreneur avertit le service compétent de l'Administration, SOS ENVIRONNEMENT-NATURE.

§ 4. Les dispositions relatives à la mise en conformité sont les suivantes :

1° les stockages d'hydrocarbures liquides ou de produits liquides contenant des substances de l'annexe VII de la partie décrétales existants à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant la zone de prévention sont mis en conformité avec les dispositions du présent article;

2° les réservoirs abandonnés d'hydrocarbures ou de produits contenant des substances de l'annexe VII de la partie décrétales, aériens ou enterrés, sont vidés, nettoyés, le cas échéant dégazés, et évacués. Les tuyauteries sont vidées et démontées;

3° en cas de risque avéré de pollution du captage et aux endroits concernés, le Ministre, d'initiative ou sur demande de l'exploitant, peut prendre toute disposition utile permettant de réduire ce risque, en ce compris imposer que, malgré les dispositions des articles R. 279, § 2, et R. 282, les eaux usées issues des habitations existantes à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant la zone de prévention, et pour lesquelles s'applique le régime d'assainissement autonome et transitoire, soient épurées de manière individuelle ou groupée par un système d'épuration individuelle défini à l'article R. 233, 24°.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 2°, en cas d'impossibilité d'évacuer un réservoir enterré dans des conditions techniques et financières raisonnables, il peut rester en place après avoir été rempli d'un matériau inerte. S'il s'agit d'un réservoir enterré, un test d'étanchéité est préalablement réalisé par un technicien agréé conformément à l'article 634^{ter}/4 du titre III du règlement général pour la protection du travail. Si le résultat de ce test révèle un défaut d'étanchéité, une procédure d'assainissement est réalisée conformément aux dispositions en vigueur.

§ 5. Pour les nouveaux ouvrages, constructions et installations, les dispositions du présent article sont d'application à l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant la zone de prévention.

§ 6. Dans le cas où la prise d'eau concernée par la zone de prévention n'est pas destinée à la consommation humaine sous forme conditionnée d'eau de source ou minérale naturelle :

1° les réservoirs enterrés d'hydrocarbures existants à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant la zone de prévention et non conformes aux dispositions des paragraphes 3, alinéa 15, et 4, alinéa 1^{er}, 1°, font l'objet d'un test d'étanchéité réalisé par un technicien agréé, dans les deux ans qui suivent la désignation de la zone de prévention, conformément à l'article 634^{ter}/4 du titre III du règlement général pour la protection du travail, accompagné d'un diagnostic de la durée de vie utile restante;

2° les réservoirs aériens d'hydrocarbures ou de produits contenant des substances de l'annexe VII de la partie décrétales, existants à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant la zone de prévention, font l'objet d'un test d'étanchéité réalisé par un technicien agréé dans les quatre ans qui suivent la désignation de la zone de prévention, au minimum par un contrôle visuel, accompagné d'un diagnostic de la durée de vie restante;

3° si les tests indiquent un manque d'étanchéité, une durée de vie inférieure à quatre ans ou un risque de pollution imminent, le récipient est supprimé immédiatement et le nouveau stockage d'hydrocarbure répond aux conditions reprises au paragraphe 3, alinéa 15 ;

4° les tests d'étanchéité pour les réservoirs aériens et enterrés sont pris en charge conformément aux exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003, à défaut de certificat d'étanchéité en cours de validité.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 4°, lorsqu'aucune législation ne s'applique, les tests d'étanchéité sont pris en charge par l'exploitant de la prise d'eau.

Art. R.169. § 1^{er}. Les dispositions du présent article s'appliquent uniquement à la zone de prévention rapprochée.

§ 2. Sont interdits :

1° les centres d'enfouissement technique visés par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

2° les nouveaux stockages enterrés d'hydrocarbures et les stockages de produits contenant des substances de l'annexe VII de la partie décrétales, y compris les engrais;

3° les stockages des pesticides sauf les stockages aériens existants lorsque la quantité de pesticides stockée est inférieure à deux tonnes et que les conditions d'exploiter définies conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement sont respectées ;

4° l'épandage souterrain d'effluents domestiques, même après épuration ;

5° le stockage, en dehors du site de leur production, de matières organiques susceptibles de libérer des rejets liquides ;

6° les lieux de concentration d'animaux qui revêtent un caractère permanent tels des abreuvoirs, auges, lieux de nourrissage ou de traite, et qui sont situés en dehors des bâtiments de l'exploitation ;

7° les installations d'entreposage de produits dont la dégradation naturelle présente des risques de pollution pour les eaux souterraines ;

8° les bassins d'orage non étanches ;

9° les terrains de camping ;

10° l'implantation de nouveaux stockages aériens de plus de cent litres d'hydrocarbures ou de produits contenant des substances de l'annexe VII de la partie décrétales, y compris les engrais, sauf :

a) s'ils remplacent des stockages enterrés ou aériens existants, de même capacité et contenant les mêmes produits ;

b) les nouveaux réservoirs aériens à usage domestique d'hydrocarbures liquides, d'huiles et de lubrifiants, ou de produits contenant des substances de l'annexe VII de la partie décrétales ;

11° l'implantation de nouvelles aires de stationnement de plus de vingt véhicules automoteurs ;

12° l'implantation de nouveaux enclos couverts pour animaux et notamment les étables et les chenils ;

13° l'implantation de nouveaux stockages de matières organiques susceptibles de libérer des rejets liquides, dont les effluents d'élevage tels le fumier, le lisier ou le purin et les produits d'ensilage ;

14° l'implantation de nouveaux stockages ou de nouvelles installations de regroupement, d'élimination ou de valorisation de déchets visés par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ;

15° l'implantation de nouveaux terrains de sport et de loisirs à l'exception de ceux dont l'entretien ne nécessite pas l'emploi de produits susceptibles de dégrader la qualité des eaux souterraines ;

16° l'implantation de nouveaux cimetières ou de toute extension de cimetières existants à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant les zones de prévention, quelle que soit la taille de ces dernières ;

17° les activités de sports moteurs de véhicules automobiles mus par un moteur à combustion interne, y compris les prototypes et les véhicules à usage exclusivement récréatif, y compris lorsque ces activités se déroulent complètement sur la voie publique ;

18° les activités de sports moteurs de véhicules mus par un moteur à combustion interne autres que ceux visés au 17°, y compris les prototypes, les véhicules à usage exclusivement récréatif et les motos neige, lorsque ces activités ne se déroulent pas complètement sur la voie publique.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 6°, les lieux de concentration à caractère permanent existants à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant la zone de prévention, et présentant un risque de pollution des eaux souterraines, sont supprimés et déplacés en dehors de la zone de prévention rapprochée.

La disposition visée à l'alinéa 1^{er}, 7°, ne s'applique pas aux stockages réglementés visés au paragraphe 4.

La disposition visée à l'alinéa 1^{er}, 13°, ne s'applique pas à la modification d'une installation existante en vue de sa mise en conformité aux normes de capacité prévue à l'article R.460.

Sans préjudice de l'article R.164, le Ministre peut autoriser ponctuellement les activités visées à l'alinéa 1^{er}, 17°, lorsque celles-ci se déroulent exclusivement sur la voie publique et pour autant que les conditions suivantes soient rencontrées :

1° il n'existe pas d'alternative raisonnable au parcours utilisé à travers la zone de prévention rapprochée dans le cadre de l'activité de sports moteurs ;

2° des mesures de protection spécifiques sont prises dans la zone pour assurer la protection de la nappe ;

3° la prise d'eau concernée par la zone de prévention rapprochée n'est pas destinée à la consommation humaine sous forme conditionnée d'eau de source ou minérale naturelle.

Le Ministre précise les conditions prévues à l'alinéa 5, ainsi que les modalités d'introduction des demandes de dispense.

La liste des zones de prévention rapprochée visées à l'alinéa 5, 3°, est publiée par l'Administration sur le site internet Portail environnement de la Région wallonne.

§ 3. Les parties de voiries existantes à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant la zone de prévention, la traversant et présentant un risque de pollution des eaux souterraines sont aménagées de manière à éviter ou à réduire au mieux celui-ci.

Les parties de nouvelles voiries traversant la zone sont pourvues de systèmes de collecte étanches retenant tous liquides ou matières qui y seraient déversés accidentellement.

Les aires de stationnement de plus de cinq véhicules automoteurs sont rendues étanches et pourvues d'un dispositif de collecte des liquides vers un séparateur d'hydrocarbures.

Les hangars agricoles couverts, existants à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant la zone de prévention, ne sont pas soumis à l'obligation de rendre le sol étanche à condition que les opérations d'entretien et de ravitaillement des véhicules automoteurs y soient formellement proscrites.

Les déversements et transferts d'eaux usées ou épurées peuvent avoir lieu uniquement par des égouts, des conduits d'évacuation ou des caniveaux, étanches.

Les lieux de concentration d'animaux tels qu'abreuvoir, auge, traite mobile, nourrissage, ne peuvent pas être constitués deux années de suite à la même place, deux implantations successives sont distantes d'au moins vingt mètres. Ils sont réalisés à la plus grande distance possible de la prise d'eau et en dehors des zones d'infiltration préférentielle vers les eaux souterraines telles des dolines ou des pertes karstiques, identifiées et précisées dans l'arrêté ministériel délimitant la zone de prévention.

Les nouveaux transformateurs sont disposés sur un socle en béton armé formant bac de rétention.

Les transformateurs existants au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant la zone de prévention sont équipés d'un dispositif permettant la récupération des liquides en cas de fuite.

§ 4. Les dispositions relatives à la mise en conformité sont les suivantes :

1° les stockages de matières organiques susceptibles de libérer des rejets liquides, existants sur le site de leur production à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant une zone de prévention rapprochée, sont placés dans des cuves ou des récipients étanches ou installés sur des surfaces imperméables et équipées de manière à garantir l'absence de tout rejet liquide ;

2° les stockages de produits d'ensilage susceptibles de libérer des rejets liquides, existants à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant une zone de prévention rapprochée, sont contenus dans des cuves ou des récipients étanches ou installés sur des surfaces imperméables et équipés de manière à garantir l'absence de tout rejet liquide.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 1°, les stockages d'effluents d'élevage à la ferme existants à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant une zone de prévention rapprochée, sont constitués en respectant les conditions fixées au chapitre IV du présent titre.

§ 5. Pour les nouveaux ouvrages, constructions et installations, les dispositions du présent article sont d'application immédiate à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant la zone de prévention.

Art. R.170. § 1^{er}. Les dispositions du présent article s'appliquent uniquement aux zones de prévention éloignée.

§ 2. Sont interdits :

1° les centres d'enfouissement techniques visés par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à l'exception des centres de classe 3 visés par la rubrique 90.25.03, des centres de classe 4.A visés par la rubrique 90.25.04.01 et des centres de classe 5.3 visés par la rubrique 90.25.05.03 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées et existants à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant la zone de prévention ;

2° l'implantation de nouveaux terrains de camping ;

3° l'implantation de nouveaux cimetières ;

4° l'implantation de nouveaux CET de classe 3 à l'exception de ceux inscrits au plan des centres d'enfouissement ;

5° les activités de sports moteurs de véhicules automobiles mus par un moteur à combustion interne, y compris les prototypes et les véhicules à usage exclusivement récréatif, lorsque ces activités ne se déroulent pas complètement sur la voie publique ;

6° les activités de sports moteurs de véhicules mus par un moteur à combustion interne autres que ceux visés au 5°, y compris les prototypes, les véhicules à usage exclusivement récréatif et les motos neige, lorsque ces activités ne se déroulent pas complètement sur la voie publique.

§ 3. Les nouvelles aires de stationnement de plus de vingt véhicules automoteurs sont rendues étanches et pourvues d'un dispositif de collecte des liquides vers un séparateur d'hydrocarbures.

Les stockages de matières organiques susceptibles de libérer des rejets liquides sont :

1° constitués de manière à éviter l'infiltration de jus dans le sol et vers les eaux souterraines ;

2° toujours implantés en dehors des zones d'infiltration préférentielle vers les eaux souterraines telles des dolines ou des pertes karstiques, identifiées et précisées dans l'arrêté de zone de prévention ;

3° sur le site de leur production, contenus dans des cuves ou des récipients étanches ou installés sur des surfaces imperméables et équipés de manière à garantir l'absence de tout rejet liquide.

Les stockages d'effluents d'élevage sont constitués en respectant les conditions fixées au chapitre IV du présent titre.

Les stockages de produits d'ensilage à caractère permanent susceptibles de libérer des rejets liquides sont contenus dans des cuves ou des récipients étanches ou installés sur des surfaces imperméables et équipés de manière à garantir l'absence de tout rejet liquide.

Les nouveaux transformateurs sont disposés sur un socle en béton armé formant bac de rétention.

Les transformateurs existants à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant la zone de prévention sont équipés d'un dispositif de protection contre les surcharges de manière à réduire le risque de rupture de leur enveloppe à des valeurs négligeables.

Les réservoirs enterrés ou placés dans une fosse remblayée sont à double paroi, équipés d'un système de contrôle d'étanchéité permanent avec alarme visuelle et sonore en cas de perte d'étanchéité d'une des parois.

Lorsqu'elles se déroulent complètement sur la voie publique, pour autant qu'elles ne respectent pas la législation en vigueur en matière de Code de la route et pour autant qu'elles se déroulent dans une zone qui produit des eaux minérales naturelles et eaux de sources, les activités de sports moteurs de véhicules automobiles mus par un moteur à combustion interne, y compris les prototypes et les véhicules à usage exclusivement récréatif, respectent, sans préjudice des autres dispositions de protection que peuvent adopter les communes, les conditions suivantes :

1° aucune alternative dans un rayon de mille mètres sur le territoire de la commune concernée, présentant un impact environnemental moindre et permettant d'assurer la sécurité humaine n'est possible au parcours utilisé dans la zone de prévention éloignée dans le cadre des activités et, en tout état de cause, le parcours ne peut pas passer à moins de dix mètres d'une bordure de zone de prévention rapprochée ;

2° les zones de stationnement dédiés aux véhicules utilisés dans le cadre de l'activité de sports moteurs et les zones présentant un risque direct et indirect pour l'environnement, situées en dehors du parcours utilisé par l'épreuve, sont pourvues d'un dispositif de collecte des liquides pendant toute la durée des activités ;

3° durant toute la durée des activités en zone de prévention éloignée, une équipe d'interventions compétente est disponible en permanence pour procéder à l'excavation des terres contaminées par un accident, le cas échéant, au pompage des liquides déversés et à toutes autres mesures rendues nécessaires pour protéger le captage suite à l'accident ;

4° durant toute la durée des activités en zone de prévention éloignée, un laboratoire agréé et une équipe de prélèvement restent disponibles en permanence pour effectuer, après l'intervention de l'équipe d'interventions, toute analyse requise des sols ou des eaux pour déterminer si une pollution résiduelle est présente ;

5° l'organisateur prend toutes mesures utiles pour informer et sensibiliser les membres de l'organisation et les participants à l'activité de sports moteurs à la nature des zones de prévention de captages, aux mesures à prendre en cas d'accident et à la réglementation en vigueur dans ces zones.

Les interventions visées à l'alinéa 8, 3°, interviennent dans l'heure de l'accident.

L'organisateur des activités constitue un dossier reprenant la preuve du respect des conditions fixées et décrivant les modalités d'interventions prévues conformément à ces conditions pour protéger la zone de captage. Ce dossier est transmis, trois mois au moins avant le déroulement des activités visées, aux autorités communales concernées par les activités et au Ministre.

Le Ministre peut préciser le contenu des conditions fixées et les modalités d'élaboration du dossier visé à l'alinéa 10.

§ 4. Des panneaux conformes aux modèles repris en annexe LVI, signalant l'existence d'une zone de prévention, sont placés par l'exploitant sur tous les axes principaux de circulation aux points d'entrée et de sortie de ceux-ci dans la zone de prévention éloignée.

§ 5. Pour les nouveaux ouvrages, constructions et installations, les dispositions du présent article sont d'application immédiate à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel délimitant la zone de prévention.

Art. R.171. § 1^{er}. Les dispositions du présent article s'appliquent uniquement à la zone de surveillance.

§ 2. Lorsque les mesures restrictives prises en application de l'article R. 168, § 3, alinéa 1^{er}, dans la ou les zones de prévention situées à l'intérieur de la zone de surveillance se révèlent insuffisantes, le Ministre peut, d'initiative ou sur demande de l'exploitant, fixer des dispositions de même nature dans tout ou partie de la zone de surveillance. Le Ministre peut, notamment, y limiter les épandages d'effluents d'élevage, de produits autorisés à être épandus à des fins agricoles et d'engrais azotés aux doses maximales autorisées en zone vulnérable prévues au chapitre IV du présent titre.

Le Ministre peut également fixer des mesures de même nature, et suivant les mêmes critères, dans des zones de surveillance qui ne sont pas associées à une prise d'eau. Les teneurs en nitrates sont alors évaluées sur un point de contrôle représentatif des eaux souterraines.

Lorsque les mesures restrictives prises en application de l'article R 168, § 3, alinéa 7, dans la ou les zones de prévention situées à l'intérieur de la zone de surveillance se révèlent insuffisantes, le Ministre peut fixer des dispositions de même nature dans tout ou partie de la zone de surveillance.

Art. R.172. Pour les producteurs ayant conclu un contrat de service de protection de l'eau potabilisable, le suivi préventif réalisé par le producteur concernant les tests d'étanchéité pour les réservoirs d'hydrocarbures aériens et enterrés prévus aux articles R.165 et R.168 est financé par la S.P.G.E.

Dans les zones de prévention, pour les producteurs ayant conclu un contrat de service de protection de l'eau potabilisable, la S.P.G.E., à défaut d'une obligation légale de mise en conformité pour le propriétaire, peut intervenir pour la mise en conformité d'un tiers en fin de vie du réservoir existant ou pour toute situation rendant le risque de pollution imminent. Le taux d'intervention est de quinze pour cent du montant du nouveau réservoir d'hydrocarbure.

Sous-section 4. — Mesures relatives à certaines carrières

Art. R.173. § 1^{er}. La sous-section 3 de la présente section n'est pas applicable aux carrières en activité.

Lorsqu'une zone de prise d'eau souterraine se trouve dans une carrière en activité, ou lorsqu'une carrière en activité se trouve en zone de prévention :

1° les engins de chantier ne peuvent pas présenter de fuites d'hydrocarbures, le cas échéant, ils sont immédiatement transférés en dehors de la carrière pour être réparés;

2° peuvent se trouver dans la carrière uniquement les produits en rapport avec son exploitation ;

3° les produits présentant des risques pour la qualité de la nappe sont soit stockés dans des réservoirs placés dans des cuvettes de rétention étanches, de capacité au moins égale à la capacité totale des réservoirs contenus dans chaque cuvette, soit contenus dans des fûts ou récipients entreposés sur une aire étanche et équipée de manière à garantir l'absence de tout rejet liquide;

4° les puits perdus sont interdits en zone de prévention.

Les eaux usées, domestiques et sanitaires, sont soit évacuées en dehors de la carrière et de la zone de prévention par des conduites étanches, soit stockées sur place dans des cuves ou récipients étanches et évacuées par des vidangeurs agréés.

§ 2. Les dispositions du paragraphe 1^{er}, alinéa 2, ne s'appliquent pas :

1° aux pompages d'essai ;

2° aux pompages temporaires ;

3° aux prises d'eau potabilisable ou destinée à la consommation humaine d'une capacité de prise d'eau inférieure ou égale à 10 m³/jour ou approvisionnant moins de cinquante personnes, lorsque la fourniture ne s'effectue pas dans le cadre d'une activité commerciale, touristique ou publique;

4° aux prises d'eau non potabilisable et non destinée à la consommation humaine d'une capacité de prise d'eau inférieure ou égale à 10 m³/jour et à 3 000 m³/an. ».

Art. 2. Dans la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, partie II, titre VII, chapitre III, la section 4 intitulée « Mesures de prévention ou de limitation des introductions de polluants dans les eaux souterraines » devient la section 7.

Art. 3. Dans l'article R. 278 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « § 1^{er}. Par dérogation à l'article R.277, lorsque le raccordement à l'égout, existant, en cours de placement ou futur, engendre des coûts excessifs en raison de difficultés techniques rencontrées, le propriétaire de l'habitation concernée peut demander une dispense de raccordement à l'égout auprès du département, moyennant l'installation d'un système d'épuration conformément à la législation relative au permis d'environnement ;

Cette demande de dispense est effectuée sur base de l'établissement d'un dossier technique et d'un comparatif des coûts entre le raccordement à l'égout ou le placement d'un système d'épuration individuelle. » ;

2° à l'alinéa 3 du paragraphe 1^{er}/1, les mots « § 1^{er}/2 » sont insérés en début de phrase ;

3° à l'alinéa 4 du paragraphe 1^{er}/1, devenu paragraphe 1^{er}/2, les mots « et de la commune » sont insérés entre les mots « avis de l'organisme d'assainissement compétent » et les mots « , des impositions particulières accompagnant la dispense. ».

CHAPITRE II. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations pour la prise d'eau souterraine potabilisable ou destinée à la consommation humaine et aux installations pour la prise d'eau souterraine non potabilisable et non destinée à la consommation humaine et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement*

Art. 4. A l'article 2, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations pour la prise d'eau souterraine potabilisable ou destinée à la consommation humaine et aux installations pour la prise d'eau souterraine non potabilisable et non destinée à la consommation humaine et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les mots « R.154 » sont remplacés par les mots « R.146 ou R.150 ».

CHAPITRE III. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations pour la prise d'eau souterraine potabilisable ou destinée à la consommation humaine et aux installations pour la prise d'eau souterraine non potabilisable et non destinée à la consommation humaine*

Art. 5. A l'article 2, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations pour la prise d'eau souterraine potabilisable ou destinée à la consommation humaine et aux installations pour la prise d'eau souterraine non potabilisable et non destinée à la consommation humaine, les mots « R.154 » sont remplacés par les mots « R.150 ou R.153 ».

CHAPITRE IV. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement*

Art. 6. Dans l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2014, le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Lorsqu'elle concerne un établissement comportant une prise d'eau, la décision accordant le permis d'environnement mentionne les conditions à observer relatives, notamment :

1° aux dispositifs de prise d'eau ;

2° aux modalités de réalisation et d'équipement de l'ouvrage ;

3° aux dispositifs de comptage des volumes, de mesure des niveaux d'eau et de prise d'échantillons dans l'ouvrage en vue du contrôle de la qualité de l'eau prélevée ;

4° à l'utilisation de l'eau captée ;

5° au volume d'eau maximal à prélever par jour et par an ;

6° à la fréquence des relevés de comptage des volumes ;

7° à l'isolement des différentes nappes aquifères ;

8° à la préservation des prises d'eau dans le voisinage ;

9° à la sécurité des personnes et des biens ;

10° aux mesures à prendre en cas de cessation de la prise d'eau ;

11° aux aménagements et mesures spécifiques à la zone de prise d'eau ;

12° à la localisation des piézomètres destinés à la mesure des paramètres hydrogéologiques liés à la nappe exploitée et au prélèvement d'échantillons y relatifs ;

13° aux modalités de réalisation et d'équipement d'ouvrages annexes nécessaires à l'exploitation et constituant un risque d'introduction de pollution, tels que des puits d'accès et d'aération de galeries captantes. ».

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 7. L'exploitant communique les éléments visés à l'article R.156 de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 8. Les procédures administratives en cours au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté se poursuivent conformément au droit antérieur.

Art. 9. L'article 6 s'applique aux décisions accordant les permis d'environnement délivrées après le 1^{er} octobre 2019.

Art. 10. L'annexe LVI est modifiée dans la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau comme il figure à l'annexe 1^{re} au présent arrêté.

Une annexe LVII est insérée dans la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau. Elle figure à l'annexe 2 du présent arrêté.

Art. 11. A l'article 3 :

- de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de regroupement ou de tri de déchets de classe B2 et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 novembre 2007 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de stockage temporaire de déchets de classe B2, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne les prises d'eau souterraine, les zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance ;

- de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de regroupement ou de tri de déchets de classe B1, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées et divers arrêtés du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles et intégrales, l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne les prises d'eau souterraine, les zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance, l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017 modifiant divers arrêtés suite à la dissolution de l'Office wallon des déchets ;

- de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de regroupement ou de tri d'huiles usagées, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées et divers arrêtés du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles et intégrales ;

- de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de regroupement ou de tri de déchets de classe B2, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne les prises d'eau souterraine, les zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance ;

- de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de regroupement ou de tri de déchets de classe B1, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées et divers arrêtés du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles et intégrales, l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne les prises d'eau souterraine, les zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance et l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017 modifiant divers arrêtés suite à la dissolution de l'Office wallon des déchets ;

Les mots :

- « R. 147 » sont remplacés par les mots « R. 146 » ;

- « R. 154 » sont remplacés par les mots « R. 150 » ;

- « R. 156, § 1^{er} » sont remplacés par les mots « R. 152, § 1^{er} » ;

- « R. 157 » sont remplacés par les mots R. 153 ».

Art. 12. A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives à la détention de veaux à l'engraissement de plus de deux semaines et de moins de six mois, à l'exception des veaux au pis, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives à la détention d'ovins et de caprins, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives à la détention de bovins de six mois et plus, modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne les prises d'eau souterraine, les zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance, les mots « R.147, R. 154 et R. 157 » sont remplacés par les mots « R.146, R.150 et R.153 ».

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2019 à l'exception de l'article D.2, 52^obis du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau qui entre en vigueur dix jours après la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 14. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 mai 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

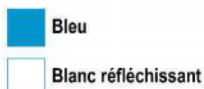
Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Annexe 1

Annexe LVI : Panneaux d'indication de zone de prévention de prise d'eau souterraine

Panneau d'indication de début de zone de prévention de prise d'eau souterraine



Dimensions en mm

Panneau d'indication de fin de zone de prévention de prise d'eau souterraine



- Bleu
- Blanc réfléchissant
- Rouge R:201 V:40 B: 45


Dimensions en mm

Annexe 2

Annexe LVII : Panneaux d'indication de zone de prévention de prise d'eau de surface

Panneau d'indication de début de zone de prévention de prise d'eau de surface


 Bleu

 Blanc réfléchissant

Dimensions en mm

Panneau d'indication de fin de zone de prévention de prise d'eau de surface



- Bleu
- Blanc réfléchissant
- Rouge R:201 V:40 B: 45

Dimensions en mm

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2019/14388]

16. MAI 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, im Hinblick auf die Verbesserung des Schutzes der Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitablem Oberflächenwasser und der Grundwasserentnahmestellen und verschiedener Bestimmungen in diesem Bereich

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 3, 4 und 45 § 2;

Aufgrund des Buches II des Wallonischen Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D.2 Ziffer 52bis, eingefügt durch das Dekret vom 27. Oktober 2011, D.6-1, eingefügt durch das Dekret vom 13. Oktober 2011, D.156 § 1 Absatz 3, abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017, D.171 § 1 Ziffer 1, D.172, abgeändert durch das Dekret vom 31. Mai 2007, D.173 und D.175, abgeändert durch die Dekrete vom 31. Mai 2007 und vom 19. Januar 2017;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2007 zur Festlegung der gesamten und sektorbezogenen Bedingungen für die Haltung von Mastkälbern, die älter als zwei Wochen und jünger als sechs Monate sind, mit Ausnahme der Saugkälber, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die Grundwasserentnahmestellen, Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen betrifft;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2007 zur Festlegung der gesamten und sektorbezogenen Bedingungen für die Haltung von Schafen und Ziegen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die Grundwasserentnahmestellen, Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen betrifft;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2007 zur Festlegung der gesamten und sektorbezogenen Bedingungen für die Haltung von mindestens sechs Monate alten Rindern, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die Grundwasserentnahmestellen, Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen betrifft;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen betreffend die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Abfällen der Klasse B2 und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. November 2007 zur Festlegung der gesamten Bedingungen in Bezug auf die Anlagen für die zeitweilige Lagerung von Abfällen der Klasse B2, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die Grundwasserentnahmestellen, Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen betrifft;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen betreffend die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Abfällen, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017 zur Abänderung verschiedener Erlasse infolge der Auflösung des Wallonischen Amtes für Abfälle ("Office wallon des déchets");

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen betreffend die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Altölen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten und verschiedener Erlasse der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen und gesamten Bedingungen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen betreffend die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Abfällen der Klasse B2, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die Grundwasserentnahmestellen, Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen betrifft;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen betreffend die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Abfällen der Klasse B1, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017 zur Abänderung verschiedener Erlasse infolge der Auflösung des Wallonischen Amtes für Abfälle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten und verschiedener Erlasse der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen und gesamten Bedingungen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Anlagen zur Entnahme von zu Trinkwasser aufbereitablem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und für Anlagen zur Entnahme von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem und nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2018 über die Zulassung der Personen, die eine Bohrung durchführen oder für eine künftige Grundwasserentnahme, die Installation von geothermischen Sonden, die geologische Erfassung, die Prospektion oder die Installation von Piezometern bestimmte Brunnenanlagen ausstatten, und zur Änderung verschiedener Erlasse;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 4. Juli 2018;

Aufgrund der am 28. September 2018 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Umwelt";

Aufgrund des am 5. April 2019 innerhalb einer Frist von dreißig Tagen in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

In der Erwägung, dass das Gutachten innerhalb dieser Frist nicht übermittelt wurde;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt,

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Abänderungen des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet*

Artikel 1 - In dem verordnungsrechtlichen Teil des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Teil II Titel VII Kapitel III, werden die Abschnitte 1 bis 3, die die Artikel R.143 bis R.187 enthalten, durch die nachstehenden Abschnitte 1 bis 6, die die Artikel R.143 bis R.170 enthalten, ersetzt:

"Abschnitt 1 - Definitionen

Art. R.143 - Zur Anwendung des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

1° Motorsportveranstaltungen: Geschwindigkeits- oder Geschicklichkeitsrennen, Tests, Trainings, oder Freizeitverwendungen, bei denen Kraftfahrzeuge verwendet werden;

2° Verwaltung: die Abteilung Umwelt und Wasser des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;

3° Betreiber: der Betreiber im Sinne des Artikels 1 Absatz 1 Ziffer 8 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

4° oberirdische Anlage: der Teil des Wasserentnahmebauwerks, der sich an der Erdoberfläche befindet, sowie das Gebäude, durch das es geschützt wird, einschließlich der Lüftungssysteme und der Kontrollöffnungen;

5° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;

6° Pestizid:

a) entweder ein Pflanzenschutzmittel im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 1107/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über das Inverkehrbringen von Pflanzenschutzmitteln und zur Aufhebung der Richtlinien 79/117/EWG und 91/414/EWG des Rates;

b) oder ein Biozidprodukt im Sinne der Verordnung (EU) Nr. 528/2012 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Mai 2012 über die Bereitstellung auf dem Markt und die Verwendung von Biozidprodukten;

7° Wasserfläche: Stausee;

8° Pumpversuche: die nicht länger als zwölf Monate dauernden Pumparbeiten, die im Hinblick auf die Bestimmung der spezifischen Merkmale des ersuchten Grundwasserleiters durchgeführt werden;

9° vorübergehende Pumparbeiten: Pumparbeiten im Rahmen öffentlicher oder privater (Tief)bauarbeiten;

10° Wasserentnahme: der Vorgang zur Entnahme von zu Trinkwasser aufbereitem Oberflächenwasser oder von Grundwasser;

11° Freiluftbehälter: ein Behälter, der entweder unter freiem Himmel, oder in einem oberirdisch oder unterirdisch angelegten Raum, oder auch in einer nicht zugeschütteten Grube aufgestellt werden kann;

12° eingegrabener Behälter: ein Behälter, der sich vollständig oder teilweise unter der Erdoberfläche befindet und dessen Wände direkt mit dem Erdreich oder dem Schüttstoff in Kontakt sind;

13° Kraftfahrzeug: das Kraftfahrzeug im Sinne des Artikels 2.21 des Königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1975 über die allgemeine Straßenverkehrsordnung und die Benutzung der öffentlichen Straße;

Betreffend die Ziffer 1 sind die Freizeitverwendungen der Fahrzeuge diejenigen, die in der Rubrik 92.61.10 des Anhangs 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten erwähnt werden.

Abschnitt 2 - Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Oberflächenwasser, Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen

Unterabschnitt 1 - Entnahme von zu Trinkwasser aufbereitem Oberflächenwasser und Wasserentnahmezonen

Art. R.144 - § 1. Unbeschadet der von der Wallonischen Regierung aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung verabschiedeten allgemeinen Bedingungen erfüllen die Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Oberflächenwasser folgende Mindestbedingungen:

1° die Qualität des Oberflächenwassers, in dem die Wasserentnahme vorgenommen wird, bleibt erhalten;

2° das ökologische und sanitäre Gleichgewicht des Oberflächenwassers wird durch die entnommene Wassermenge nicht beeinträchtigt;

3° die Sicherheit der Personen und Güter wird durch die in dem zu Trinkwasser aufbereitem Oberflächenwasser durchgeführte Wasserentnahmen nicht beeinträchtigt;

§ 2. Die Verwaltung kann den guten Zustand der Messvorrichtungen zur Zählung der Volumen, der Vorrichtungen zur Messung der Wasserstände und zur Probenahme im Wasserentnahmebauwerk kontrollieren; sie wird von jeder Änderung oder Ersetzung dieser Vorrichtungen in Kenntnis gesetzt.

Der Inhaber einer Umweltgenehmigung, die sich auf Betriebe bezieht, die eine Wasserentnahmestelle enthalten, hat der Verwaltung spätestens bis zum 31. März eines jeden Jahres die Wassermenge, die im Laufe des vorhergehenden Jahres entnommen wurde, und im Allgemeinen jede andere Angabe in Bezug auf die Bedingungen der Umweltgenehmigung und die Modalitäten zur Verwendung der Wasserentnahmestelle mitzuteilen.

Art. R.145 - § 1. Die Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Oberflächenwasser sind in zwei Kategorien eingeteilt:

Die Kategorie A umfasst alle Wasserentnahmestellen, einschließlich derjenigen, die von Privatpersonen zur ausschließlichen Verwendung durch ihren Haushalt eingerichtet worden sind, mit Ausnahme derjenigen, die unter die Kategorie B fallen.

Die Kategorie B umfasst die Wasserentnahmestellen für:

- 1° die öffentliche Versorgung;
- 2° den menschlichen Verbrauch;
- 3° die Herstellung von Lebensmitteln;
- 4° die Versorgung der öffentlichen Anlagen von Schwimmbädern, Bädern, Duschen oder anderen ähnlichen Anlagen.

§ 2. Die Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitablem Oberflächenwasser der Kategorie B sind in drei Unterkategorien eingeteilt:

- 1° die Unterkategorie B.1, die jede Wasserentnahme umfasst, die in einem nicht schiffbaren Wasserlauf durchgeführt wird;
- 2° die Unterkategorie B.2, die jede Wasserentnahme umfasst, die in einer Wasserfläche durchgeführt wird;
- 3° die Unterkategorie B.3, die jede Wasserentnahme umfasst, die in einem schiffbaren Wasserlauf durchgeführt wird.

Art. R.146 - § 1. Rund um jedes Bauwerk zur Entnahme von zu Trinkwasser aufbereitablem Oberflächenwasser wird eine Wasserentnahmezone festgelegt.

Die Wasserentnahmezone wird auf der Grundlage einer Studie an Ort und Stelle festgelegt. Ihr Ziel ist es, die Auswirkungen der unmittelbaren Schadstoffquellen auf die an der Erdoberfläche befindlichen, für die Entnahme und Behandlung des Wassers strikt notwendigen Anlagen einzuschränken. Die Abgrenzung dieser Zone obliegt dem Betreiber der Wasserentnahmestelle mit der Zustimmung des Verwalters der Wasserfläche oder des Wasserlaufs für die Wasserentnahmestellen der Kategorien B.2 und B.3 und ist ab ihrer Inbetriebnahme gültig. Diese derart gebildete Zone wird "Zone I" genannt.

§ 2. Die Wasserentnahmezone wird durch eine Umzäunung oder durch eine andere Vorrichtung abgeschrmt, die sie vor unbefugtem Zugang schützt.

Auf dem auf dem Wasserlauf oder der Wasserfläche gelegenen Teil der Zone jedoch, der nicht umzäunt werden kann, wird eine Schwimmsperre, wie beispielsweise ein Bojenring oder eine Bojenwand stromaufwärts der Wasserentnahmestelle angebracht. Falls diese Schwimmsperre aus Gründen der Sicherheit oder des freien Wasserabflusses nicht angebracht werden kann, kann eine einfache Anzeigeböje auf Höhe der Wasserentnahmestelle eingerichtet werden.

Am Ufer werden Anzeigetafeln der Wasserentnahmestelle angebracht.

§ 3. In der Wasserentnahmezone ist jede andere Tätigkeit als diejenige, die mit der Entnahme oder Behandlung des Wassers verbunden ist, verboten. Insbesondere ist die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln verboten. Nur die manuelle, mechanische oder thermische Unkrautvernichtung ist erlaubt.

§ 4. In dem in Artikel R.157 erwähnten Ministeriellen Erlass zur Abgrenzung der Präventivzone(n) können zusätzliche, für den Schutz der Wasserentnahmezone erforderliche Maßnahmen angegeben werden.

Unterabschnitt 2 - Präventiv- und Überwachungszonen

Art. R.147 - § 1. Für jede Entnahmestelle von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser, das für die öffentliche Versorgung und für die Herstellung von Lebensmitteln bestimmt ist, wird eine nahe Präventivzone, nachstehend "Zone IIA" genannt, eingerichtet.

Die Zone IIA wird vom Minister aus eigener Initiative oder auf Vorschlag des Betreibers, des Inhabers der Genehmigung oder der Umweltgenehmigung festgelegt.

§ 2. Die Abgrenzungen der Zone IIA werden für jede in Artikel R.145 erwähnte Kategorie von Wasserentnahmestellen auf der Grundlage einer Studie des Wassereinzugsgebiets und folgender Kriterien bestimmt:

1° für die Wasserentnahmestellen der Kategorie B.1:

a) die Abgrenzung im Längsverlauf der Zone IIA erstreckt sich über eine Entfernung, die ab der Wasserentnahmestelle bis zu dem stromaufwärts des Wasserlaufs gelegenen und einer Weiterleitungszeit von mindestens zwei Stunden entsprechenden Punkt berechnet wird;

b) die seitliche Abgrenzung der Zone IIA erstreckt sich über eine Entfernung, die ab dem oberen Teil des Ufers fünfzehn bis fünfzig Meter (je nach der Feldstudie) entlang der Längsachse beträgt;

2° für die Wasserentnahmestellen der Kategorie B.2:

a) die Abgrenzung im Längsverlauf der Zone IIA entspricht der gesamten Wasserfläche oder einem Abschnitt der Wasserfläche unter Berücksichtigung einer Weiterleitungszeit von mindestens zwei Stunden;

b) die seitliche Abgrenzung erstreckt sich über eine Entfernung, die ab dem oberen Teil des Ufers fünfzehn bis fünfzig Meter (je nach der Feldstudie) beträgt;

3° für die Wasserentnahmestellen der Kategorie B.3:

a) die Abgrenzung im Längsverlauf der Zone IIA erstreckt sich über eine Entfernung, die ab der Wasserentnahmestelle bis zu dem stromaufwärts des Wasserlaufs gelegenen und einer Weiterleitungszeit von mindestens zwei Stunden entsprechenden Punkt berechnet wird;

b) die seitliche Abgrenzung der Zone IIA erstreckt sich über eine Entfernung, die ab dem oberen Teil des Ufers fünfzehn bis fünfzig Meter (je nach der Feldstudie) entlang der Längsachse beträgt;

Für die Anwendung des vorliegenden Paragraphen wird die Weiterleitungszeit für eine Abflussmenge berechnet, die dem Perzentil-Wert 90 entspricht.

Was den Absatz 1 Ziffer 2 Buchstabe a) betrifft, kann die Zone IIA gegebenenfalls einen Teil des oder der wichtigsten Wasserläufe stromaufwärts des Wasserlaufs, sowie deren Zuflüsse mit einer bedeutenden Abflussmenge mit einschließen.

Um den Umfang der Präventivzone zu bestimmen und die Weiterleitungszeit eines potenziellen Schadstoffes bis zur Wasserentnahmestelle zu berechnen, wird in der in Absatz 1 erwähnten Studie des Wassereinzugsgebiets das Vorhandensein von Zuflüssen berücksichtigt, deren Abflussmenge im Verhältnis zu derjenigen des wichtigsten Wasserlaufs bedeutend ist, so dass die Gefahr einer Verschmutzung der Wasserentnahmestelle entstehen könnte.

§ 3. In Abweichung des Paragraphen 2 kann die Abgrenzung der Zone IIA mit natürlichen oder künstlichen topographischen Merkzeichen oder Abgrenzungen wie Verkehrswege, Wasserläufe, Gebäudefronten oder administrative Abgrenzungen wie Katasterabschnitte übereinstimmen.

Art. R.148 - § 1. Für jede in Artikel R.145 erwähnte Entnahmestelle der Kategorie B.1 und B.2 für Wasser, das für die öffentliche Versorgung oder für die Herstellung von Lebensmitteln bestimmt ist, wird eine entfernte Präventivzone, nachstehend "Zone IIB" genannt, eingerichtet. Für die in demselben Artikel erwähnten Wasserentnahmestellen der Kategorie B.3 ist sie fakultativ.

Die Zone IIB wird vom Minister aus eigener Initiative oder auf Vorschlag des Betreibers festgelegt.

§ 2. Die Zone IIB liegt zwischen der Zone IIA und den Abgrenzungen des Wassereinzugsgebiets der betroffenen Wasserentnahmestelle. Die Abgrenzungen dieser Zone werden für jede Kategorie von Wasserentnahmestellen durch eine Studie des Wassereinzugsgebiets festgelegt, anhand derer die Risiken einer Verschmutzung der Wasserentnahmestelle in Anbetracht der menschlichen Tätigkeiten, der Bodennutzung und des hydrographischen Umfelds eingeschätzt werden.

§ 3. In Abweichung des Paragraphen 2 kann die Abgrenzung der Zone IIB mit natürlichen oder künstlichen topographischen Merkzeichen oder Abgrenzungen wie Verkehrswege, Wasserläufe, Gebäudefronten oder administrative Abgrenzungen wie Katasterabschnitte übereinstimmen.

Art. R.149 - Für jede in Artikel R.145 § 2 erwähnte Wasserentnahmestelle kann eine Überwachungszone bestimmt werden. Sie wird vom Minister auf dessen Initiative oder auf Vorschlag des Betreibers festgelegt. Die Abgrenzungen der Überwachungszone werden auf der Grundlage einer Studie bestimmt, anhand derer das Einzugsgebiet der Oberflächenwasserentnahmestelle abgegrenzt wird.

Abschnitt 3 - Grundwasserentnahmestellen, Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszone

Art. R.150 - § 1. Eine Wasserentnahmezone wird um jedes Bauwerk zur Grundwasserentnahme eingerichtet.

Die Wasserentnahmezone wird durch eine Linie in einem Abstand von zehn Metern von der Außengrenze der an der Erdoberfläche befindlichen, für die Wasserentnahme strikt notwendigen Anlagen begrenzt. Diese derart gebildete Zone wird Zone I genannt.

§ 2. In Abweichung des Paragraphen 1 und was die Pumpversuche, die vorübergehenden Pumparbeiten und die sich in einem in Betrieb befindenden Steinbruch gelegenen Wasserentnahmestellen betrifft, werden in der Umweltgenehmigung die Abgrenzungen der Wasserentnahmezone angeben.

Art. R.151 - Für jede Entnahmestelle von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser, das für die öffentliche Versorgung oder für die Aufbereitung von Mineralwasser oder Erfrischungsgetränken, Bier, Apfelwein, Obstwein oder sonstigen gegorenen Getränken bestimmt ist, wird eine Präventivzone in der ungespannten Grundwasserschicht festgelegt.

Für jede in Absatz 1 erwähnte Wasserentnahmestelle kann eine Präventivzone in der gespannten Grundwasserschicht festgelegt werden. In diesem Fall kann der Antrag auf die Abgrenzung der Präventivzone vom Betreiber ausgehen oder vom Minister auferlegt werden.

Art. R.152 - § 1. In einer ungespannten Grundwasserschicht wird die Präventivzone einer Wasserentnahmestelle in zwei Unterzonen eingeteilt:

- 1° die nahe Präventivzone oder Zone IIa;
- 2° die entfernte Präventivzone oder Zone IIb;

Die Zone IIa liegt zwischen dem Perimeter der Zone I und einer Linie, die sich vom Wasserentnahmebauwerk in einer Entfernung befindet, die einer Weiterleitungszeit des Grundwassers bis zum Bauwerk von 24 Stunden in dem gesättigten Boden entspricht.

Wenn die Angaben nicht ausreichen, um die Zone IIa nach dem in Absatz 2 bestimmten Grundsatz abzugrenzen, wird diese Zone im Falle von Brunnen, Quellen und Austritten durch eine Linie abgegrenzt, die von den oberirdischen Anlagen aus in einer horizontalen Mindestentfernung von 35 Metern gelegen ist, und im Falle von Stollen und Sickerleitungen durch zwei Linien abgegrenzt, die 25 Meter auf beiden Seiten der an die Oberfläche projizierten Längsachse gelegen sind.

Die Zone IIb liegt zwischen der Außengrenze der Zone IIa und einer Linie, die sich vom Wasserentnahmebauwerk in einer Entfernung befindet, die einer Weiterleitungszeit des Grundwassers bis zum Bauwerk von 50 Tagen in dem gesättigten Boden entspricht.

Wenn die Angaben nicht ausreichen, um die Zone IIb nach dem in Absatz 4 bestimmten Grundsatz abzugrenzen, beträgt die Entfernung dieser Zone von der Außengrenze der Zone IIa:

- 1° hundert Meter für wasserführende Sandschichten;
- 2° 500 Meter für wasserführende Kiesschichten;
- 3° 1.000 Meter für wasserführende rissige oder wasserführende Karstschichten.

Die Zone IIb überschreitet jedoch nicht die Außengrenze der Versorgungszone.

Wenn das Grundwasser, das das Entnahmebauwerk speist, bestimmte Abflussachsen vorzieht, erstreckt sich die Zone IIb längs dieser Achsen über eine Entfernung von höchstens tausend Metern und über eine Breite, die mindestens derjenigen der Zone IIa entspricht.

Diese Entfernungen können geändert werden, wenn durch eine spätere Datenerfassung die Zone IIb aufgrund der Weiterleitungszeiten oder der Grenzen der Versorgungszone festgelegt werden kann.

§ 2. In einer gespannten Grundwasserschicht ist die Präventivzone im Falle einer Verschmutzungsgefahr die Zone, in der die Weiterleitungszeit weniger als fünfzig Tage in dem gesättigten Boden beträgt. Diese Zone hat die Merkmale einer entfernten Präventivzone.

§ 3. Für die Wasserentnahmestellen, die für die öffentliche Versorgung bestimmt sind, deren Versorger in seiner Planung die Beendigung innerhalb einer Frist von fünf Jahren vorgesehen hat und für die Wasserentnahmestellen, deren Produktionsvolumen unter 36.500 m³/Jahr liegt, und insofern kein qualitatives Problem anthropogenen Ursprungs festgestellt wird, beruht die Abgrenzung der Präventivzonen auf den in Paragraph 1 angegebenen pauschalen Entfernungen, die dem hydrographischen Umfeld angepasst sind. Wenn ein qualitatives Problem festgestellt wird, kann die Abgrenzung der Präventivzone nach einer zusätzlichen Studie ergänzt werden.

Jeder Betreiber übermittelt der Verwaltung jährlich in einem Anhang zu den Untersuchungsergebnissen, die er aufgrund des Artikels R.230 § 1 Ziffer 2, was die Grundwasserentnahmestellen und des Artikels R.230 § 1 Ziffer 3, was die Oberflächenwasserentnahmestellen betrifft, übermittelt, die Liste der Entnahmestellen, deren Beendigung geplant ist.

Art. R.153 - In Abweichung von den Artikeln R.150 und R.152 kann die Abgrenzung der Wasserentnahme- und Präventivzonen mit künstlichen oder natürlichen topologischen Zeichen oder Grenzen, wie z.B. Verkehrswegen,

Wasserläufen, Einfriedungen, Fronten von Gebäuden oder mit Verwaltungsgrenzen, wie z.B. Katasterfluren, übereinstimmen.

Art. R.154 - Für jede in Artikel R.151 erwähnte Wasserentnahmestelle kann eine Überwachungszone bestimmt werden. Sie wird vom Minister auf dessen Initiative oder auf Vorschlag des Betreibers oder der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("Société Publique de Gestion de l'Eau" (S.P.G.E.)) festgelegt. Die Abgrenzungen der Überwachungszone werden auf der Grundlage einer Studie bestimmt, anhand deren das Einzugsgebiet der Grundwasserentnahmestelle abgegrenzt wird.

Abschnitt 4 - Wasserentnahmestellen außerhalb des Gebiets der Wallonischen Region

Art. R.155 - Der Betreiber einer außerhalb der Grenzen der Region gelegenen Entnahmestelle von für die öffentliche Versorgung oder für die Aufbereitung von Mineralwasser oder Erfrischungsgetränken, Bier, Apfelwein, Obstwein oder sonstigen gegorenen Getränken bestimmtem Wasser kann beim Minister die Abgrenzung einer Präventivzone beantragen.

Die sich darauf beziehenden Schutzmaßnahmen, wie sie in den Artikeln R.164 bis R.172 erwähnt werden, und deren Finanzierung erfolgen im gegenseitigen Einvernehmen zwischen den Parteien des internationalen Abkommens oder des Zusammenarbeitsabkommens zwischen Regionen.

Abschnitt 5 - Verfahren zur Abgrenzung der Präventiv- und Überwachungszone

Unterabschnitt 1 - Vorläufige Präventivzone

Art. R.156 - Bevor die Inhaber von den in den Artikeln R.145 § 2 und R.151 erwähnten Wasserentnahmestellen, für die die Abgrenzung einer Präventivzone Pflicht ist, das Projekt der Abgrenzung einer Präventivzone festlegen, übermitteln sie dem Minister die Informationen bezüglich jeder Wasserentnahmestelle und den Verlauf der gemäß den Artikeln R.147, R.148, R.152 und R.153 festgelegten nahen und entfernten Präventivzone.

Der Minister verabschiedet vorläufig den Verlauf der in Absatz 1 erwähnten Präventivzone. Die in den Artikeln R.164 bis R.172 erwähnten Schutzmaßnahmen sind ab der Veröffentlichung des ministeriellen Erlasses im Belgischen Staatsblatt anwendbar, mit Ausnahme von bereits bestehenden Wasserentnahmebauwerken, Bauten und Anlagen.

Unterabschnitt 2 - Präventiv- und Überwachungszone

Art. R.157 - § 1. Vor der Einreichung des Antrags auf Umweltgenehmigung oder der Erklärung für die Wasserentnahme legt der Betreiber für die in den Artikeln R.147, R.148 § 1 Absatz 1 und R.151 erwähnten Zonen oder aus Eigeninitiative oder auf Antrag des Ministers für die in den Artikeln R.148 § 1 Absatz 2, R.149 und R.154 erwähnten Zonen das Projekt der Abgrenzung einer Präventivzone oder einer Überwachungszone fest. Die Akte enthält folgende Unterlagen:

1° eine erläuternde Akte oder Erklärungsnotiz, in der der Abgrenzungsvorschlag begründet wird, und jede Studie, auf deren Grundlage das Abgrenzungsprojekt festgelegt wurde;

2° einen maximal im Maßstab 1:10.000 aufgestellten Plan, in dem die Ortslage der Wasserentnahmebauwerke und die Grenzen der geplanten Wasserentnahme-, Präventiv- oder Überwachungszone angegeben werden;

3° ein Exemplar einer topographischen und geologischen Karte, in der die Ortslage und die Abgrenzungen der geplanten Präventiv- oder Überwachungszone sowie die Abgrenzungen des Wassereinzugsgebiets der Wasserentnahmestelle angegeben werden;

4° einen Auszug des Katasterplans, in dem die in den geplanten Wasserentnahme- und Präventiv- oder Überwachungszone gelegenen Parzellen angegeben werden;

5° ein Aktionsprogramm, das eine Einschätzung der von dem Betreiber zum Schutz der Zone auszuführenden Aktionen enthält, sowie eine Einschätzung der Entschädigung für die direkten und materiellen Schäden, die sich aus der Pflicht für die Drittpersonen ergeben, ihre am Datum des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung der Präventiv- oder Überwachungszone bereits bestehenden Wasserentnahmebauwerke, Bauten oder Anlagen mit den Bestimmungen der Artikel R.165 bis R.167 in Übereinstimmung zu bringen;

6° ein spezifisches Überwachungsprogramm für das Einzugsgebiet der Wasserentnahmestelle, wenn die Akte eine Entnahmestelle von zu Trinkwasser aufbereitablem Oberflächenwasser betrifft;

7° einen Umweltverträglichkeitsbericht, der in Form eines Berichts verfasst wird, dessen Struktur gemäß dem Paragraphen 2 bestimmt wird, oder unter Umständen falls der Antrag auf die Abgrenzung der Präventiv- oder Überwachungszone die Nutzung kleiner Zonen auf lokaler Ebene voraussetzt oder geringfügige Änderungen an vorbestimmten Zonen bildet, und der Betreiber der Ansicht ist, dass er keine erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte, einen Antrag auf Befreiung von der Umweltverträglichkeitsbewertung.

Betreffend Absatz 1 Ziffer 5 wird in dem Aktionsprogramm eine Beschreibung der Art der Aktionen, eine Veranschlagung ihrer Kosten und ein voraussichtlicher Durchführungsplan dargelegt. Das Aktionsprogramm wird vorher von der S.P.G.E. genehmigt, wenn der Betreiber durch einen Dienstleistungsvertrag zum Schutz des zu Trinkwasser aufbereitablem Wassers an die Letztere gebunden ist.

Betreffend den Absatz 1 Ziffer 7 wird der Befreiungsantrag aufgrund der in Artikel D.54 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnten Kriterien begründet, durch die das voraussichtliche Ausmaß der Auswirkungen bestimmt werden kann.

§ 2. Die Struktur des Umweltverträglichkeitsberichts, der den in Artikel D.56 § 3 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnten Inhalt umfasst, wird vom Minister bestimmt.

§ 3. In Abweichung von Paragraph 1 kann der Versorger oder Lieferant, der mit dem Betreiber der Entnahmestelle von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser einen Liefervertrag abgeschlossen hat, durch den ihm Rohwasser geliefert wird, die Akte der Abgrenzung einer Präventiv- oder Überwachungszone anstelle des Betreibers mit dessen Zustimmung einreichen.

Art. R.158 - Die Akte wird von den in Artikel R.157 §§ 1 und 3 erwähnten Personen in Papierform entweder per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbestätigung, oder durch Hinterlegung gegen Abnahmebescheinigung bei der Verwaltung und unter Beifügung eines Exemplars in Papierform für jede betroffene Gemeinde übermittelt.

Der Verwaltung und der S.P.G.E. wird ebenfalls eine elektronische Fassung übermittelt, durch die der Erhalt bestätigt werden kann.

Innerhalb von zwanzig Tagen ab dem Eingang des Antrags befindet die Verwaltung über die Vollständigkeit der Akte und stellt dem Betreiber oder in dem in Artikel R.157 § 3 erwähnten Fall dem Versorger oder Lieferanten innerhalb dieser Frist ihren Beschluss zu.

Wenn die Verwaltung die Akte für unvollständig erklärt, fordert sie den Betreiber oder in dem in Artikel R.157 § 3 erwähnten Fall den Versorger oder Lieferanten auf, die Akte nach ihren Angaben zu vervollständigen und sie innerhalb einer Frist von sechs Monaten ab dem Eingang des Antrags auf Vervollständigung neu einzureichen.

Wenn die Verwaltung ihren Beschluss nicht innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Frist zugestellt hat, gilt die Akte als zulässig und wird das Verfahren fortgesetzt.

Art. R.159 - Wenn die Verwaltung die Akte als vollständig erklärt oder in dem in Artikel R.158 Absatz 4 erwähnten Fall stellt sie die Akte innerhalb von neunzig Tagen ab der Einsendung der Vollständigkeitserklärung oder nach der in Artikel R.158 Absatz 2 vorgesehenen Frist unter Beifügung ihrer Stellungnahme und des Vorschlags eines Beschlusses dem Minister zwecks Genehmigung zu, und setzt den Betreiber von dem Datum der Zustellung seiner Akte an den Minister in Kenntnis.

Wenn die Verwaltung dem Minister die Akte nicht innerhalb dieser Frist zugestellt hat, richtet der Betreiber oder in dem in Artikel R.157 § 3 erwähnten Fall der Versorger oder Lieferant die Akte innerhalb von dreißig Tagen in so vielen Ausfertigungen wie in Artikel R.158 § 1 angegeben an den Minister zwecks Genehmigung.

Art. R.160 - Wenn der Antrag einen in Artikel R.157 § 1 Ziffer 7 erwähnten Antrag auf Befreiung von der Umweltverträglichkeitsbewertung enthält, zieht der Minister den Pool "Umwelt", die betroffenen Gemeinden und die Personen und Instanzen zu Rate, deren Zurateziehung er als zweckmäßig erachtet. Die Stellungnahmen werden dem Minister innerhalb von dreißig Tagen ab dem Antrag übermittelt. Nach Ablauf dieser Frist gelten die Stellungnahmen als günstig. Innerhalb von dreißig Tagen nach Abschluss der Zurateziehung befindet der Minister über den Befreiungsantrag. Der Beschluss des Ministers und die Gründe, weshalb er beschlossen hat, das Projekt zur Abgrenzung der Präventiv- oder Überwachungszone von einer Umweltverträglichkeitsbewertung zu befreien, werden im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

Art. R.161 - § 1. Der Minister genehmigt das Projekt zur Abgrenzung der Präventiv- oder Überwachungszone und den Umweltverträglichkeitsbericht oder gegebenenfalls, im Falle der Befreiung von einer Umweltverträglichkeitsbewertung, das Projekt eines Aktionsprogramms und übermittelt diese zusammen mit deren Anhängen dem Gemeindegremium der Gemeinden, auf deren Gebiet sich alle oder ein Teil der vorerwähnten Zonen befinden.

Innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang der Akte organisieren die Gemeinden eine öffentliche Untersuchung gemäß den Bestimmungen des Titels III des Teils III des Buches I des Umweltgesetzbuches.

§ 2. Das Projekt des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung einer Präventiv- oder Überwachungszone, dessen Anhänge und der Umweltverträglichkeitsbericht werden dem Pool "Umwelt", den betroffenen Gemeinden, der S.P.G.E., falls diese durch einen Dienstleistungsvertrag zum Schutz des zu Trinkwasser aufbereitbaren Wassers an den Betreiber gebunden ist, und den anderen Personen und Instanzen, deren Zurateziehung der Minister als zweckmäßig erachtet, zur Stellungnahme unterbreitet.

Die Stellungnahmen werden innerhalb von sechzig Tagen ab dem Antrag übermittelt. Mangels dessen werden die Stellungnahmen als günstig betrachtet.

§ 3. Die Akte mit den Bemerkungen der öffentlichen Untersuchung und gegebenenfalls die von den zu Rate gezogenen Personen und Instanzen geäußerten Stellungnahmen werden dem Betreiber oder in dem in Artikel R.157 § 3 erwähnten Fall dem Versorger oder Lieferanten übermittelt.

Innerhalb von sechzig Tagen ab dem Erhalt dieser Unterlagen übermittelt der Betreiber oder in dem in Artikel R.157 § 3 erwähnten Fall der Versorger oder Lieferant dem Minister seine Stellungnahme sowie die Synthese der bei der öffentlichen Untersuchung geäußerten Bemerkungen.

Wenn das Projekt einer Präventiv- oder Überwachungszone Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsbewertung ist, übermittelt der Betreiber oder in dem in Artikel R.157 § 3 erwähnten Fall der Versorger oder Lieferant ebenfalls eine Synthese der Stellungnahmen der zu Rate gezogenen Personen und Instanzen und schlägt eine Umwelterklärung vor, in der zusammengefasst wird, auf welche Weise die umweltbezogenen Erwägungen in das Projekt einer Zone eingegliedert worden sind, und deren Umweltverträglichkeitsbericht und die von den zu Rate gezogenen Instanzen geäußerten Stellungnahmen berücksichtigt wurden, sowie die Gründe für die Wahl des Projekts einer Zone angesichts der anderen in Betracht gezogenen vernünftigen Lösungen.

Art. R.162 - § 1. Der Minister verabschiedet die Präventiv- oder Überwachungszone, das Aktionsprogramm und gegebenenfalls den Umweltverträglichkeitsbericht und bestimmt die Regeln für die Tätigkeiten in dieser Zone. Der Minister verabschiedet ebenfalls die in Artikel R.161 § 3 Absatz 3 erwähnte Umwelterklärung.

Der Minister legt in dem in Absatz 1 erwähnten Erlass das Inkrafttreten der in den Artikeln R.164 bis R.172 erwähnten Vorbeugungsmaßnahmen für die bereits bestehenden Wasserentnahmebauwerke, Bauten und Anlagen fest. Mit Ausnahme der durch eine unmittelbar bevorstehende Gefahr begründeten Notstandssituationen dürfen die Fristen, die vom Minister festgelegt werden und Dritten entgegeng gehalten werden können, nicht kürzer als die in der Anlage LVquater angeführten Referenzfristen sein.

Die Erweiterungen von bereits am Datum des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehenden Betrieben werden als neue Betriebe betrachtet, wenn sie eine Erhöhung von mehr als fünfundzwanzig Prozent der am Datum des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehenden Einrichtungskapazität voraussetzen.

§ 2. Der ministerielle Erlass zur Abgrenzung und die Umwelterklärung, wenn die Abgrenzung der Zone Gegenstand einer Umweltverträglichkeitserklärung ist, sowie die Folgemaßnahmen werden gemäß den Bestimmungen des Titels III des Teils III des Buches I des Umweltgesetzbuches veröffentlicht.

Sie werden den gemäß den Bestimmungen des Titels III des Teils III des Buches I des Umweltgesetzbuches betroffenen Personen sowie der Außendirektion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie zugestellt.

Wenn der Beschluss die Abgrenzung einer Präventivzone betrifft, wird er ebenfalls der S.P.G.E. zugestellt, wenn sie durch einen Dienstleistungsvertrag zum Schutz des zu Trinkwasser aufbereitbaren Wassers an den Betreiber gebunden ist.

Der Betreiber oder in dem in Artikel R.157 § 3 erwähnten Fall der Versorger oder Lieferant setzt die von den Angleichungsarbeiten betroffenen Personen in Kenntnis.

Art. R.163 - Für die zur öffentlichen Versorgung bestimmten Wasserentnahmestellen, für die der Versorger in seinem Plan die Beendigung innerhalb von fünf Jahren vorgesehen hat, grenzt der Minister die Präventiv- und Überwachungszone auf der Grundlage der in Artikel R.156 erwähnten vom Betreiber übermittelten Elemente endgültig ab.

In diesen Zonen sind die in den Artikeln R.164 bis R.172 erwähnten Maßnahmen mit Ausnahme der in Artikel R.170 § 3 erwähnten und in Anhang LVI beschriebenen Anbringung von Hinweisschildern nicht anwendbar. Wenn die Gefahr einer Verschlechterung der Qualität der Wasserentnahmestelle innerhalb von fünf Jahren vor ihrer Außerbetriebsetzung besteht, kann der Minister Dringlichkeitsmaßnahmen gleicher Art wie die in Artikel R.170 erwähnten Maßnahmen treffen, die der an den Tag gebrachten Gefahr angepasst sind.

Wenn der Betreiber die betroffene Wasserentnahmestelle nicht mehr aufgeben möchte, wird die Abgrenzung von Präventivzonen gemäß den Artikeln R.157 und R.158 vor der Einreichung des Antrags auf die Umweltgenehmigung oder der Erklärung gemäß dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung durchgeführt.

Abschnitt 6 - Schutzmaßnahmen

Unterabschnitt 1 - Allgemeine Bestimmungen

Art. R.164 - § 1. Die in dem vorliegenden Abschnitt erwähnten Schutzmaßnahmen sind unbeschadet der Modalitäten des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung der für die bereits bestehenden Wasserentnahmebauwerke, Bauten und Anlagen festgelegten Präventiv- oder Überwachungszone auf die vom Minister bestimmten Zonen anwendbar.

Der Minister kann aus eigener Initiative oder auf Antrag des Betreibers für jede bestimmte Zone Schutzmaßnahmen, die die in dem vorliegenden Abschnitt erwähnten Maßnahmen ergänzen, oder alternative Maßnahmen vorschreiben.

In diesem Fall entspricht das für den Schutz der Menschen oder der Umwelt erwartete Ergebnis mindestens demjenigen, das durch die Anwendung der in dem vorliegenden Abschnitt erwähnten Maßnahmen erreicht würde.

Für die in Paragraph 1 Absatz 2 des vorliegenden Artikels erwähnten Maßnahmen enthält der vom Betreiber eingereichte und von der S.P.G.E. genehmigte Antrag einen Vorschlag für vorgesehene ergänzende Maßnahmen und deren Begründung. Der Minister fasst innerhalb von sechzig Tagen ab dem Erhalt des Antrags einen Beschluss. Wenn der Minister nicht innerhalb dieser Frist einen Beschluss gefasst hat, finden die ersuchten Schutzmaßnahmen Anwendung.

§ 2. Unbeschadet des Paragraphen 1 kann der Minister eine einmalige Befreiung von der Pflicht gewähren, bestimmte, in dem vorliegenden Artikel erwähnte Schutzmaßnahmen zu beachten, wenn mindestens eine der folgenden Bedingungen erfüllt wird:

1° wenn die mit einer derartigen Befreiung verbundene Gefahr einer Beeinträchtigung des Grundwassers oder des Oberflächenwassers, wie auch die Umweltvorteile, die von der Durchführung der in diesem Abschnitt erwähnten Schutzmaßnahmen zu erwarten wären, unbedeutend sind;

2° wenn die technischen oder finanziellen Folgen der Zwangsmaßnahmen nicht im Verhältnis zum erwarteten Umweltvorteil stehen;

3° wenn andere Maßnahmen ein gleichwertiges Schutzniveau gegenüber dem Oberflächenwasservorkommen oder dem Grundwasserkörper gewährleisten.

Unterabschnitt 2 - Maßnahmen zum Schutz der Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitablem Oberflächenwasser

Art. R.165 - § 1. In einer Zone IIA sind die in den nachstehenden Paragraphen festgelegten spezifischen Vorschriften oder Verbote für jede dort angegebene Art von Tätigkeiten oder Anlagen anwendbar.

§ 2. Die in dem vorliegenden Paragraphen erwähnten Tätigkeiten im Bereich der Abfallwirtschaft müssen folgende Bedingungen erfüllen:

1° die im Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten technischen Vergrabungszentren sind verboten;

2° die Lagerungen und Anlagen zur Zusammenstellung, Beseitigung oder Verwertung von Abfällen sind entweder verboten oder unter folgenden Bedingungen erlaubt:

a) die Einrichtung neuer Lagerungen oder neuer Anlagen zur Zusammenstellung, Beseitigung oder Verwertung von Abfällen, die im Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnt werden, ist verboten;

b) die in dem Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten und am Datum des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bereits bestehenden Lagerungen und Anlagen zur Zusammenstellung, Beseitigung oder Verwertung von Abfällen sind mit einem Auffangsystem ausgestattet, damit gewährleistet wird, dass keine Flüssigkeit in das Oberflächenwasser eindringen kann.

Der vorliegende Paragraph ist nicht auf die Wiedereinführung in denselben See von Ablagerungen aus dessen Ausbaggerung anwendbar.

§ 3. Die eingegrabenen oder oberirdischen Lagerungen müssen den folgenden Vorschriften entsprechen:

1° oberirdische oder eingegrabene Lagerungen von Kohlenwasserstoffen von hundert Litern bis unter dreitausend Litern genügen den Anforderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der gesamten Bedingungen für die Lagerung von brennbaren Flüssigkeiten in ortsfesten Behältern, mit Ausnahme der Lagereinrichtungen für Erdölprodukte und gefährliche Stoffe sowie die Lager in den Tankstellen, nachstehend "der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003" genannt, und den aufgrund des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung getroffenen Bestimmungen;

2° oberirdische oder eingegrabene Lagerungen von Kohlenwasserstoffen von über dreitausend Litern genügen den Anforderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003;

3° Lagerungen von über hundert Litern flüssigen Produkten, die Substanzen enthalten, die in Anhang VII des dekretalen Teils angeführt werden, genügen den Anforderungen der geltenden Gesetzgebung bezüglich dieser Lagerungsanlagen;

Zusätzlich zu diesen Maßnahmen werden die Kohlenwasserstoffe in dichten Behältern aufbewahrt, die auf Flächen aufgestellt sind, die undurchlässig und mit einem Auffangsystem ausgestattet sind, damit gewährleistet wird, dass bei Undichtheit keine Flüssigkeit auslaufen kann.

4° Lagerungen von festen Produkten, die Stoffe enthalten, die in Anhang VII des dekretalen Teils angeführt sind, werden unter Dach auf Flächen eingerichtet, die undurchlässig und mit einem Auffangsystem ausgestattet sind, damit gewährleistet wird, dass keine Flüssigkeit auslaufen kann, durch die die Qualität des Oberflächenwassers beeinträchtigt werden könnte;

5° Lagerungen von Pestiziden sind verboten, mit Ausnahme von bereits bestehenden oberirdischen Lagerungen, wenn die gelagerte Menge der Pestizide unter fünf Tonnen liegt und die Betriebsbedingungen gemäß dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung eingehalten werden;

6° die Lagerung von organischen Stoffen, die Flüssigkeiten freisetzen können, auf ihrem oder außerhalb ihres Erzeugungsstandorts wird folgendermaßen geregelt:

a) außerhalb des Erzeugungsstandorts sind sie verboten;

b) bestehende Lagerungen, die sich am Datum des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung einer nahen Präventivzone bereits an ihrem Erzeugungsstandort befinden, werden in dichten Becken oder Behältern untergebracht oder auf undurchlässigen Flächen eingerichtet, die derart ausgestattet sind, dass keine Flüssigkeit auslaufen kann, durch die die Qualität des Oberflächenwassers beeinträchtigt werden könnte;

c) Lagerungen von Tierdung auf Bauernhöfen, die bereits am Datum des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung einer nahen Präventivzone bestehen, werden unter Einhaltung der in Kapitel IV des vorliegenden Titels festgelegten Bedingungen eingerichtet;

d) Lagerungen von Silageprodukten, die Flüssigkeiten freisetzen könnten, die bereits am Datum des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung einer nahen Präventivzone bestehen, werden in dichten Becken oder Behältern aufbewahrt oder auf undurchlässigen Flächen eingerichtet, die derart ausgestattet sind, dass keine Flüssigkeit auslaufen kann, durch die die Qualität des Oberflächenwassers beeinträchtigt werden könnte.

Zusätzlich zu den unter den Ziffern 1 bis 6 erwähnten Maßnahmen werden die oben angeführten Stoffe in dichten Behältern aufbewahrt, die auf Flächen aufgestellt sind, die undurchlässig und mit einem Auffangsystem ausgestattet sind, damit gewährleistet wird, dass bei Undichtheit keine Flüssigkeit auslaufen kann. Die in Absatz 1 Ziffer 1 erwähnten Lagerungen, die bereits vor dem Inkrafttreten des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestanden, werden am Ende der Nutzungsdauer des Behälters oder wenn die unmittelbare Gefahr einer Verschmutzung besteht, zu Lasten des Eigentümers mit den Bedingungen in Übereinstimmung gebracht.

Betreffend die in Absatz 1 Ziffern 1 und 2 erwähnten Lagerungen sind folgende Maßnahmen Pflicht:

1° die Auffangflächen, Wannen, Auffangbecken und dichten Gruben bleiben frei von Hindernissen;

2° das Anzapfen und die Abflussmessung werden am oberen Teil des Behälters durchgeführt. Das Anzapfen durch Schwerkraft, auch mit einer Verschlussvorrichtung an der Leitung, ist untersagt;

3° auf dem Behälter wird eine Plakette angebracht, auf der die Präventivzone und die Telefonnummern des Betreibers der Wasserentnahmestelle, der Gemeinde und von "SOS Environnement Nature" angegeben werden.

Betreffend Absatz 4 Ziffer 1 werden die Lagerungen gegen Regen- und Sickerwasser geschützt. Die Vorrichtungen, durch die das Wasser von unten abgeleitet werden kann, sind verboten.

Die in Absatz 1 Ziffern 1 und 2 erwähnten stillgelegten oberirdischen oder eingegrabenen Behälter, in denen Kohlenwasserstoffe oder Stoffe des Anhangs VII des dekretalen Teils enthaltene Produkte aufbewahrt wurden, werden geleert, gereinigt, gegebenenfalls entgast und beseitigt. Die Rohrleitungen werden geleert und abmontiert.

Falls die Beseitigung eines in Absatz 1 Ziffern 1 und 2 erwähnten eingegrabenen Behälters unter vernünftigen technischen und finanziellen Bedingungen unmöglich ist, kann dieser an seinem Standort bleiben, nachdem er mit einem inerten Material gefüllt wurde. Wenn es sich um einen eingegrabenen Behälter handelt, wird vorher von einem zugelassenen Techniker eine Dichtheitsprüfung gemäß Artikel 634ter/4 des Titels III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung durchgeführt. Wenn sich aus dieser Prüfung ergibt, dass der Behälter undicht ist, wird ein Reinigungsverfahren gemäß den geltenden Bestimmungen durchgeführt.

Die in Absatz 1 Ziffern 1 und 2 erwähnten Behälter, in denen Kohlenwasserstoffe oder Stoffe des Anhangs VII des dekretalen Teils enthaltene Produkte aufbewahrt werden, und die am Datum des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bereits bestehen, werden innerhalb von zwei Jahren für die eingegrabenen Behälter und von vier Jahren für die oberirdischen Behälter nach der Bestimmung der Präventivzone von einem zugelassenen Techniker durch wenigstens eine Sichtkontrolle auf ihre Dichtheit geprüft, der zusätzlich eine Diagnose der restlichen Lebensdauer stellt.

Wenn die Prüfungen Dichtheitsmängel oder eine Nutzungsdauer von weniger als vier Jahren oder die unmittelbare Gefahr einer Verschmutzung angeben, wird der Behälter unverzüglich beseitigt und die in Absatz 1 Ziffern 1 und 2 erwähnte neue Lagerung erfüllt die dort angeführten Bedingungen sowie die in Absatz 6 erwähnten zusätzlichen Bedingungen.

In Ermangelung einer gültigen Dichtheitsbescheinigung werden die Kosten für die Dichtheitsprüfungen für die oberirdischen und eingegrabenen Behälter gemäß den Rechtsvorschriften bezüglich der Lagerung übernommen; die entsprechenden Anforderungen werden im Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 angeführt. Wenn keine Rechtsvorschriften anwendbar sind, gehen die Dichtheitsprüfungen zu Lasten des Betreibers der Wasserentnahmestelle oder der S.P.G.E., wenn der Betreiber der Wasserentnahmestelle mit Letzterer einen Schutzdienstleistungsvertrag abgeschlossen hat.

§ 4. Die Anlagen zur Lagerung von Produkten, deren natürlicher Abbau für das Oberflächenwasser eine Verschmutzungsgefahr darstellt, sind verboten.

In Abweichung von Absatz 1 werden die Lagerungen von organischen Stoffen, die Flüssigkeiten freisetzen können, die am Datum des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung einer nahen Präventivzone bereits an ihrem Erzeugungsstandort bestehen, in dichten Becken oder Behältern untergebracht oder auf undurchlässigen Flächen eingerichtet, damit gewährleistet wird, dass keine Flüssigkeit auslaufen kann, durch die die Qualität des Oberflächenwassers beeinträchtigt werden könnte.

§ 5. Der Umgang mit Kohlenwasserstoffen oder Produkten, die Stoffe des Anhangs VII des dekretalen Teils enthalten, einschließlich der Düngemittel und Pestizide, sowie die Vorgänge zur Wartung und Betankung von Motormaschinen, erfolgen auf undurchlässigen Flächen, die mit einem Auffangsystem ausgestattet sind, damit gewährleistet wird, dass keine Flüssigkeit in das Oberflächenwasser eindringen kann.

§ 6. Die für den Transport von Kohlenwasserstoffen, von Produkten oder Stoffen, die Substanzen aus Anhang VII des dekretalen Teils enthalten, bestimmten Leitungen sind undurchlässig. Die Gefahr eines unfallbedingten Leitungsbruchs wird auf einen unbedeutenden Wert reduziert.

§ 7. Die am Datum des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehenden Wegabschnitte, die die Präventivzone durchqueren und für das Oberflächenwasser eine Verschmutzungsgefahr darstellen, werden derart gestaltet, dass diese Gefahr so gut wie möglich vermieden oder verringert wird.

Die neuen Wegabschnitte, die die Zone durchqueren, sowie die am Datum des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehenden Wegabschnitte, die renoviert werden, werden mit Auffangsystemen ausgestattet, damit gewährleistet wird, dass jegliche Gefahr einer Verschmutzung des Oberflächenwassers durch unabsichtlich abgelassene Flüssigkeiten oder Stoffe vermieden wird.

Die Wegabschnitte, die für das Oberflächenwasser eine Verschmutzungsgefahr darstellen, die die Qualität der Entnahmestelle von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser im Falle des Absturzes einer motorisierten Maschine in das Oberflächenwasser beeinträchtigen könnte, werden mit Leitplanken oder mit jeder anderen gleichwertigen Vorrichtung ausgestattet.

§ 8. Das Ausbringen von Düngemitteln ist nur zur Deckung des physiologischen Stickstoffbedarfs der Pflanzen erlaubt, wobei der Nährstoffverlust zu begrenzen ist.

Wenn der Minister jedoch feststellt, dass die Wasserentnahmestelle einen 90-Perzentilgehalt von mehr als fünfundzwanzig mg NO₃-/l aufweist, trifft er die geeigneten Maßnahmen, die zur Änderung bestimmter landwirtschaftlicher, häuslicher und anderer Praktiken führen, damit die Einleitung von Nitrat in das Grundwasser reduziert wird. Diese Maßnahmen werden so lange angewandt, bis die Gehalte unter fünfundzwanzig mg NO₃-/l zurückfallen und mindestens seit fünf Jahren auf diesem Niveau gehalten werden. Er kann insbesondere das Ausbringen von Tierdung, von Produkten, deren Ausbringen zu landwirtschaftlichen Zwecken erlaubt ist, und von stickstoffhaltigem Dünger auf die in Kapitel IV des vorliegenden Titels vorgesehenen, in einem gefährdeten Gebiet erlaubten Höchstmengen beschränken.

Die Bestimmungen des Absatzes 1 sind ab dem Datum des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzonen sofort anwendbar.

Wenn der Beschluss keine besonderen Angaben enthält, sind die in den Absätzen 2 und 3 vorgesehenen Maßnahmen innerhalb einer Frist von einem Jahr nach der Zustellung des Beschlusses des Ministers anwendbar.

§ 9. Der Minister führt eine investigative Überwachung durch, deren Zweck es ist, die Überschreitung der Konzentration an Wirkstoffen der Pestizide, sowie an deren Metaboliten, Abbau- und Reaktionsprodukten zu bestimmen und deren Ursprung zu identifizieren, wenn diese Konzentration in den aufnehmenden Gewässern im Jahresdurchschnitt dreißig Prozent folgender Werte überschreitet:

1° entweder der Qualitätsnormen des Oberflächenwassers gemäß Artikel R.104, was den pro einzelne Substanz festgelegten Wert betrifft;

2° oder der Qualitätsnormen des Oberflächenwassers gemäß Artikel R.104, was den für die Gesamtheit der Substanzen festgelegten Wert betrifft;

3° oder der Schwellenwerte des Oberflächenwassers wie in Artikel R.104 erwähnt.

Wenn diese Überschreitung mit Praktiken verbunden ist, die mit keinen bestehenden Rechtsvorschriften übereinstimmen, trifft der Minister die nötigen Maßnahmen, damit diese eingehalten werden. Falls die Überschreitung nicht mit der Nichteinhaltung einer gesetzlichen Verpflichtung verbunden ist, kann der Minister im Einvernehmen mit den betroffenen Sektoren angemessene Begleit- und Anreizmaßnahmen zur Änderung bestimmter landwirtschaftlicher, häuslicher und anderer Praktiken vorschlagen, um die Einleitung von Pestiziden in das Oberflächenwasser einzuschränken, bis deren Gehalt wieder unter dreißig Prozent der in Artikel R.104 erwähnten Qualitätsnormen oder Schwellenwerte gesunken ist und mindestens fünf Jahre lang auf diesem Niveau gehalten wird. Die vorgeschlagenen Maßnahmen sind angemessen und schließen das Ergebnis einer Bewertung ihrer sozialwirtschaftlichen Auswirkungen auf die betroffenen Sektoren mit ein.

Falls der Minister keine besondere Bestimmung getroffen hat, sind die vorerwähnten Maßnahmen innerhalb von einem Jahr nach der Zustellung des Beschlusses des Ministers anwendbar.

Der Minister trifft nach der investigativen Überwachung und im Einvernehmen mit den betroffenen Sektoren verstärkte Maßnahmen, wenn die Konzentration an Wirkstoffen der Pestizide, sowie an deren Metaboliten, Abbau- und Reaktionsprodukten, im Jahresdurchschnitt in den aufnehmenden Gewässern im Jahresdurchschnitt fünfundsiebzig Prozent folgender Werte überschreitet:

1° entweder der Qualitätsnormen des Oberflächenwassers gemäß Artikel R.104, was den pro einzelne Substanz festgelegten Wert betrifft;

2° oder der Qualitätsnormen des Oberflächenwassers gemäß Artikel R.104, was den für die Gesamtheit der Substanzen festgelegten Wert betrifft;

3° oder der Schwellenwerte des Oberflächenwassers gemäß R.104.

Die in Absatz 4 erwähnten Maßnahmen berücksichtigen die agronomischen Einschränkungen und können bis zum Verbot der Anwendung der betroffenen Pestizide reichen, um die Einleitung von Pestiziden in das Oberflächenwasser zu verhindern, bis deren Gehalt wieder unter fünfundsiebzig Prozent der in Artikel R.104 erwähnten Qualitätsnormen und Schwellenwerte des Oberflächenwassers gesunken ist und mindestens fünf Jahre lang auf diesem Niveau gehalten wird.

Falls der Minister keine besondere Bestimmung getroffen hat, sind die vorerwähnten Maßnahmen innerhalb von einem Jahr nach der Zustellung des Beschlusses des Ministers anwendbar.

Der Wassererzeuger setzt den Generaldirektor des öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt oder dessen Vertreter davon in Kenntnis, wenn die Konzentration an Wirkstoffen der Pestizide, sowie an deren Metaboliten, Abbau- und Reaktionsprodukten, nur gelegentlich in den aufnehmenden Gewässern hundert Prozent folgender Werte überschreitet:

1° entweder der Qualitätsnormen des Oberflächenwassers gemäß Artikel R.104, was den pro einzelne Substanz festgelegten Wert betrifft;

2° oder der Qualitätsnormen des Oberflächenwassers gemäß Artikel R.104, was den für die Gesamtheit der Substanzen festgelegten Wert betrifft;

3° oder der Schwellenwerte des Oberflächenwassers gemäß R.104.

Der Generaldirektor des öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt oder dessen Vertreter setzt jede betroffene Instanz unverzüglich davon in Kenntnis.

§ 10. Jede Ausbringung von Pestiziden oder mineralischen oder organischen Düngemitteln in einer Entfernung von weniger als sechs Metern von jedem in der nahen Präventivzone gelegenen Wasserlauf ist verboten. Eine von immergrünen Pflanzen bedeckte Pufferzone von sechs Metern Breite ab dem Uferkamm wird entlang eines jeden in der nahen Präventivzone gelegenen Wasserlaufs eingerichtet. Die in Artikel 2 Ziffer 7 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 über eine nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. November 1987 über die Erstellung eines Berichts über den Zustand der wallonischen Umwelt vorgesehene Abweichung bleibt weiterhin anwendbar.

§ 11. Eine Warnstation wird für jede in Artikel R.145 § 2 erwähnte Wasserentnahmestelle der Kategorie B.3 eingerichtet.

Innerhalb einer Frist von zwölf Monaten ab dem Datum der Zustellung des ministeriellen Erlasses bringt der Betreiber stromaufwärts der Entnahmestelle eine Warnstation auf eine Entfernung an, durch die die qualitativen Parameter, die für Risiken repräsentativ sind, gemessen werden können, und die dem Betreiber die nötige Reaktionszeit gibt, um im Falle einer Qualitätsänderung einzuschreiten.

§ 12. Einleitungen von ungeklärtem Abwasser sind verboten.

§ 13. Für häusliches oder industrielles Abwasser, einschließlich des Abwassers von Klärstationen, können im Falle eines erwiesenen Risikos einer Verschmutzung der Entnahmestelle Sondermaßnahmen getroffen werden. Der Minister kann unbeschadet des Verfahrens für die Sanierung des kommunalen Abwassers jegliche nützliche Vorkehrung treffen, durch die dieses Risiko vermindert werden kann.

§ 14. Für die Einleitungen von in einer nahen Präventivzone vorhandenen Regenüberlaufbecken können vom Minister getroffene Sondermaßnahmen angewandt werden.

§ 15. Neue Regenüberlaufbecken in einer nahen Präventivzone sind verboten.

§ 16. Für die Vorrichtungen zur Ableitung von Niederschlagswasser und Regenwasser von Dächern in das Oberflächenwasser in einer nahen Präventivzone können vom Minister getroffene Sondermaßnahmen angewandt werden.

§ 17. Die überdachten Einfriedungen für Tiere, einschließlich der Ställe und Zwinger, werden derart ausgestattet, dass keine Flüssigkeit in das Oberflächenwasser gerät.

§ 18. Orte, an denen sich viele Tiere ansammeln und die einen permanenten Charakter aufweisen, wie beispielsweise Tränken, Tröge, Futterstellen, Melkstände, die sich außerhalb der Betriebsgebäude befinden und die eine Verschmutzungsgefahr für das Oberflächenwasser darstellen, die die Qualität der Entnahmestelle von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser beeinträchtigen könnte, sind verboten. Gegebenenfalls werden sie beseitigt und außerhalb der nahen Präventivzone verlagert.

§ 19. Was die Ausführung von Baustellen, Arbeiten und Bauten betrifft, werden folgende Bestimmungen eingehalten:

1° die Baumaschinen dürfen keine Kohlenwasserstoffe verlieren, befinden sich in einem guten Zustand, werden regelmäßig überprüft und, falls Probleme auftreten, unverzüglich aus den Präventivzonen entfernt, um repariert zu werden;

2° die Wartungsarbeiten und Treibstoffversorgung der motorbetriebenen Maschinen erfolgen derart, dass jeglicher unfallbedingte Austritt von Flüssigkeiten und deren Einleitung in das Oberflächenwasser vermieden werden;

3° lediglich die zur Ausführung der Baustellen benötigten Produkte dürfen sich dort befinden;

4° Produkte, die eine Gefahr für die Qualität des Oberflächenwassers darstellen, wie beispielsweise Treib- oder Schmierstoffe, werden entweder in Behältern gelagert, die sich in undurchlässigen Auffangbecken befinden und über eine Kapazität verfügen, die mindestens der gesamten Kapazität der in jedem Auffangbecken enthaltenen Behältern entspricht, oder in Fässern oder Behältern aufbewahrt, die auf einer undurchlässigen Fläche gelagert werden und derart ausgestattet sind, dass bei Undichtheit keine Flüssigkeit auslaufen kann;

5° bei einem Zwischenfall werden unverzüglich Maßnahmen getroffen, um die Ausbreitung einer Verschmutzung und deren Verlagerung in das Oberflächenwasser zu vermeiden.

Betreffend Absatz 1 Ziffer 5 stehen Umweltschutzkits, die insbesondere Materialien zum Absorbieren der Kohlenwasserstoffe und Abdeckplanen enthalten, in ausreichender Menge zur Verfügung. Der Betreiber setzt den zuständigen Verwaltungsdienst und "SOS Environnement-Nature" in Kenntnis.

§ 20. Neue Transformatoren werden auf einem Stahlbetonsockel angebracht, der ein Auffangbecken bildet.

Die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bereits bestehenden Transformatoren werden mit einer Vorrichtung ausgestattet, durch die im Falle eines Lecks Flüssigkeiten aufgefangen werden können, und die gewährleistet, dass keine Flüssigkeit austreten kann, durch die die Qualität des Oberflächenwasser beeinträchtigt werden könnte.

§ 21. Der Zugang des Viehs zu jedem sich in der Zone IIA befindenden Wasserlauf ist verboten. Um die beweideten Parzellen entlang dieses Wasserlaufs wird ein Zaun angebracht.

§ 22. Die Zone wird derart beschildert, dass die den in Anhang LVII angegebenen Mustern entsprechenden Schilder auf allen wichtigsten Verkehrsachsen an deren Eingängen in der nahen Präventivzone angebracht werden.

§ 23. Zusätzliche, für den Schutz der Wasserentnahmestelle erforderliche Maßnahmen können in dem ministeriellen Erlass zur Abgrenzung der Präventivzone(n) näher angegeben werden.

Art. R.166 - § 1. In einer Zone IIB sind die in den Paragraphen 2 bis 18 festgelegten spezifischen Vorschriften auf jede angegebene Art von Tätigkeiten oder Anlagen anwendbar.

§ 2. Die Tätigkeiten im Bereich der Abfallwirtschaft müssen folgende Bedingungen erfüllen:

1° die im Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten technischen Vergrabungszentren, nachstehend "CET" ("centre d'enfouissement technique") genannt, sind verboten;

2° die Ansiedlung neuer "CET" der Klasse 3 ist verboten;

3° die im Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten Lagerungen und Anlagen zur Zusammenstellung, Beseitigung oder Verwertung von Abfällen werden mit einem Auffangsystem ausgestattet, damit gewährleistet wird, dass keine Flüssigkeit in das Oberflächenwasser eindringen kann.

In Abweichung von Absatz 1 Ziffer 1 sind die in den nachstehenden Rubriken des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Anlagen unter der Bedingung erlaubt, dass sie zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bereits bestehen:

1° die in der Rubrik 90.25.03 erwähnten Zentren der Klasse 3;

2° die in der Rubrik 90.25.04.01 erwähnten Zentren der Klasse 4.A;

3° die in der Rubrik 90.25.05.03 erwähnten Zentren der Klasse 5.3.

In Abweichung von Absatz 1 Ziffer 2 sind neue, in dem am 1. April 1990 von der Wallonischen Regierung verabschiedeten Plan der technischen Vergrabungszentren eingetragene "CET" der Klasse 3 unter den aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung festgelegten Bedingungen erlaubt.

§ 3. Die nachstehend angegebenen Lagerungen müssen folgende Bedingungen erfüllen:

1° oberirdische oder eingegrabene Lagerungen von Kohlenwasserstoffen von hundert Litern bis unter dreitausend Litern genügen den Anforderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 und den aufgrund des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung getroffenen Bestimmungen;

2° oberirdische oder eingegrabene Lagerungen von Kohlenwasserstoffen von über dreitausend Litern genügen den Anforderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003;

3° Lagerungen von über hundert Litern flüssigen Produkten, die Substanzen enthalten, die in Anhang VII des dekretalen Teils angeführt werden, genügen den Anforderungen der geltenden Gesetzgebung bezüglich dieser Lagerungsanlagen;

4° Lagerungen von festen Produkten, die Stoffe enthalten, die in Anhang VII des dekretalen Teils angeführt sind, werden unter Dach auf Flächen eingerichtet, die undurchlässig und mit einem Auffangsystem ausgestattet sind, damit gewährleistet wird, dass keine Flüssigkeit auslaufen kann, durch die die Qualität des Oberflächenwassers beeinträchtigt werden könnte;

5° Lagerungen von organischen Stoffen, die Flüssigkeiten freisetzen könnten, sind derart eingerichtet, dass jeglicher direkte oder indirekte Abfluss in das Oberflächenwasser vermieden wird.

Zusätzlich zu den in Absatz 1 Ziffern 1 bis 3 erwähnten Maßnahmen werden die betreffenden Stoffe in undurchlässigen Behältern aufbewahrt, die auf wasserdichten und mit einem Auffangsystem ausgestatteten Flächen eingerichtet sind, damit gewährleistet wird, dass bei Undichtheit keine Flüssigkeit auslaufen kann.

Die in Absatz 1 Ziffern 1 und 2 erwähnten stillgelegten oberirdischen oder eingegrabenen Behälter, in denen Kohlenwasserstoffe oder Stoffe des Anhangs VII des dekretalen Teils enthaltene und in Absatz 1 Ziffer 3 erwähnte Produkte aufbewahrt wurden, werden geleert, gereinigt, gegebenenfalls entgast und beseitigt. Die Rohrleitungen werden geleert und abmontiert.

Falls die Beseitigung eines eingegrabenen Behälters unter vernünftigen technischen und finanziellen Bedingungen unmöglich ist, kann dieser an seinem Standort bleiben, nachdem er mit einem inerten Material gefüllt wurde. Wenn es sich um einen eingegrabenen Behälter handelt, wird vorher von einem zugelassenen Techniker eine Dichtheitsprüfung gemäß Artikel 634ter/4 des Titels III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung durchgeführt. Wenn sich aus dieser Prüfung ergibt, dass der Behälter undicht ist, wird ein Reinigungsverfahren gemäß den geltenden Bestimmungen durchgeführt.

Die in Absatz 1 Ziffern 1 und 2 erwähnten, am Datum des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bereits bestehenden stillgelegten oberirdischen oder eingegrabenen Behälter, in denen Kohlenwasserstoffe oder Stoffe des Anhangs VII des dekretalen Teils enthaltene und in Absatz 1 Ziffer 3 erwähnte Produkte aufbewahrt werden, und deren Standort eine Gefahr einer Verschmutzung der Entnahmestelle des Oberflächenwassers darstellt, werden innerhalb von zwei Jahren für die eingegrabenen Behälter und von vier Jahren für die oberirdischen Behälter nach der Bestimmung der Präventivzone von einem zugelassenen Techniker durch wenigstens eine Sichtkontrolle auf ihre Dichtheit geprüft, der zusätzlich eine Diagnose der restlichen Lebensdauer stellt.

Wenn die Prüfungen Dichtheitsmängel oder eine Nutzungsdauer von weniger als vier Jahren oder die unmittelbare Gefahr einer Verschmutzung angeben, wird der Behälter unverzüglich beseitigt und die in Absatz 1 Ziffern 1 und 2 erwähnte neue Lagerung erfüllt die dort angeführten Bedingungen sowie die in Absatz 6 erwähnten zusätzlichen Bedingungen.

In Ermangelung einer gültigen Dichtheitsbescheinigung werden die Kosten für die Dichtheitsprüfungen für die oberirdischen und eingegrabenen Behälter gemäß den Rechtsvorschriften bezüglich der Lagerung übernommen; die entsprechenden Anforderungen werden im Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 angeführt. Wenn keine Rechtsvorschriften anwendbar sind, gehen die Dichtheitsprüfungen zu Lasten des Betreibers der Wasserentnahmestelle oder der S.P.G.E., wenn der Betreiber der Wasserentnahmestelle mit Letzterer einen Schutzdienstleistungsvertrag abgeschlossen hat.

An ihrem Erzeugungsstandort werden die in Absatz 1 Ziffer 5 erwähnten Lagerungen in dichten Becken oder Behältern aufbewahrt oder auf Flächen eingerichtet, die undurchlässig und derart ausgestattet sind, dass keine Flüssigkeit auslaufen kann, durch die die Qualität des Oberflächenwassers beeinträchtigt werden könnte.

Die in Absatz 1 Ziffer 5 erwähnten Lagerungen, die Tierdung enthalten, werden unter Einhaltung der in Kapitel IV des vorliegenden Titels festgelegten Bedingungen eingerichtet.

An ihrem Erzeugungsstandort werden die in Absatz 1 Ziffer 5 erwähnten Lagerungen, die Silageprodukte mit ständigem Charakter enthalten, die Flüssigkeiten freisetzen könnten, in dichten Becken oder Behältern aufbewahrt oder auf Flächen eingerichtet, die undurchlässig und derart ausgestattet sind, dass keine Flüssigkeit auslaufen kann, durch die die Qualität des Oberflächenwassers beeinträchtigt werden könnte.

§ 4. Der Umgang mit Kohlenwasserstoffen oder Produkten, die Stoffe des Anhangs VII des dekretalen Teils enthalten, einschließlich der Düngemittel und Pestizide, sowie die Vorgänge zur Wartung und Betankung von Motormaschinen, erfolgen auf undurchlässigen Flächen, die mit einem Auffangsystem ausgestattet sind, damit gewährleistet wird, dass keine Flüssigkeit in das Oberflächenwasser eindringen kann.

§ 5. Die für den Transport von Kohlenwasserstoffen, von Produkten oder Stoffen, die Substanzen aus Anhang VII des dekretalen Teils enthalten, bestimmten Leitungen sind undurchlässig. Die Gefahr eines unfallbedingten Leitungsbruchs wird auf einen unbedeutenden Wert reduziert.

§ 6. Was die Ausbringung von Düngemitteln betrifft, sind die in Artikel R.165 § 8 erwähnten Bestimmungen anwendbar.

§ 7. Was die Ausbringung von Pestiziden betrifft, sind die in Artikel R.165 § 9 erwähnten Bestimmungen anwendbar.

§ 8. Jede Ausbringung von Pestiziden oder mineralischen oder organischen Düngemitteln in einer Entfernung von weniger als sechs Metern von jedem in der entfernten Präventivzone gelegenen Wasserlauf ist verboten. Eine von immergrünen Pflanzen bedeckte Pufferzone von sechs Metern Breite ab dem Uferkamm wird entlang eines jeden in der entfernten Präventivzone gelegenen Wasserlaufs eingerichtet. Die in Artikel 2 Ziffer 7 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 über eine nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. November 1987 über die Erstellung eines Berichts über den Zustand der wallonischen Umwelt vorgesehene Abweichung bleibt weiterhin anwendbar.

§ 9. Was die Transformatoren betrifft, sind die Bestimmungen des Artikels R.165 § 20 anwendbar.

§ 10. Die Einleitungen von ungeklärtem Abwasser sind verboten.

§ 11. Für häusliches oder industrielles Abwasser, einschließlich des Abwassers von Klärstationen, können im Falle eines erwiesenen Risikos einer Verschmutzung der Entnahmestelle Sondermaßnahmen getroffen werden. Der Minister kann unbeschadet des Verfahrens für die Sanierung des kommunalen Abwassers jegliche nützliche Vorkehrung treffen, durch die dieses Risiko vermindert werden kann.

§ 12. Für die Einleitungen von in einer entfernten Präventivzone vorhandenen Regenüberlaufbecken können vom Minister getroffene Sondermaßnahmen angewandt werden.

§ 13. Was die überdachten Einfriedungen für Tiere betrifft, sind die Bestimmungen des Artikels R.165 § 17 anwendbar.

§ 14. Was die Durchführung der Baustellen, Arbeiten und Bauten betrifft, sind die Bestimmungen des Artikels R.165 § 19 anwendbar.

§ 15. Die Zone wird gemäß Artikel R.165 § 22 beschildert.

§ 16. Die am Datum des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehenden Wegabschnitte, die die Zone durchqueren und für das Oberflächenwasser eine Verschmutzungsgefahr darstellen, werden derart gestaltet, dass diese Gefahr so gut wie möglich vermieden oder verringert wird.

Die neuen Wegabschnitte, die die Zone durchqueren, sowie die am Datum des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehenden Wegabschnitte, die renoviert werden, werden mit Auffangsystemen ausgestattet, damit gewährleistet wird, dass jegliche Gefahr einer Verschmutzung des Oberflächenwassers durch unabsichtlich abgelassene Flüssigkeiten oder Stoffe vermieden wird.

Die Wegabschnitte, die für das Oberflächenwasser eine Verschmutzungsgefahr darstellen, die die Qualität der Entnahmestelle von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser im Falle des Absturzes einer motorisierten Maschine in das Oberflächenwasser beeinträchtigen könnte, werden mit Leitplanken oder mit jeder anderen gleichwertigen Vorrichtung ausgestattet.

§ 17. Der Zugang des Viehs zu jedem sich in der Zone IIB befindenden Wasserlauf ist verboten. Um die beweideten Parzellen entlang dieses Wasserlaufs wird ein Zaun angebracht.

§ 18. Zusätzliche, für den Schutz der Wasserentnahmestelle erforderliche Maßnahmen können in dem ministeriellen Erlass zur Abgrenzung der Präventivzone(n) näher angegeben werden.

Art. R.167 - Wenn sich die in Anwendung der Artikel R.165 §§ 8 bis 10 und R.166 §§ 6 bis 8 in jeder innerhalb der Überwachungszone gelegenen Präventivzone getroffenen restriktiven Maßnahmen als unzureichend erweisen, kann der Minister aus eigener Initiative oder auf Antrag des Betreibers Bestimmungen gleicher Art in der gesamten oder in einem Teil der Überwachungszone festlegen. Er kann dort die Ausbringung von Tierdung, von Produkten, deren Ausbringung zu landwirtschaftlichen Zwecken erlaubt ist, und von stickstoffhaltigem Dünger auf die in einem gefährdeten Gebiet höchstzulässigen Dosiermengen beschränken, die in Kapitel IV des vorliegenden Titels vorgesehen sind.

Der Minister kann in den Überwachungszone(n), die nicht mit einer Wasserentnahmestelle verbunden sind, ebenfalls Maßnahmen gleicher Art und nach den gleichen Kriterien festlegen. Die Nitratgehalte werden dann an einer für das Oberflächenwasser repräsentativen Kontrollstelle bewertet.

Unterabschnitt 3 - Maßnahmen zum Schutz der Grundwasserentnahmestellen

Art. R.168 - § 1. Die Bestimmungen des vorliegenden Artikels gelten nur für die entfernten und nahen Präventivzonen.

§ 2. Sickergruben, einschließlich derjenigen, die ausschließlich Regenwasser ableiten, sind untersagt.

§ 3. Das Ausbringen von Düngemitteln ist nur zur Deckung des physiologischen Stickstoffbedarfs der Pflanzen erlaubt, wobei der Nährstoffverlust zu begrenzen ist.

Wenn die Wasserentnahmestelle einen durchschnittlichen Jahresgehalt von mehr als 35 mg NO₃-/l oder mehr als 20 mg NO₃-/l mit einer steigenden Tendenz aufweist, trifft der Minister aus Eigeninitiative oder auf Antrag des Betreibers die geeigneten Maßnahmen, die zur Änderung bestimmter landwirtschaftlicher, häuslicher und anderer Praktiken führen, damit die Einleitung von Nitrat in das Grundwasser verringert wird.

Die vom Minister beschlossenen oder kraft Paragraph 3 Absatz 1 standardmäßig akzeptierten Maßnahmen gelten, bis die Gehalte unter 20 mg NO₃-/l zurückfallen und mindestens fünf Jahre auf diesem Niveau gehalten werden. Der Minister kann insbesondere das Ausbringen von Tierdung, von Produkten, deren Ausbringen zu landwirtschaftlichen Zwecken erlaubt ist, und von stickstoffhaltigem Dünger auf die in Kapitel IV des vorliegenden Titels vorgesehenen, in einem gefährdeten Gebiet erlaubten Höchstmengen beschränken.

Außerdem kann der Minister nach demselben Verfahren Maßnahmen unterhalb der in dem vorhergehenden Absatz festgelegten Schwellen treffen, wenn aus den betroffenen Wasserentnahmestellen natürliches Mineralwasser gewonnen wird, das nitratarm ist und das einen angemessenen Schutz benötigt, damit dieser Nitratgehalt beibehalten wird.

Die Bestimmungen des Absatzes 1 sind ab dem Datum des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzonen sofort anwendbar.

Wenn keine besonderen Angaben vorliegen, sind die in den Absätzen 2, 3 und 4 vorgesehenen Maßnahmen innerhalb einer Frist von einem Jahr nach der Zustellung des Beschlusses des Ministers anwendbar.

Die Verwaltung führt aus Eigeninitiative oder auf Antrag des Betreibers eine investigative Überwachung durch, deren Zweck es ist, die Überschreitung zu bestimmen und ihren Ursprung festzustellen, wenn die Verwaltung oder der Betreiber feststellt, dass die Konzentration der Wirkstoffe in Pestiziden sowie in deren Metaboliten, Abbau- und Reaktionsprodukten in den aufnehmenden Gewässern ansteigt und im Jahresdurchschnitt dreißig Prozent folgender Werte übersteigt:

1° entweder der in Artikel R.43ter-3 Ziffer 1 erwähnten Qualitätsnormen des Grundwassers, was den pro einzelne Substanz festgelegten Wert betrifft, oder

2° der in Artikel R.43ter-3 Ziffer 1 erwähnten Qualitätsnormen des Grundwassers, was den für die Gesamtheit der Substanzen festgelegten Wert betrifft, oder

3° der in Artikel R.43ter-3 Ziffer 2 erwähnten Schwellenwerte für das Grundwasser.

Wenn die Überschreitung nach Absatz 7 mit Praktiken zusammenhängt, die mit keinen bestehenden Rechtsvorschriften übereinstimmen, trifft der Minister die nötigen Maßnahmen, damit diese eingehalten werden. Falls die Überschreitung nicht mit der Nichteinhaltung einer gesetzlichen Verpflichtung verbunden ist, kann der Minister im Einvernehmen mit den betroffenen Sektoren angemessene Begleit- und Anreizmaßnahmen vorschlagen, die auf die

Änderung gewisser Praxen in der Landwirtschaft, in den Haushalten und anderswo abzielen, um die Einleitung von Pestiziden in das Grundwasser einzuschränken, bis dass deren Gehalt wieder unter 30% der in Artikel R.43ter-3 erwähnten Qualitätsnormen oder Schwellenwerte des Grundwassers gesunken ist und mindestens fünf Jahre auf diesem Niveau gehalten wird. Die vorgeschlagenen Maßnahmen sind angemessen und schließen das Ergebnis einer Bewertung ihrer sozialwirtschaftlichen Auswirkungen auf die betroffenen Sektoren mit ein.

Wenn keine besonderen Angaben vorliegen, sind die in Absatz 8 vorgesehenen Maßnahmen innerhalb einer Frist von einem Jahr ab der Zustellung des Beschlusses des Ministers anwendbar.

Der Minister trifft nach der investigativen Überwachung und im Einvernehmen mit den betroffenen Sektoren verstärkte Maßnahmen, wenn die Konzentration der Wirkstoffe in Pestiziden sowie in deren Metaboliten, Abbau- und Reaktionsprodukten in den aufnehmenden Gewässern im Jahresdurchschnitt 75 % folgender Werte übersteigt:

1° entweder der in Artikel R.43ter-3 Ziffer 1 erwähnten Qualitätsnormen des Grundwassers, was den pro einzelne Substanz festgelegten Wert betrifft, oder

2° der in Artikel R.43ter-3 Ziffer 1 erwähnten Qualitätsnormen des Grundwassers, was den für die Gesamtheit der Substanzen festgelegten Wert betrifft, oder

3° der in Artikel R.43ter-3 Ziffer 2 erwähnten Schwellenwerte für das Grundwasser.

Die in Absatz 10 genannten Maßnahmen berücksichtigen die agronomischen Einschränkungen, die bis zum Verbot der Verwendung der betroffenen Pestizide reichen können, um die Einleitung von Pestiziden in das Grundwasser zu verhindern, bis deren Gehalt wieder unter 75 % der in Artikel R.43ter-3 erwähnten Qualitätsnormen und Schwellenwerte des Grundwassers gesunken ist und mindestens fünf Jahre auf diesem Niveau gehalten wird.

Wenn keine besonderen Angaben vorliegen, sind die in Absatz 11 vorgesehenen Maßnahmen innerhalb einer Frist von einem Jahr ab der Zustellung des Beschlusses des Ministers anwendbar.

Der Wassererzeuger setzt den Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt oder dessen Vertreter davon in Kenntnis, wenn die Konzentration der Wirkstoffe in Pestiziden sowie in deren Metaboliten, Abbau- und Reaktionsprodukten in den aufnehmenden Gewässern im Jahresdurchschnitt 100 % folgender Werte übersteigt:

1° entweder der in Artikel R.43ter-3 Ziffer 1 erwähnten Qualitätsnormen des Grundwassers, was den pro einzelne Substanz festgelegten Wert betrifft, oder

2° der in Artikel R.43ter-3 Ziffer 1 erwähnten Qualitätsnormen des Grundwassers, was den für die Gesamtheit der Substanzen festgelegten Wert betrifft, oder

3° der in Artikel R.43ter-3 Ziffer 2 erwähnten Schwellenwerte für das Grundwasser.

Der Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt oder sein Vertreter informiert unverzüglich jede betroffene Instanz sowie die Wassererzeuger der an den Vorfall angrenzenden Zonen über diesen Zustand, um ihre Wachsamkeit gegenüber dem bzw. den problematischen Parametern zu erhöhen.

Lagerungen von Kohlenwasserstoffen von hundert bis weniger als dreitausend Litern Kohlenwasserstoffen genügen den Anforderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 und der aufgrund des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung getroffenen Bestimmungen.

Die vor dem Inkrafttreten des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehenden Lagerungen werden am Ende der Lebensdauer des Behälters oder im Falle einer unmittelbar bevorstehenden Verschmutzungsgefahr zu Lasten des Eigentümers an die geltenden Normen angeglichen.

In Abweichung von Absatz 16 werden die in den Präventivzonen bestehenden Lagerungen, die eine für den menschlichen Gebrauch von Brunnenwasser oder natürlichem Mineralwasser in Verpackungen bestimmte Wasserentnahme betreffen, innerhalb der in Anhang LV^{quater} genannten Fristen an die geltenden Normen angeglichen.

Lagerungen von mehr als dreitausend Litern Kohlenwasserstoffen oder mehr als hundert Litern flüssigen Produkten, die in Anhang VII des dekretalen Teils genannte Stoffe enthalten, genügen den Anforderungen der geltenden Gesetzgebung bezüglich dieser Lagerungsanlagen.

Zusätzlich zu diesen Bestimmungen sind folgende Maßnahmen ebenfalls vorgeschrieben:

1° oberirdische Lager für Flüssigdünger und Pestizide werden in dichten Behältern aufbewahrt, die auf Flächen eingerichtet sind, die undurchlässig und mit einem Auffangsystem ausgestattet sind, damit gewährleistet wird, dass bei Undichtheit keine Flüssigkeit auslaufen kann;

2° die Auffangoberflächen, Wannen, Auffangbecken und dichten Gruben bleiben frei von Hindernissen und sind gegen Regen- und Sickerwasserzufluss geschützt, und Vorrichtungen, durch die das Wasser von unten abgeleitet werden kann, sind untersagt;

3° das Anzapfen und die Abflussmessung werden am oberen Teil des Behälters durchgeführt; das Anzapfen durch Schwerkraft, auch mit einer Verschlussvorrichtung an der Leitung, ist untersagt;

4° auf dem Behälter wird eine Plakette angebracht, auf der die Präventivzone und die Telefonnummern des Betreibers der Wasserentnahmestelle, der Gemeinde und von "SOS ENVIRONNEMENT-NATURE" angegeben werden.

Die Lager für feste Produkte, die in Anhang VII des dekretalen Teils genannte Stoffe enthalten, werden unter Dach auf Flächen eingerichtet, die undurchlässig und mit einem Auffangsystem ausgestattet sind, damit gewährleistet wird, dass keine Flüssigkeit auslaufen kann.

Die für den Transport von Kohlenwasserstoffen, von Produkten oder Stoffen, die Substanzen aus dem Anhang VII des dekretalen Teils enthalten, bestimmten Leitungen sind undurchlässig. Die Gefahr eines unfallbedingten Leitungsbruchs wird auf einen unbedeutenden Wert reduziert.

Die Behandlung von Kohlenwasserstoffen oder Produkten, die in Anhang VII des dekretalen Teils angeführte Stoffe enthalten, einschließlich der Dünge- und Schädlingsbekämpfungsmittel, und die Wartungs- und Betankungsvorgänge an Motorgeräten werden auf undurchlässigen Flächen vorgenommen, die mit einem Flüssigkeitsauffangsystem versehen sind.

Die überdachten Einfriedungen für Tiere, einschließlich der Ställe und Zwinger, sind auf Bodenebene abgedichtet und derart ausgestattet, dass keine Flüssigkeit auslaufen kann.

Die im Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten Lagerungen und Anlagen zur Zusammenstellung, Beseitigung und Verwertung von Abfällen

1° werden an Stellen eingerichtet, an denen der Boden abgedichtet wurde;

2° werden mit einem Auffangsystem ausgestattet, damit gewährleistet wird, dass keine Flüssigkeit auslaufen kann.

Wenn Brunnen, Bohrungen, Ausschachtungen oder Begradigungsarbeiten, die eine Tiefe von 3 Metern unter der Erdoberfläche überschreiten, Gegenstand eines Antrags auf eine Städtebaugenehmigung oder Globalgenehmigung sind, der dem Öffentlichen Dienst der Wallonie Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie zur Begutachtung vorgelegt wird, holt Letztere im Laufe der Untersuchung des Antrags das Gutachten des Betreibers der Wasserentnahmestelle und der Verwaltung ein. In den nahen Präventivzonen für die Entnahme von Mineral-, Thermal- und kohlenstoffhaltiges Wasser wird diese Formalität verlangt, wenn die oben angeführten Arbeiten eine Tiefe von zwei Metern überschreiten.

Was die Durchführung von Baustellen, Arbeiten und Bauten betrifft, sind die folgenden Bestimmungen einzuhalten:

1° die Baumaschinen dürfen keine Kohlenwasserstoffe verlieren, befinden sich in gutem Betriebszustand, werden regelmäßig überprüft und, falls Probleme auftreten, unverzüglich aus den Präventivzonen entfernt, um repariert zu werden;

2° die Wartungsarbeiten und Treibstoffversorgung der motorbetriebenen Maschinen erfolgen derart, dass jeglicher unfallbedingte Austritt von Flüssigkeiten und deren Versickerung in den Boden vermieden werden;

3° lediglich die zur Ausführung der Baustellen benötigten Produkte dürfen sich dort befinden.

4° Produkte, die für die Qualität der Grundwasserleitschicht eine Gefahr darstellen können (Treibstoffe, Schmiermittel, ...), werden entweder in Behältern gelagert, die in dichten Auffangbecken untergebracht sind, deren Inhaltsvermögen mindestens dem gesamten Inhaltsvermögen der in jedem Becken stehenden Behälter entsprechen muss, oder in Fässern oder Behältern untergebracht, die auf einer undurchlässigen Fläche aufbewahrt werden, die derart ausgestattet ist, dass bei einer Undichtheit keine Flüssigkeit auslaufen kann;

5° bei Zwischenfällen werden unverzüglich Maßnahmen getroffen, um die Ausbreitung der Verschmutzung zu verhindern und die Erde abzutransportieren, die kontaminiert sein könnte.

In Bezug auf Absatz 26 stehen Umweltschutzkits, die insbesondere Materialien zum Absorbieren der Kohlenwasserstoffe und Abdeckplanen enthalten, in ausreichender Menge zur Verfügung. Der Betreiber benachrichtigt die zuständige Dienststelle der Verwaltung, "SOS ENVIRONNEMENT-NATURE".

§ 4. Die Bestimmungen bezüglich der Angleichung an die geltenden Vorschriften sind folgende:

1° die Lager für flüssige Kohlenwasserstoffe oder für flüssige Produkte, die Stoffe des Anhangs VII des dekretalen Teils enthalten, und die bereits am Datum des Inkrafttretens des Ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehen, werden mit den Bestimmungen des vorliegenden Artikels in Übereinstimmung gebracht;

2° die stillgelegten oberirdischen oder eingegrabenen Behälter, in denen Kohlenwasserstoffe oder Produkte, die Stoffe des Anhangs VII des dekretalen Teils enthalten, aufbewahrt wurden, werden geleert, gereinigt, gegebenenfalls entgast und beseitigt. Die Rohrleitungen werden geleert und abmontiert;

3° falls die Gefahr einer Verschmutzung der Wasserentnahmestelle und an betroffenen Stellen erwiesen ist, kann der Minister aus Eigeninitiative oder auf Antrag des Betreibers jede Vorkehrung treffen, durch die diese Gefahr verringert werden kann; er kann ebenfalls auferlegen, dass das Abwasser aus den am Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bereits bestehenden Wohnungen, für die das autonome und vorübergehende Sanierungsverfahren Anwendung findet, ungeachtet der Bestimmungen des Artikels R. 279, § 2 und R. 282 individuell oder gruppiert durch ein in Artikel R. 233 Ziffer 24 definiertes individuelles Klärsystem geklärt wird.

Falls, in Bezug auf Absatz 1 Ziffer 2, die Beseitigung eines eingegrabenen Behälters unter vernünftigen technischen und finanziellen Bedingungen unmöglich ist, kann dieser an seinem Standort bleiben, nachdem er mit einem inerten Material gefüllt wurde. Wenn es sich um einen eingegrabenen Behälter handelt, wird vorher von einem zugelassenen Techniker eine Dichtheitsprüfung gemäß Artikel 634ter/4 des Titels III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung durchgeführt. Wenn sich aus dem Ergebnis dieser Prüfung ergibt, dass der Behälter undicht ist, wird ein Reinigungsverfahren gemäß den geltenden Bestimmungen durchgeführt.

§ 5. Für die neuen Bauwerke, Bauten und Anlagen sind die Bestimmungen des vorliegenden Artikels ab dem Inkrafttreten des Ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone anwendbar.

§ 6. Falls die durch die Präventivzone betroffene Wasserentnahme nicht für den menschlichen Gebrauch von Brunnenwasser oder natürlichem Mineralwasser in Verpackungen bestimmt ist:

1° werden die eingegrabenen Behälter von Kohlenwasserstoffen, die am Datum des Inkrafttretens des Ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bereits bestehen und nicht mit den Bestimmungen von § 3 Absatz 15 und § 4 Absatz 1 Ziffer 1 übereinstimmen, innerhalb der zwei Jahre, die auf die Bestimmung der Präventivzone folgen, einer von einem zugelassenen Techniker gemäß Artikel 634ter/4 des Titels III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung ausgeführten Dichtheitsprüfung mit einer Diagnose der restlichen Lebensdauer unterzogen;

2° die oberirdischen Behälter von Kohlenwasserstoffen oder von Produkten, die Stoffe des Anhangs VII des dekretalen Teils enthalten, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bereits bestehen, sind Gegenstand einer von einem zugelassenen Techniker innerhalb von vier Jahren nach der Festlegung der Präventivzone durchgeführten Dichtheitsprüfung, die mindestens aus einer Sichtkontrolle mit einer Diagnose der restlichen Lebensdauer besteht;

3° wenn die Prüfungen Dichtheitsmängel, eine Nutzungsdauer von weniger als vier Jahren oder eine unmittelbar bevorstehende Verschmutzungsgefahr angeben, wird der Behälter unverzüglich beseitigt und hat das neue Lager für Kohlenwasserstoffe den in § 3 Absatz 15 erwähnten Bedingungen zu erfüllen;

4° die Dichtheitsprüfungen für die oberirdischen und eingegrabenen Behälter werden in Ermangelung einer gültigen Dichtheitsbescheinigung gemäß den Anforderungen durchgeführt, die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 angeführt werden.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 4 gilt, dass wenn keine Rechtsvorschriften Anwendung findet, die Dichtheitsprüfungen vom Betreiber der Wasserentnahmestelle übernommen werden.

Art. R.169 - § 1. Die Bestimmungen des vorliegenden Artikels gelten nur für die nahe Präventivzone.

§ 2. Es werden dort untersagt:

1° die im Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten technischen Vergrabungszentren;

2° neue eingegrabene Lager für Kohlenwasserstoffe und Lager für Produkte, die Stoffe aus dem Anhang VII des dekretalen Teils, einschließlich der Düngemittel, enthalten;

3° Lager für Pestizide, außer den bereits bestehenden oberirdischen Lagern, wenn die gelagerte Menge an Pestiziden weniger als 2 Tonnen beträgt und wenn die gemäß dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung festgelegten Betriebsbedingungen eingehalten werden;

- 4° das unterirdische Ausbringen von häuslichem Abwasser, auch wenn es vorher geklärt wurde;
- 5° die Lagerung von organischen Stoffen, die Flüssigkeiten freisetzen können, außerhalb ihres Erzeugungsstandorts;
- 6° die Ansammlungsorte für Tiere, die einen ständigen Charakter aufweisen, (Tränken, Tröge, Futter-, Melkanlagen, ...), und die sich außerhalb der Betriebsgebäude befinden.
- 7° Anlagen zur Lagerung von Produkten, deren natürlicher Abbau eine Verschmutzungsgefahr für das Grundwasser darstellen;
- 8° undichte Regenwasserauffangbecken;
- 9° Campingplätze;
- 10° die Einrichtung neuer oberirdischer Lagerungen von mehr als 100 Litern Kohlenwasserstoffen oder von Produkten, die Stoffe des Anhangs VII des dekretalen Teils, einschließlich der Düngemittel und Pestizide, enthalten außer:
- a) wenn sie bestehende eingegrabene oder oberirdische Lager ersetzen, die dasselbe Inhaltsvermögen haben und dieselben Produkte enthalten;
- b) den neuen oberirdischen Behältern für den häuslichen Gebrauch von flüssigen Kohlenwasserstoffen, Schmiermitteln, oder von Produkten, die Stoffe des Anhangs VII des dekretalen Teils enthalten;
- 11° die Einrichtung neuer Parkflächen für mehr als zwanzig Kraftfahrzeuge;
- 12° die Einrichtung neuer überdachter Einfriedungen für Tiere, insbesondere Ställe und Zwinger;
- 13° die Einrichtung neuer Lagerungen von organischen Stoffen, die Flüssigkeiten freisetzen können, worunter Tierdung (Mist, Gülle, Jauche) und Silageprodukte;
- 14° die Einrichtung neuer Lagerungen oder neuer Anlagen zur Zusammenstellung, Beseitigung und Verwertung von Abfällen, die im Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnt werden;
- 15° die Einrichtung neuer Sport- und Freizeitplätze, mit Ausnahme derjenigen, für deren Unterhalt keine Produkte benötigt werden, die das Grundwasser beeinträchtigen könnten;
- 16° die Einrichtung neuer Friedhöfe oder jeglicher Erweiterungen von bereits am Datum des Inkrafttretens des Ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehenden Friedhöfen, ungeachtet der Größe dieser Erweiterungen;

17° Motorsportaktivitäten mit Kraftfahrzeugen, die mit einem Verbrennungsmotor angetrieben sind, einschließlich der Prototypen und der ausschließlich für den Freizeitgebrauch bestimmten Fahrzeuge, auch wenn diese Aktivitäten vollständig auf der öffentlichen Straße stattfinden;

18° Motorsportaktivitäten mit Fahrzeugen, die mit einem Verbrennungsmotor angetrieben sind, und die nicht unter Ziffer 17 erwähnt werden, einschließlich der Prototypen, der ausschließlich für den Freizeitgebrauch bestimmten Fahrzeuge und der Schneemotorräder, wenn diese Aktivitäten nicht vollständig auf der öffentlichen Straße stattfinden.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 6 werden die Ansammlungsorte mit ständigem Charakter, die bereits am Datum des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehen und die für das Grundwasser eine Verschmutzungsgefahr darstellen, beseitigt und außerhalb der nahen Präventivzone verlegt.

Die in Absatz 1 Ziffer 7 genannte Bestimmung ist nicht auf die in § 4 geregelten Lagerungen anwendbar.

Die in Absatz 1 Ziffer 13 genannte Bestimmung ist nicht auf die Änderung einer bestehenden Anlage im Hinblick auf ihre Angleichung an die in Artikel R. 460 vorgesehene Kapazitätsnormen anwendbar.

Unbeschadet von Artikel R.164 kann der Minister die in Absatz 1 Ziffer 17 genannten Aktivitäten einmalig genehmigen, wenn sie ausschließlich auf der öffentlichen Straße stattfinden, und unter der Voraussetzung, dass die nachstehenden Bedingungen erfüllt werden:

1° es gibt keine vernünftige Alternative zur Strecke, die im Rahmen der Motorsportaktivität durch die nahe Präventivzone benutzt wird;

2° es werden spezifische Schutzmaßnahmen getroffen, um den Schutz des Wasservorkommens zu gewährleisten;

3° die durch eine nahe Präventivzone betroffene Wasserentnahme ist nicht für den menschlichen Gebrauch von Brunnenwasser oder natürlichem Mineralwasser in Verpackungen bestimmt.

Der Minister präzisiert die in Absatz 5 vorgesehenen Bedingungen sowie die Bestimmungen für das Einreichen der Befreiungsanträge.

Die Liste der nahen Präventivzonen nach Absatz 5 Ziffer 3 wird von der Verwaltung auf dem Umwelt-Internetportal der Wallonischen Region veröffentlicht.

§ 3. Die am Datum des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehenden Wegabschnitte, die die Zone durchqueren und für das Grundwasser eine Verschmutzungsgefahr darstellen, werden derart gestaltet, dass diese Gefahr so gut wie möglich vermieden oder verringert wird.

Die Abschnitte neuer Wege, die die Zone durchqueren, werden mit dichten Auffangsystemen versehen, die alle versehentlich ausgebrachten Flüssigkeiten oder Stoffe auffangen.

Die Parkflächen für mehr als fünf Kraftfahrzeuge werden abgedichtet und mit einer Vorrichtung zur Sammlung der Flüssigkeiten versehen, die einem Kohlenwasserstoffabscheider zugeführt werden.

Die überdachten landwirtschaftlichen Schuppen, die am Datum des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehen, unterliegen nicht der Pflicht, den Boden abzudichten, unter der Bedingung, dass die Vorgänge zur Wartung und Betankung der Kraftfahrzeuge dort ausdrücklich untersagt sind.

Das Ableiten und der Transport von Abwasser oder geklärtem Wasser dürfen nur über dichte Abwasserleitungen, Abflusskanäle oder -rinnen erfolgen.

Die Ansammlungsorte für Tiere, wie Tränken, Tröge, bewegliche Melkanlagen, Futteranlagen, dürfen nicht zwei Jahre hintereinander an derselben Stelle eingerichtet werden; zwei aufeinanderfolgende Standorte müssen mindestens 20 Meter voneinander entfernt sein. Sie werden so weit entfernt wie möglich von der Wasserentnahmestelle und außerhalb der im ministeriellen Erlass zur Abgrenzung der Präventivzone identifizierten und angeführten Zonen mit präferenzialer Versickerung zum Grundwasser (Dolinen, Karstschächte, ...) eingerichtet.

Neue Transformatoren werden auf Stahlbetonsockeln gestellt, die einen Auffangbecken bilden.

Die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bereits bestehenden Transformatoren werden mit einer Vorrichtung ausgestattet, durch die die Flüssigkeiten bei Undichtheit aufgefangen werden können.

§ 4. Die Bestimmungen bezüglich der Angleichung an die geltenden Vorschriften sind Folgende:

1° die Lagerungen von organischen Stoffen, die Flüssigkeiten freisetzen könnten, die am Datum des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung einer nahen Präventivzone bereits an ihrem Erzeugungsstandort bestehen, werden in dichten Becken und Behältern untergebracht oder auf undurchlässigen Flächen eingerichtet, die derart ausgestattet sind, damit gewährleistet ist, dass keine Flüssigkeit auslaufen kann.

2° die Lagerungen von Silageprodukten, die Flüssigkeiten freisetzen könnten, die bereits am Datum des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung einer nahen Präventivzone bestehen, werden in dichten Becken und Behältern aufbewahrt oder auf undurchlässigen Flächen eingerichtet, die derart ausgestattet sind, dass keine Flüssigkeit auslaufen kann.

In Bezug auf Absatz 1 werden Lagerungen von Tierdung auf Bauernhöfen, die bereits am Datum des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung einer nahen Präventivzone bestehen, unter Einhaltung der in Kapitel IV des vorliegenden Titels festgelegten Bedingungen eingerichtet.

§ 5. Für die neuen Bauwerke, Bauten und Anlagen sind die Bestimmungen des vorliegenden Artikels ab dem Datum des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone sofort anwendbar.

Art. R.170 - § 1. Die Bestimmungen des vorliegenden Artikels gelten nur für die entfernten Präventivzonen.

§ 2. Es werden dort untersagt:

1° die im Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten technischen Vergrabungszentren, mit Ausnahme der in der Rubrik 90.25.03 erwähnten Zentren der Klasse 3, der in der Rubrik 90.25.04.01 erwähnten Zentren der Klasse 4A und der in der Rubrik 90.25.05.03 erwähnten Zentren der Klasse 5.3 aus der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten, die bereits am Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehen;

2° die Einrichtung neuer Campingplätze;

3° die Einrichtung neuer Friedhöfe;

4° die Einrichtung neuer technischer Vergrabungszentren der Klasse 3, mit Ausnahme derjenigen, die im Plan der technischen Vergrabungszentren eingetragen sind;

5° Motorsportaktivitäten mit Kraftfahrzeugen, die mit einem Verbrennungsmotor angetrieben sind, einschließlich der Prototypen und der ausschließlich für den Freizeitgebrauch bestimmten Fahrzeuge, wenn diese Aktivitäten nicht vollständig auf der öffentlichen Straße stattfinden;

6° Motorsportaktivitäten mit Fahrzeugen, die mit einem Verbrennungsmotor angetrieben sind, und die nicht unter Ziffer 5 erwähnt werden, einschließlich der Prototypen, der ausschließlich für den Freizeitgebrauch bestimmten Fahrzeuge und der Schneemotorräder, wenn diese Aktivitäten nicht vollständig auf der öffentlichen Straße stattfinden.

§ 3. Neue Parkflächen für mehr als zwanzig Kraftfahrzeuge werden abgedichtet und mit einer Vorrichtung zur Sammlung der Flüssigkeiten versehen, die einem Kohlenwasserstoffabscheider zugeführt werden.

Lagerungen von organischen Stoffen, die Flüssigkeiten freisetzen können:

1° sind so einzurichten, dass die Versickerung von Säften in den Boden und in das Grundwasser vermieden wird;

2° werden stets außerhalb der im Erlass der Präventivzone identifizierten und angeführten Zonen mit präferenzialer Versickerung zum Grundwasser (Dolinen, Karstschächte, ...) eingerichtet;

3° werden an ihrem Erzeugungsstandort in dichten Becken und Behältern aufbewahrt, die auf Flächen eingerichtet sind, die undurchlässig und derart ausgestattet sind, dass keine Flüssigkeit auslaufen kann.

Die Lagerungen von Tierdung werden unter Einhaltung der in Kapitel IV des vorliegenden Titels festgelegten Bedingungen eingerichtet.

Die Lagerungen von Silageprodukten mit ständigem Charakter, die Flüssigkeiten freisetzen könnten, werden in dichten Becken und Behältern aufbewahrt oder auf undurchlässigen Flächen eingerichtet, die derart ausgestattet sind, damit gewährleistet ist, dass keine Flüssigkeit auslaufen kann.

Neue Transformatoren werden auf Stahlbetonsockeln gestellt, die einen Auffangbecken bilden.

Die bereits am Datum des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehenden Transformatoren werden derart mit einer Vorrichtung zum Schutz gegen Überladungen ausgestattet, dass die Gefahr eines Bruchs ihres Gehäuses auf einen unbedeutenden Wert reduziert wird.

Die eingegrabenen oder in einer zugeschütteten Grube untergebrachten Behälter sind doppelwandig und mit einem System zur ständigen Dichtheitskontrolle mit optischem und akustischem Alarm im Falle eines Dichtheitsverlusts einer der Wände ausgestattet.

Wenn sie vollständig auf der öffentlichen Straße stattfinden, und insofern sie die geltende Gesetzgebung in Sachen Straßenverkehrsordnung nicht beachten und insofern sie in einer Zone stattfinden, in der natürliches Mineralwasser und Brunnenwasser erzeugt wird, beachten die Motorsportaktivitäten mit Kraftfahrzeugen, die mit einem Verbrennungsmotor angetrieben sind, einschließlich der Prototypen und der ausschließlich für den Freizeitgebrauch bestimmten Fahrzeuge, unbeschadet der sonstigen Schutzmaßnahmen, die von den Gemeinden angenommen werden können, die folgenden Bedingungen:

1° zur Strecke, die innerhalb der entfernten Präventivzone im Rahmen der Aktivitäten benutzt wird, gibt es in einem Umkreis von 1.000 m in der betroffenen Gemeinde keine Alternative mit geringeren ökologischen Auswirkungen, und auf jeden Fall darf die Strecke nicht in einem Abstand unter 10 Metern an der Grenze zu einer nahen Präventivzone vorbeikommen;

2° die Parkbereiche für die Fahrzeuge, die im Rahmen der Motorsportaktivität benutzt werden, und die außerhalb der für den Wettkampf benutzten Strecke befindlichen Zonen, die eine direkte und indirekte Gefahr für die Umwelt aufweisen, sind während der gesamten Dauer der Aktivitäten mit einer Vorrichtung zur Sammlung der Flüssigkeiten ausgestattet;

3° während der gesamten Dauer der Aktivitäten in der entfernten Präventivzone bleibt ein kompetentes Einsatzteam ständig verfügbar, um den Aushub von durch einen Unfall verunreinigtem Erdreich vorzunehmen, ausgelaufene Flüssigkeiten aufzupumpen und jegliche anlässlich des Unfalls zum Schutz der Wasserfassung notwendige Maßnahmen einzuleiten;

4° während der gesamten Dauer der Aktivitäten in der entfernten Präventivzone bleiben ein zugelassenes Labor und ein Probenahmeteam ständig verfügbar, um nach dem Eingreifen des Einsatzteams erforderliche Boden- oder Wasseranalysen vorzunehmen, um das Vorhandensein einer eventuellen Restverschmutzung zu erfassen;

5° der Veranstalter trifft alle nützlichen Maßnahmen, um die an der Veranstaltung beteiligten Personen und die Teilnehmer an der Motorsportaktivität über die Art der Präventivzonen für die Wasserentnahme, die Maßnahmen bei Unfällen und die in diesen Zonen geltenden Regelungen zu informieren und sie dafür zu sensibilisieren.

Die in Absatz 8 Ziffer 3 genannten Eingriffe finden innerhalb einer Stunde nach dem Unfall statt.

Der Veranstalter stellt eine Akte zusammen, in der die Beweise für die Einhaltung der festgelegten Bedingungen festgehalten, und die Bestimmungen für die vorgesehenen Eingriffe zum Schutz der Wasserentnahmezone gemäß diesen Bedingungen beschrieben werden. Diese Akte wird mindestens drei Monate, bevor die betroffenen Aktivitäten stattfinden, den betreffenden Gemeindebehörden und dem Minister für Umwelt übermittelt.

Der Minister für Umwelt kann den Inhalt der festgelegten Bedingungen und die Bestimmungen zur Ausarbeitung der in Absatz 10 genannten Akte näher bestimmen.

§ 4. Die dem in der Anlage LVI angeführten Muster entsprechenden Hinweisschilder, die auf das Vorhandensein einer Präventivzone hinweisen, werden von dem Betreiber an allen Hauptverkehrsachsen an deren Eintrittspunkten in die entfernte Präventivzone angebracht.

§ 5. Für die neuen Bauwerke, Bauten und Anlagen sind die Bestimmungen des vorliegenden Artikels ab dem Datum des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone sofort anwendbar.

Art. R.171 - § 1. Die Bestimmungen des vorliegenden Artikels gelten nur für die Überwachungszone.

§ 2. Wenn sich die in Anwendung der Artikel R.168 § 3 Absatz 1 in der oder den innerhalb der Überwachungszone gelegenen Präventivzonen getroffenen restriktiven Maßnahmen als unzureichend erweisen, kann der Minister aus eigener Initiative oder auf Antrag des Betreibers Bestimmungen gleicher Art in der gesamten oder in einem Teil der Überwachungszone festlegen. Der Minister kann insbesondere das Ausbringen von Tierdung, von Produkten, deren Ausbringen zu landwirtschaftlichen Zwecken erlaubt ist, und von stickstoffhaltigem Dünger auf die in Kapitel IV des vorliegenden Titels vorgesehenen, in einem gefährdeten Gebiet erlaubten Höchstmengen beschränken.

Der Minister kann in den Überwachungszone(n), die nicht mit einer Wasserentnahmestelle verbunden sind, ebenfalls Maßnahmen gleicher Art und nach den gleichen Kriterien festlegen. Die Nitratgehalte werden dann an einer für das Grundwasser repräsentativen Kontrollstelle bewertet.

Wenn sich die in der(den) innerhalb der Überwachungszone gelegene(n) Präventivzone(n) in Anwendung des Artikels R. 168 § 3 Absatz 7 getroffenen restriktiven Maßnahmen als unzureichend erweisen, kann der Minister in der gesamten oder in einem Teil der Überwachungszone Bestimmungen gleicher Art festlegen.

Art. R.172 - Für die Erzeuger, die einen Dienstleistungsvertrag für den Schutz des zu Trinkwasser aufbereitbaren Wassers abgeschlossen haben, wird die vom Erzeuger durchgeführte vorbeugende Überwachung bezüglich der in Artikel R.165 und R.168 vorgesehenen Dichtheitsprüfungen für die oberirdischen und eingegrabenen Behälter von der "S.P.G.E." finanziert.

Wenn für den Eigentümer keine gesetzliche Angleichungspflicht vorliegt, kann sich die S.P.G.E. in den Präventivzonen für die Erzeuger, die einen Dienstleistungsvertrag für den Schutz des zu Trinkwasser aufbereitbaren Wassers abgeschlossen haben, an der Angleichung eines Dritten an die geltenden Normen am Ende des Lebens des bestehenden Behälters oder für jede Situation, durch die eine Verschmutzungsgefahr akut wird, beteiligen. Der Beteiligungssatz beträgt 15 % des Betrags des neuen Kohlenwasserstoffbehälters.

Unterabschnitt 4 - Maßnahmen bezüglich bestimmter Steinbrüche

Art. R.173 - § 1. Der Unterabschnitt 3 des vorliegenden Abschnitts ist nicht auf die sich in Betrieb befindenden Steinbrüche anwendbar.

Wenn eine Grundwasserentnahmezone in einem sich in Betrieb befindenden Steinbruch liegt oder wenn ein sich in Betrieb befindender Steinbruch in einer Grundwasserentnahmezone liegt:

1° dürfen aus den Baumaschinen keine Kohlenwasserstoffe auslaufen; gegebenenfalls werden sie unverzüglich aus dem Steinbruch entfernt, um repariert zu werden;

2° dürfen sich im Steinbruch nur Produkte in Zusammenhang mit dessen Betrieb befinden;

3° werden die Produkte, die für die Qualität der Grundwasserleitschicht eine Gefahr darstellen, entweder in Behältern gelagert, die in dichten Auffangbecken untergebracht sind, deren Inhaltsvermögen mindestens dem gesamten Inhaltsvermögen der in jedem Becken stehenden Behälter entsprechen muss, oder in Fässern oder Behältern untergebracht, die auf einer undurchlässigen Fläche aufbewahrt werden, die derart ausgestattet ist, damit gewährleistet ist, dass keine Flüssigkeit auslaufen kann.

4° sind die Sickergruben in den Präventivzonen untersagt.

Das Abwasser, Haushaltsabwasser und Sanitärwasser werden entweder durch dichte Leitungen außerhalb des Steinbruchs und der Präventivzone abgeleitet, oder an Ort und Stelle in dichten Becken und Behältern gelagert und von zugelassenen Entleerern beseitigt.

§ 2. Die in § 1, Absatz 2 erwähnten Bestimmungen finden keine Anwendung auf:

1° Pumpversuche;

2° vorübergehende Pumparbeiten;

3° die Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Wasser mit einer Entnahmekapazität bis höchstens 10 m³/Tag oder für die Versorgung von weniger als fünfzig Personen, wenn die Wasserversorgung nicht im Rahmen einer kommerziellen, touristischen oder öffentlichen Tätigkeit stattfindet;

4° die Entnahmestellen von nicht zu Trinkwasser aufbereitem oder nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Wasser mit einer Entnahmekapazität bis höchstens 10 m³/Tag und bis zu 3 000 m³/Jahr."

Art. 2 - In dem verordnungsrechtlichen Teil des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Teil II Titel VII Kapitel III wird der Abschnitt 4 mit der Überschrift "Maßnahmen zur Verhinderung oder Begrenzung des Eintrags von Schadstoffen in das Grundwasser" zum Abschnitt 7.

Art. 3 - In Artikel R. 278 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt: "§ 1. Wenn der bestehende, derzeit durchgeführte oder künftige Anschluss eines Wohnhauses an die Kanalisation aufgrund technischer Schwierigkeiten übermäßige Kosten verursacht, kann der Eigentümer des betreffenden Wohnhauses in Abweichung von Artikel R.277 bei der Abteilung eine Befreiung von der Pflicht des Anschlusses an die Kanalisation beantragen, unter der Voraussetzung, dass ein den Rechtsvorschriften in Sachen Umweltgenehmigung entsprechendes Klärsystem eingerichtet wird;

Dieser Antrag auf Befreiung erfolgt auf der Basis der Erstellung einer technischen Akte und eines Vergleichs der Kosten für den Anschluss an die Kanalisation und der Kosten für die Einrichtung eines individuellen Klärsystems.“ ;

2° in § 1/1 Absatz 3 werden am Anfang des Satzes die Wörter “§ 1/2 ” eingefügt;

3° in Paragraph 1/1 Absatz 4 desselben Gesetzbuches, der zum Paragraphen 1/2 geworden ist, werden die Wörter “und der Gemeinde” zwischen “Stellungnahme der zuständigen Sanierungseinrichtung” und “kann die Abteilung die Befreiung mit besonderen Auflagen” eingefügt.“.

KAPITEL II — Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Anlagen zur Entnahme von zu Trinkwasser aufbereitablem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und für Anlagen zur Entnahme von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem und nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Art. 4 - In Artikel 2 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von zu Trinkwasser aufbereitablem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und für Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem oder nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung werden die Wörter “R.154” durch “R.146 oder R.150” ersetzt.

KAPITEL III — Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Festlegung der integralen Bedingungen für Anlagen zur Entnahme von zu Trinkwasser aufbereitablem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und für Anlagen zur Entnahme von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem oder nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser

Art. 5 - In Artikel 2 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Festlegung der integralen Bedingungen für Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von zu Trinkwasser aufbereitablem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und für Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem oder nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser werden die Wörter “R.154” durch “R.150 oder R.153” ersetzt.

KAPITEL IV — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Art. 6 - In Artikel 19 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Januar 2014, wird Paragraph 4 durch folgende Bestimmung ersetzt:

“§ 4. Wenn der Beschluss zur Gewährung der Umweltgenehmigung einen Betrieb betrifft, der eine Wasserentnahme umfasst, dann führt er die zu beachtenden Bedingungen an, insbesondere in Bezug auf:

- 1° die Vorrichtungen zur Wasserentnahme;
- 2° die Bestimmungen für die Durchführung und Ausrüstung des Wasserentnahmebauwerks;
- 3° die Vorrichtung zur Erfassung der Wasservolumen, zur Messung der Wasserstände und zur Entnahme von Proben im Wasserentnahmebauwerk im Hinblick auf die Kontrolle der Qualität des entnommenen Wassers;
- 4° die Benutzung des entnommenen Wassers;
- 5° das maximale Wasservolumen, das pro Tag und pro Jahr entnommen werden kann;
- 6° die Häufigkeit der Erfassung der Wasservolumen;
- 7° die Trennung zwischen den verschiedenen Grundwasserleitschichten;
- 8° den Schutz der in der Nachbarschaft liegenden Grundwasserentnahmestellen;
- 9° die Sicherheit der Personen und der Güter;
- 10° die zu treffenden Maßnahmen, wenn die Wasserentnahme eingestellt wird;
- 11° die für die Wasserentnahmezone spezifischen Einrichtungen und Maßnahmen;
- 12° die Lokalisierung der Piezometer für die Messung der hydrogeologischen Parameter des bewirtschafteten Grundwasservorkommens und für die Entnahme der dafür bestimmten Proben;
- 13° die Bestimmungen für die Durchführung und Ausrüstung von für den Betrieb notwendigen Nebenbauwerken, die eine Verunreinigungsgefahr darstellen, wie beispielsweise Zugangsschächte und Schächte für die Belüftung von Fassungsstollen.“.

KAPITEL V — Schlussbestimmungen

Art. 7 - Der Betreiber teilt die in Artikel R.156 des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, genannten Angaben binnen drei Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses mit.

Art. 8 - Die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses geltenden Verwaltungsverfahren werden in Übereinstimmung mit den vorigen Rechtsvorschriften fortgeführt.

Art. 9 - Artikel 6 gilt für die nach dem 1. Oktober 2019 ausgestellten Beschlüsse zur Gewährung der Umweltgenehmigungen.

Art. 10 - Im verordnungsrechtlichen Teil des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird Anhang LVI gemäß dem vorliegendem Erlass beigefügten Anhang 1 abgeändert.

Ein Anhang LVII wird in den verordnungsrechtlichen Teil des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, eingefügt. Dieser Anhang steht in Anhang 2 des vorliegenden Erlasses.

Art. 11 - In Artikel 3:

- des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung der integralen Betriebsbedingungen betreffend die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Abfällen der Klasse B2 und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. November 2007 zur Festlegung der integralen Bedingungen in Bezug auf die Anlagen für die zeitweilige Lagerung von Abfällen der Klasse B2, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die Grundwasserentnahmestellen, Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen betrifft;

- des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung der integralen Betriebsbedingungen betreffend die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Abfällen der Klasse B1, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten und verschiedene Erlasse der Wallonischen Regierung zur Festlegung von sektorbezogenen und integralen Bedingungen, den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die Grundwasserentnahmestellen, Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen betrifft, den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2017 zur Abänderung verschiedener Erlasse infolge der Auflösung des Wallonischen Amtes für Abfälle ("Office wallon des déchets");

- des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf die Anlagen zur Zwischenlagerung und Sortierung von Altölen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Abänderung des Erlasses vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten und verschiedener Erlasse der Wallonischen Regierung zur Festlegung von sektorbezogenen und integralen Bedingungen;

- des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen betreffend die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Abfällen der Klasse B2, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die Grundwasserentnahmestellen, Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen betrifft;

- des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen betreffend die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Abfällen der Klasse B1, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten und verschiedene Erlasse der Wallonischen Regierung zur Festlegung von sektorbezogenen und integralen Bedingungen, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die Grundwasserentnahmestellen, Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen betrifft, und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017 zur Abänderung verschiedener Erlasse infolge der Auflösung des Wallonischen Amtes für Abfälle ("Office wallon des déchets");

Werden die Wörter

- "R.147" durch die Wörter "R.146" ersetzt;

- "R.154" durch die Wörter "R.150" ersetzt;

- "R.156 § 1" durch die Wörter "R.152 § 1" ersetzt;

- "R.157" durch die Wörter "R.153" ersetzt.

Art. 12 - In Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2007 zur Festlegung der integralen und sektorbezogenen Bedingungen für die Haltung von Mastkälbern, die älter als zwei Wochen und jünger als sechs Monate sind, mit Ausnahme der Saugkälber, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2007 zur Festlegung der integralen und sektorbezogenen Bedingungen für die Haltung von Schafen und Ziegen, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2007 zur Festlegung der integralen und sektorbezogenen Bedingungen für die Haltung von mindestens sechs Monate alten Rindern, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die Grundwasserentnahmestellen, Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen betrifft, werden die Wörter "R.147, R. 154 und R. 157" durch die Wörter "R.146, R.150 und R.153" ersetzt.

Art. 13 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Oktober 2019 in Kraft, mit Ausnahme von Artikel D.2 Nr. 52bis des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, der zehn Tage nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im Belgischen Staatsblatt in Kraft tritt.

Art. 14 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Mai 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Anhang 1

Anhang LVI: Hinweisschilder für eine Präventivzone für eine Grundwasserentnahme

Hinweisschild für den Anfang einer Präventivzone für eine Grundwasserentnahme



Bleu
 Blanc réfléchissant

Dimensions en mm

Hinweisschild für das Ende einer Präventivzone für eine Grundwasserentnahme



- Bleu
- Blanc réfléchissant
- Rouge R:201 V:40 B: 45

Dimensions en mm

Anhang 2

Anhang LVII: Hinweisschilder für eine Präventivzone für eine Oberflächenwasserentnahmestelle

Hinweisschild für den Anfang einer Präventivzone für eine Oberflächenwasserentnahmestelle



- Bleu
- Blanc réfléchissant

Dimensiones en mm

Hinweisschilder für das Ende einer Präventivzone für eine Oberflächenwasserentnahmestelle



- Bleu
- Blanc réfléchissant
- Rouge R:201 V:40 B: 45

Dimensiones en mm

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2019/14388]

16 MEI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van Boek II van het Wetboek van Leefmilieu, dat het Waterwetboek inhoudt, met het oog op een betere bescherming van de oppervlaktewaterwinningen voor tot drinkwater verwerkbaar water en de grondwaterwinningen en verscheidene bepalingen terzake

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 3, 4 en 45, § 2;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.2, 52^o*bis*, ingevoegd bij het decreet van 27 oktober 2011, D.6-1, ingevoegd bij het decreet van 13 oktober 2011, D.156, § 1, lid 3, gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017, D.171, § 1, 1^o, D.172, gewijzigd bij het decreet van 31 mei 2007, D.173 en D.175, gewijzigd bij de decreten van 31 mei 2007 en 19 januari 2017;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het reglementair Deel van Boek II van het Waals Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2007 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden voor het houden van fokkalveren die ouder dan twee weken en jonger dan zes maanden zijn, met uitzondering van zuigkalveren, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2007 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden voor het houden van schaaп- en geitachtigen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 juli tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden voor het houden van runderen van zes maanden en meer, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de hergroepering en de sortering van afval van klasse B2 en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 14 november 2007 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de tijdelijke opslag van afval van klasse B2, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de hergroepering of de sortering van afval van klasse B1, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2017 tot wijziging van verscheidene besluiten ten gevolge van de ontbinding van de "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen) ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de hergroepering of de sortering van afgewerkte oliën, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten en verscheidene besluiten van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale en integrale voorwaarden ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de hergroepering en de sortering van afval van klasse B2, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de hergroepering of de sortering van afval van klasse B1, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2017 tot wijziging van verscheidene besluiten ten gevolge van de ontbinding van de "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen) ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de winning van grondwater dat tot drinkwater verwerkbaar of voor menselijk verbruik bestemd is en betreffende de installaties voor de winning van grondwater dat niet tot drinkwater verwerkbaar of niet voor menselijk verbruik bestemd is;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of de verwerking van grondwater dat tot drinkwater verwerkbaar of voor menselijk verbruik bestemd is en betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of de verwerking van grondwater dat niet tot drinkwater verwerkbaar of niet voor menselijk verbruik bestemd is en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 betreffende de erkenning van de personen die een boring verrichten of die putten bestemd voor een toekomstige grondwaterwinning, de installatie van geothermische sondes, de geologische erkenning, de prospectie en de installatie van piëzometers uitrusten, en tot wijziging van diverse besluiten ;

Gelet op het rapport van 4 maart 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op het advies van de Beleidsgroep Leefmilieu, gegeven op 28 september 2018;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State, op 5 april 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het reglementair deel van Boek II van het Waals Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt*

Artikel 1. In het reglementair deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, deel II, titel VII, hoofdstuk III, afdelingen 1 tot 3, bevattende de artikelen R.143 tot R.187, worden de afdelingen 1 tot 6, bevattende de artikelen R.143 tot 170, als volgt vervangen:

“Afdeling 1. Begripsomschrijvingen

Art. R.143. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder:

1° motorsportactiviteiten: snelheids- of behendigheidspoeven, testrritten, oefensessies of recreatieve gebruikswijzen waarbij automobiele rijtuigen ingezet worden;

2° administratie: het Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

3° exploitant: exploitant in de zin van artikel 1, lid 1, 8°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

4° oppervlakteinstallatie: deel van het bouwwerk voor waterwinning dat aan de oppervlakte gelegen is, evenals het gebouw ter bescherming ervan, met inbegrip van de verluchtingssystemen en de kijkgaten;

5° Minister: de Minister bevoegd voor Leefmilieu;

6° “pesticide”, ofwel:

a) een gewasbeschermingsmiddel in de zin van Verordening (EG) nr. 1107/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 betreffende het op de markt brengen van gewasbeschermingsmiddelen en tot intrekking van de Richtlijnen 79/117/EEG en 91/414/EEG van de Raad;

b) een biocide in de zin van Verordening (EU) nr. 528/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 22 mei 2012 betreffende het op de aanbieden en het gebruik van biociden;

7° watervlak: het reservoir van een stuwdam;

8° proefpomp: pomp waarbij een duur van twaalf maanden niet overschreden wordt, uitgevoerd met het oog op de bepaling van de kenmerken van de aangesproken grondwaterlaag;

9° tijdelijke pomp: pomp uitgevoerd bij civieltechnische publieke of privé-werken; réservoir

10° waterwinning: verrichting waarbij tot drinkwater verwerkbaar oppervlaktewater of grondwater afgenomen wordt;

11° bovengrondse watertank: watertank die geplaatst kan worden, ofwel in de open lucht, ofwel in een al dan niet ondergronds lokaal, ofwel in een niet wederopgevulde put;

12° ingegraven watertank: watertank die geheel of ten dele onder de bodem gelegen is en waarvan de wanden rechtstreeks in aanraking is met de grond eromheen of de opvulspecie;

13° auto: automobiel voertuig in de zin van artikel 2.21 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg.

Betreffende 1° zijn de recreatieve gebruikswijzen van voertuigen die, welke beoogd zijn bij rubriek 92.61.10 van bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van aan een milieueffectenstudie onderworpen projecten en ingedeelde installaties en activiteiten.

Afdeling 2. — Oppervlaktewaterwinningen van tot drinkwater verwerkbaar water en waterwinnings-, voorkomings- en toezichtsgebieden

Onderafdeling 1. — Oppervlaktewaterwinningen van tot drinkwater verwerkbaar water en waterwinningsgebieden

Art. R.144. § 1. Onverminderd de algemene voorwaarden, vastgesteld bij de Waalse Regering krachtens het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning voldoen de oppervlaktewaterwinningen voor tot drinkwater verwerkbaar water aan volgende minimumvoorwaarden:

1° de kwaliteit van het oppervlaktewater waarin de afname plaatsvindt, wordt gevestigd;

2° de afgenomen waterkwaliteit brengt geenszins het ecologisch en sanitair evenwicht van het oppervlaktewater in het gedrang;

3° de veiligheid van de personen en de goederen wordt niet aangetast door de afnames verricht in het tot drinkwater verwerkbaar oppervlaktewater.

§ 2. De administratie kan nagaan, of de regelingen voor het meten van de volumes, van het waterpeil en de afname van stalen in het bouwwerk voor waterwinning zich in goede staat bevonden; ze wordt ingelicht over iedere wijziging of vervanging van deze regelingen.

De houder van een milieuvergunning voor inrichtingen die een waterwinning bevatten deelt de administratie, uiterlijk ieder jaar op 31 maart, het volume water mee dat in de loop van het voorgaande jaar is afgenomen, en over het algemeen ieder gegeven dat verband houdt met de voorwaarden van de milieuvergunning en de nadere regels voor het gebruik van de waterwinning.

Art. R.145. § 1. De oppervlaktewaterwinningen voor tot drinkwater verwerkbaar water worden in twee categorieën opgedeeld.

Categorie A bevat alle waterwinningen, daaronder inbegrepen de winningen door particulieren met uitsluitend gebruik voor hun gezin, uitgezonderd de winningen uit categorie B.

Categorie B omvat de waterwinningen ten behoeve van:

1° de publieke distributie;

3° de menselijke consumptie;

3° de vervaardiging van voedingsmiddelen;

4° de bevoorrading van de publieke installaties van zwembaden, baden, douches of andere gelijksoortige installaties.

§ 2. De oppervlaktewaterwinningen voor tot drinkwater verwerkbaar water uit categorie B worden opgedeeld in drie subcategorieën:

- 1° subcategorie B.1, die iedere waterwinning omvat uit onbevaarbare waterlopen;
- 2° subcategorie B.2, die iedere waterwinning omvat uit watervlakken;
- 3° subcategorie B.3, die iedere waterwinning omvat uit bevaarbare waterlopen.

Art. R.146. § 1. Er wordt om ieder bouwwerk voor waterwinningen van tot drinkwater verwerkbaar water een waterwinningsgebied aangelegd.

Het waterwinningsgebied wordt op grond van een terreinonderzoek aangelegd. Doel ervan is, de impact te berken van de onmiddellijke vervuilingbronnen in de oppervlakte-installaties die strikt noodzakelijk zijn voor de winning en behandeling van water. Het afbakenen van dat gebied is een taak van de exploitant van de waterwinning met instemming van de beheerder van het watervlak of de waterloop voor de waterwinningen uit categorieën B.2 en B.3, en is daadwerkelijk zodra inbedrijfname ervan. Dit aldus opgerichte gebied wordt zone I genoemd.

§ 2. Het waterwinningsgebied wordt beschermd door een omheining of een andere toegangsbeschermende regeling.

Op het deel van het gebied, gelegen in de waterloop of in het watervlak waar geen omheining mogelijk is, wordt, stroomopwaarts ten opzichte van de waterwinning, een drijvend scherm zoals een ring of een gordel van boeien aangelegd. Indien dit drijvend scherm onmogelijk aangelegd kan worden, om redenen als veiligheid of de vrije waterdoorstroming, kan een eenvoudige waarschuwingsboei ter hoogte van de waterwinning geplaatst worden.

Op de oever worden verkeersborden voor waterwingsgebied aangebracht.

§ 3. In het waterwinningsgebied wordt iedere andere activiteit dan die verband houdend met waterafname of -behandeling verboden. Het gebruik van met name pesticiden is verboden. Enkel het manueel, mecahnisch of thermisch wieden wordt toegelaten.

§ 4. Er kunnen in het in artikel R.157 bedoeld ministerieel besluit ter afbakening van het (de) voorkomingsgebied(en) aanvullende maatregelen voor de bescherming van het waterwinningsgebied nader worden bepaald.

Onderafdeling 2. — Voorkomingsgebied en toezichtsgebied

Art. R.147. § 1. Er wordt een nabijgelegen voorkomingsgebied, hierna gebied II.A genoemd, gevestigd voor iedere waterwinning voor tot drinkwater verwerkbaar water voor publieke distributie en de vervaardiging van voedingsmiddelen.

Gebied II.A wordt door de Minister vastgesteld, op eigen initiatief dan wel op voorstel van de exploitant, de houder van de machtiging of de milieuvergunning.

§ 2. De grenzen van gebied II.A worden voor elke waterwinningscategorie, bedoeld in artikel R.145, omschreven op grond van een stroomgebiedsonderzoek en volgende criteria:

1° voor de waterwinningen uit categorie B.1:

a) strekt de grens in de lengteas van gebied II.A zich uit over een vanaf het waterwinningspunt berekende afstand tot aan het stroomopwaarts gelegen punt vanaf waar het water van de waterloop nog een traject van minstens twee uur aflegt;

b) strekt de grens in de breedteas van gebied II.A zich uit over een van de oeverrug berekende afstand van vijftien tot vijftig meter afhankelijk van het terreinonderzoek langs de lengteas;

2° voor de waterwinningen uit categorie B.2:

a) strekt de grens over de lengteas van gebied II.A zich uit over het geheel van het watervlak of van een sector van het watervlak waarbij een watertrajecttijd van minstens twee uur berekend wordt;

b) strekt de grens in de breedteas zich uit over een van de oeverrug berekende afstand van vijftien tot vijftig meter afhankelijk van het terreinonderzoek;

3° voor de waterwinningen uit categorie B.3:

a) strekt de grens in de lengteas van gebied II.A zich uit over een vanaf het waterwinningspunt berekende afstand tot aan het stroomopwaarts gelegen punt vanaf waar het water van de waterloop nog een traject van minstens twee uur aflegt;

b) strekt de grens in de breedteas van gebied II.A zich uit over een van de oeverrug berekende afstand van vijftien tot vijftig meter afhankelijk van het terreinonderzoek langs de lengteas.

Voor de toepassing van deze paragraaf wordt de watertrajecttijd berekend tegen een waterdebiet met percentiel 90.

Betreffende lid 1, 2°, a) kan gebied II.A in voorkomend geval een deel van de hoofdwatervlak (-lopen) stroomopwaarts ten opzichte van het watervlak inhouden, evenals de zijtakken ervan waarvan het debiet significant is.

Om de uitgestrektheid van het voorkomingsgebied te bepalen en de trajecttijd van een potentieel vervuilend product tot aan de waterwinning te berekenen, wordt in het in lid 1 bedoelde stroomgebiedsonderzoek rekening gehouden met de aanwezigheid van zijtakken waarvan het debiet significant is ten opzichte van de hoofdwatervlak om een vervuilingrisico voor de waterwinning te vormen.

§ 3. In afwijking van paragraaf 2 kan de afbakening van gebied II.A samenvallen met natuurlijke of kunstmatige topografische bakens of grenzen zoals verkeerswegen, waterlopen, rooilijnen of administratieve grenzen zoals kadastrale afdelingen.

Art. R.148. § 1. Er wordt een afgelegen voorkomingsgebied, hierna gebied III.B genoemd, voor iedere waterwinning ten behoeve van publieke distributie of de vervaardiging van voedingsmiddelen van categorie B.1 en B.2 bedoeld in artikel R.145. Dit is facultatief voor de waterwinningen van categorie B.3 bedoeld in hetzelfde artikel.

Gebied II.B wordt door de Minister vastgesteld, op eigen initiatief dan wel op voorstel van de exploitant.

§ 2. Gebied II.B is vervat tussen gebied II.A en de grenzen van het stroomgebied van de betrokken oppervlaktewaterwinning. De grenzen van dit gebied worden voor elke categorie van waterwinning bepaald door een stroomgebiedsonderzoek ter beoordeling van de risico's op een eventuele vervuiling van de waterwinning rekening houdend met de menselijke activiteiten, de grondinneming en de hydrografische context.

§ 3. In afwijking van paragraaf 2 kan de afbakening van gebied II.B samenvallen met natuurlijke of kunstmatige topografische bakens of grenzen zoals verkeerswegen, waterlopen, rooilijnen of administratieve grenzen zoals kadastrale afdelingen.

Art. R.149. Er kan een toezichtsgebied worden bepaald voor elke waterwinning bedoeld in artikel R.145, § 2. Dit wordt door de Minister vastgesteld, op eigen initiatief of op voorstel van de exploitant. De grenzen van het toezichtsgebied worden bepaald op grond van een onderzoek ter afbakening van het bevoorradingsgebied van de oppervlaktewaterwinning.

Afdeling 3. — Grondwaterwinningen, waterwinnings-, voorkomings- en toezichtsgebieden

Art. R.150. § 1. Er wordt om ieder bouwwerk voor grondwaterwinningen een waterwinningsgebied aangelegd.

Het waterwinningsgebied wordt door een lijn afgebakend, gelegen op een afstand van tien meter van de buitengrenzen van de oppervlakte-installaties die strikt nodig zijn voor de waterwinning. Dit aldus opgerichte gebied wordt zone I genoemd.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 worden, wat de proefpompingen, de tijdelijke pompingen en de waterwinningen gelegen in een actieve steengroeve betreft, de grenzen van het waterwinningsgebied in de milieuvergunning nader bepaald.

Art. R.151. Er wordt een voorkomingsgebied in de vrije waterlaag bepaald voor iedere tot drinkwater verwerkbare waterwinning ten behoeve van de publieke distributie of de verpakking van mineraalwater of frisdrank, bier, cider, fruitwijn of andere gegiste dranken.

Er kan een voorkomingsgebied bepaald worden voor iedere in lid 1 bedoelde waterwinning in het spanningswater. In dat geval kan de aanvraag tot afbakening van het voorkomingsgebied uitgaan van de exploitant of door de Minister worden opgelegd.

Art. R.152. § 1. In de vrije waterlaag wordt het voorkomingsgebied van een waterwinning opgesplitst in twee subgebieden:

- 1° het nabijgelegen voorkomingsgebied of gebied II.a;
- 2° het afgelegen voorkomingsgebied of gebied II.b.

Gebied II.a is gelegen tussen de omtrek van gebied I en een lijn gelegen op een afstand van het bouwwerk voor de waterwinning die overeenstemt met een grondwatertraject van vierentwintig uur tot aan het bouwwerk in verzadigde bodem.

Bij onvoldoende gegevens om de afbakening van gebied II.a volgens het beginsel uit lid 2 mogelijk te maken, wordt dat gebied afgebakend door een lijn gelegen op een horizontale afstand van vijftig meter vanaf de oppervlakte-installaties voor putten, bronnen en opbrengsten, en door twee lijnen gelegen op vijftig meter aan beide kanten van de oppervlakteprojectie van de lengteas bij galerijen en drainages.

Gebied II.b is gelegen tussen de buitenomtrek van gebied II.a en een lijn gelegen op een afstand van het bouwwerk voor de waterwinning die overeenstemt met een grondwatertraject van vijftig dagen tot aan het bouwwerk in verzadigde bodem.

Bij onvoldoende gegevens om de afbakening van gebied II.b volgens het principe uit lid 4 mogelijk te maken, bedraagt de afstand van de omtrek van dat gebied tot de buitenomtrek van gebied II.a:

- 1° honderd meter voor waterhoudende zandformaties;
- 2° honderdvijftig meter voor waterhoudende grintformaties;
- 3° duizend meter voor de waterhoudende gespleten of karstformaties.

Gebied II.b overschrijdt evenwel niet de buitenomtrek van het bevoorradingsgebied.

Wanneer het grondwater dat het bouwwerk voor de waterwinning bevoorraadt afvloeit volgens preferentiële assen, strekt gebied II.b zich langs deze assen uit, over een maximumafstand van duizend meter en over een breedte die minstens gelijk is aan de breedte van gebied II.a.

Deze afstanden kunnen worden herzien als een latere gegevensverrijking de vastlegging mogelijk maakt van gebied II.b in functie van de watertrajecttijden of de grenzen van het bevoorradingsgebied.

§ 2. Bij spanningswater is het voorkomingsgebied, bij een bestaand vervuiliingsrisico, het gebied waarin de watertrajecttijd lager is dan vijftig dagen in verzadigde bodem. Dit gebied heeft de kenmerken van een afgelegen voorkomingsgebied.

§ 3. Voor de waterwinningen ten behoeve van de publieke distributie waarvan de verdeler er binnen een termijn van vijf jaar denkt van af te zien en voor de waterwinningen met een productievolume lager dan 36.500 m³/jaar, berust de afbakening van de voorkomingsgebieden, voor zover er geen enkel kwaliteitsprobleem van antropische oorsprong wordt waargenomen, op de forfaitaire afstanden van paragraaf 1, aangepast aan de hydrogeologische context. Als er een kwaliteitsprobleem wordt waargenomen, kan de afbakening van het voorkomingsgebied worden aangevuld na een aanvullend onderzoek.

Iedere exploitant deelt jaarlijks aan de administratie, als bijlage bij de resultaten van de analyses die hij krachtens de artikelen R.230, § 1, 2°, voor de grondwaterwinningen en artikel R.230, § 1, 3°, voor de oppervlaktewaterwinningen meedeelt, de lijst van winningen mee waarvan hij denkt af te zien.

Art. R.153. In afwijking van de artikelen R.150 et R.152 kan de afbakening van de waterwinnings- en voorkomingsgebieden samenvallen met natuurlijke of kunstmatige topografische bakens of grenzen zoals verkeerswegen, waterlopen, omheiningen, rooilijnen of administratieve grenzen zoals kadastrale afdelingen.

Art. R.154. Er kan een toezichtsgebied worden bepaald voor elke waterwinning bedoeld in artikel R.151. Dit wordt door de Minister vastgesteld, op eigen initiatief of op voorstel van de exploitant of de "SPGE". De grenzen van het toezichtsgebied worden bepaald op grond van een onderzoek ter afbakening van het bevoorradingsgebied van de grondwaterwinning.

Afdeling 4. — Waterwinningen die zich buiten het grondgebied van het Waalse Gewest bevinden

Art. R.155. De exploitant van een, buiten het grondgebied van het Waalse Gewest gelegen, waterwinning ten behoeve van de publieke distributie of de verpakking van mineraal water of frisdrank, bier, cider, fruitwijn of andere gegiste dranken kan bij de Minister een afbakening van een voorkomingsgebied aanvragen.

De daarmee verband houdende beschermingsmaatregelen zoals die welke beoogd zijn in de artikelen R.164 tot R.172 en de financiering ervan worden in onderlinge overeenstemming tusse partijen van het internationaal akkoord of het samenwerkingsakkoord tussen gewesten vastgesteld.

Afdeling 5. — Procedure voor de afbakening van voorkomings- en toezichtsgebieden

Onderafdeling 1. — Voorlopige voorkomingsgebieden

Art. R.156. Vooraleer de ontwerp-afbakening van een voorkomingsgebied vast te leggen, delen de houders van waterwinningen bedoeld in de artikelen R.145, § 2, en R.151 waarvoor de afbakening van een voorkomingsgebied verplicht is, de coördinaten van elke waterwinning en het tracé van de nabij- en afgelegen voorkomingsgebieden overeenkomstig de artikelen R.147, R.148, R.152 en R.153 aan de Minister mee.

De Minister neemt voorlopig het tracé van de voorkomingsgebieden bedoeld in lid 1 aan. De beschermingsmaatregelen bedoeld in de artikelen R.164 tot R.172 zijn van toepassing te rekenen van de bekendmaking van het ministerieel besluit in het *Belgisch Staatsblad*, uitgezonderd de bestaande bouwwerken, gebouwen en installaties.

Onderafdeling 2. — Voorkomingsgebied en toezichtsgebied

Art. R.157. § 1. Vooraleer de aanvraag tot milieuvergunning of de aangifte voor de waterwinning in te dienen, stelt de exploitant, voor de gebieden bedoeld in artikel R.147, R.148, § 1, lid 1, en R.151 of op eigen initiatief of op verzoek van de Minister voor de gebieden bedoeld in artikel R.148, § 1, lid 2, R.149 en R.154, de ontwerp-afbakening van een voorkomings- of toezichtsgebied vast. Het dossier omvat volgende documenten:

1° een uiteenzettend dossier of uiteenzettende nota waarin het voorstel tot afbakening verantwoord wordt en ieder onderzoek waarop de ontwerp-afbakening gebaseerd is;

2° een plattegrond, opgemaakt op maximumschaal 1/10.000° met opgave van de bouwwerken voor de waterwinning en de grenzen van de overwogen waterwinnings-, voorkomings- of toezichtsgebieden;

3° een uittreksel van een topografisch-geologische kaart met opgave van de ligging en de grenzen van de voorkomingsgebieden of van het overwogen toezichtsgebied en de grenzen van het stroomgebied van de waterwinning;

4° een uittreksel van het kadastraal plan met opgave van de percelen gelegen in de overwogen waterwinnings-, voorkomings- of toezichtsgebieden;

5° een actieprogramma met een inschatting van de acties die de exploitant moet voeren om het voorkomingsgebied te beschermen, evenals een evaluatie van de schadeloosstelling voor de directe en materiële schade uit de verplichting, voor derden, om hun bouwwerken, gebouwen of installaties, bestaand op datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van het voorkomings- of toezichtsgebied, in overeenstemming te brengen met de bepalingen van de artikelen R.165 tot R.167;

6° een specifiek toezichtsprogramma voor het bevoorradingsgebied voor de waterwinning als het dossier een oppervlaktewaterwinning betreft voor tot drinkwater verwerkbaar water;

7° een milieueffectenverslag, in de vorm van een verslag waarvan de structuur bepaald wordt krachtens paragraaf 2 of, in voorkomend geval, wanneer de afbakeningsaanvraag voor een voorkomings- of toezichtsgebied het gebruik van kleine, plaatselijke gebieden bepaalt of geringe wijzigingen voor vooraf omschreven gebieden inhoudt en de exploitant acht dat dit geen niet te verwaarlozen effecten zou kunnen hebben op het leefmilieu, een aanvraag tot vrijstelling van milieueffectenbeoordeling.

Betreffende lid 1, 5°, bevat het actieprogramma een omschrijving van de aard van de acties, een kostenraming en een kalender voor de uitvoering ervan. Het actieprogramma wordt vooraf goedgekeurd door de "SPGE" wanneer de exploitant aan haar gebonden is door een dienstcontract voor de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water.

Betreffende lid 1, 7°, wordt de vrijstellingsaanvraag verantwoord ten opzichte van de criteria die de vermoedelijke globale omvangbepaling van de effecten bedoeld in artikel D.54 van Boek I van het Milieuwetboek mogelijk maken.

§ 2. De structuur van het milieueffectenverslag dat de inhoud bedoeld in artikel D.56, § 3, van Boek I van het Milieuwetboek bevat, wordt door de Minister vastgesteld.

§ 3. In afwijking van paragraaf 1 kan de verdeler of de leverancier die met de exploitant van de tot drinkwater verwerkbare waterwinning een leveringscontract heeft gesloten, waarbij het water hem in bulk wordt geleverd, in plaats van en met instemming van de exploitant, het dossier inzake de afbakening van het voorkomings- en toezichtsgebied indienen.

Art. R.158. Het dossier wordt op een papieren informatiedrager ofwel bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst ofwel bij indiening van het dossier tegen bewijs van ontvangst aan de administratie gericht door de personen bedoeld in artikel R.157, §§ 1 en 3, met toevoeging van één exemplaar op een papieren informatiedrager per gemeente betrokken bij het ontwerp.

Het wordt eveneens op een elektronische informatiedrager met mogelijkheid tot bericht van ontvangst aan de administratie en aan de "SPGE" overgemaakt.

De administratie spreekt zich over de volledigheid van het dossier uit binnen de twintig dagen na ontvangst van de aanvraag en geeft, binnen deze termijn, kennis van haar beslissing aan de exploitant, aan de verdeler of de leverancier in het geval bedoeld in artikel R.157, § 3.

Als de administratie het dossier onvolledig verklaart, wordt de exploitant, of de verdeler of de leverancier in het geval bedoeld in artikel R.157, § 3, verzocht het dossier dienovereenkomstig verder aan te vullen en het opnieuw voor te leggen binnen de zes maanden te rekenen van de ontvangst van dit beantwoorde verzoek om vervollediging.

Bij gebreke van beslissing van de administratie binnen de termijn bedoeld in lid 1 wordt het dossier ontvankelijk geacht en wordt de procedure voortgezet.

Art. R.159. Als de administratie het dossier volledig verklaart of in het geval bedoeld in artikel R.158, lid 4, legt ze het dossier, binnen de negentig dagen nadat de verklaring over de volledigheid ervan is verstuurd of na afloop van de termijn bedoeld in artikel R.158, lid 2, samen met haar advies en een voorstel tot beslissing, ter goedkeuring aan de Minister voor en licht ze de exploitant in over de datum waarop diens dossier aan de Minister is voorgelegd.

Indien het dossier niet binnen die termijn door de administratie bij de Minister is ingediend, legt de exploitant, of de verdeler of de leverancier in het geval bedoeld in artikel R.157, § 3, het dossier binnen de dertig dagen ter goedkeuring aan de Minister voor, in evenveel exemplaren als vermeld in artikel R.158, § 1.

Art. R.160. Wanneer de aanvraag een aanvraag bevat tot vrijstelling van de milieueffectenbeoordeling bedoeld in artikel R.157, § 1, 7°, raadpleegt de Minister de Beleidsgroep Leefmilieu, de betrokken gemeenten en de personen en instanties die hij daartoe nuttig acht. De adviezen worden binnen de dertig dagen na het verzoek aan de Minister overgemaakt. Na die termijn worden de adviezen geacht gunstig te zijn. Binnen de dertig dagen nadat de raadplegingen zijn afgerond, beslist de Minister over de aanvraag tot vrijstelling. De beslissing van de Minister en de redenen om welke hij beslist heeft de ontwerp-afbakening van het voorkomings- of toezichtsgebied vrij te stellen van een milieueffectenbeoordeling worden in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. R.161. § 1. De Minister keurt de ontwerp-afbakening van het voorkomings- of toezichtsgebied en het milieueffectenverslag of, in voorkomend geval, bij vrijstelling van milieueffectenbeoordeling, het ontwerp-actieprogramma goed en maakt ze, samen met de bijlagen over aan het gemeentecollege van de gemeenten waarvan het grondgebied voornoemde gebieden geheel of ten dele dekt.

Binnen de vijftien dagen na ontvangst van het dossier houden de gemeente een openbaar onderzoek overeenkomstig de bepalingen van Titel III van Deel III van Boek I van het Milieuwetboek.

§ 2. Het ontwerp-ministerieel besluit tot afbakening van het voorkomings- en toezichtsgebied, de bijlagen ervan en het milieueffectenverslag worden ter advies voorgelegd aan de Beleidsgroep Leefmilieu, aan de betrokken gemeenten, aan de "SPGE" indien zij met de exploitant verbonden is via een dienstverleningscontract ter bescherming van het drinkwater verwerkbaar water en aan de andere personen en instanties die de Minister nuttig acht te raadplegen.

De adviezen worden binnen de zestig dagen na het verzoek overgemaakt. Zo niet worden ze geacht gunstig te zijn.

§ 3. Het dossier met de bemerkingen uit het openbaar onderzoek en, in voorkomend geval, de adviezen van de geraadpleegde personen en instanties worden aan de exploitant overgemaakt, of aan de verdeler of de leverancier in het geval bedoeld in artikel R.157, § 3.

Binnen de zestig dagen na ontvangst van die documenten deelt de exploitant, of de verdeler of de leverancier in het geval bedoeld in artikel R.157, § 3, zijn advies aan de Minister mee, evenals de samenvatting van de bemerkingen die uit het openbaar onderzoek naar voren zijn gekomen.

Wanneer het ontwerp van voorkomings- of toezichtsgebied aan een milieueffectenbeoordeling wordt onderworpen, deelt de exploitant, of de verdeler of de leverancier in het geval bedoeld in artikel R.157, § 3, eveneens een samenvatting mee van de adviezen van de geraadpleegde personen en instanties en legt een milieuverklaring voor die de wijze samenvat waarop milieuoverwegingen in het ontwerp-gebied worden opgenomen en waarop het milieueffectenverslag en de adviezen van de geraadpleegde instanties in overweging zijn genomen, evenals de redenen voor de keuze van het ontwerp-gebied, rekening houdend met de andere overwogen redelijke oplossingen.

Art. R.162. § 1. De Minister legt het voorkomings- of toezichtsgebied, het actieprogramma en in voorkomend geval het milieueffectenverslag vast, en reglementeert de activiteiten in dat gebied. De Minister neemt eveneens de milieuverklaring bedoeld in artikel R.161, § 3, lid 3, vast.

De Minister stelt de inwerkingtreding van de voorkomingsmaatregelen bedoeld in de artikelen R.164 tot R.172 voor de bestaande bouwwerken, gebouwen en installaties in het besluit bedoeld in lid 1 vast. Uitgezonderd de situaties van dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door een dreigend risico, kunnen de termijnen, vastgesteld door de Minister en tegenstelbaar tegenover derden, korter zijn dan de referentietermijnen bedoeld in bijlage LVquater.

Als nieuwe inrichtingen worden beschouwd, de uitbreidingen van inrichtingen die bestaan op de datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied wanneer zij een verhoging inhouden van de bestaande installatiecapaciteit met meer dan vijftientwintig procent op de datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied.

§ 2. Het ministerieel afbakeningsbesluit en de milieuverklaring als de afbakening van het gebied aan een milieueffectenbeoordeling is onderworpen en de opvolgingsmaatregelen worden bekendgemaakt overeenkomstig de bepalingen van Titel III van Deel III van Boek I van het Milieuwetboek.

Daarvan wordt aan betrokkenen kennis gegeven, overeenkomstig de bepalingen van Titel III van Deel III van Boek I van het Milieuwetboek, evenals aan de Buitendirectie van de Waalse Overheidsdienst Ruimte, Wonen, Erfgoed en Energie.

Als de beslissing betrekking heeft op de afbakening van een voorkomingsgebied, wordt daar eveneens kennis van gegeven aan de "SPGE" wanneer ze gebonden is aan de exploitant, via een dienstverleningscontract ter bescherming van het tot drinkwater verwerkbaar water.

De exploitant, of de verdeler of leverancier in het geval bedoeld in artikel R.157, § 3, licht de personen in betrokken bij normeringswerken.

Art. R.163. Voor de waterwinningen ten behoeve van de publieke distributie waarvan de verdeler denkt af te zien binnen de vijf jaar, bakent de Minister de voorkomings- en toezichtsgebieden af op grond van de in artikel R.156 bedoelde gegevens die de exploitant mededeelt.

In deze gebieden zijn de maatregelen bedoeld in de artikelen R.164 tot en met R.172 niet van toepassing, uitgezonderd het plaatsen van verkeerstekens voor voorkomingsgebieden zoals bedoeld in artikel R.170, § 3, en omschreven in bijlage LVI.

Indien er een risico bestaat op aantasting van de kwaliteit van de waterwinning binnen de vijf jaar voorafgaand aan de buitenbedrijfstelling, kan de Minister dringende maatregelen nemen die aangepast aan het gebleken risico en die van dezelfde aard zijn als de maatregelen bedoeld in artikel R.170.

Als de exploitant niet meer af wil zien van de betrokken waterwinning, wordt de afbakening van voorkomingsgebieden overeenkomstig de artikelen R.157 en R.158 uitgevoerd, voor de indiening van de aanvraag voor een milieuvergunning of de verklaring krachtens het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Afdeling 6 — Beschermingsmaatregelen

Onderafdeling 1 — Algemene bepalingen

Art. R.164. § 1. De beschermingsmaatregelen bedoeld in deze afdeling zijn niet van toepassing op de door de Minister aangewezen gebieden, onverminderd de nadere inwerkingtredingregels van het ministerieel besluit tot afbakening van het voorkomings- en afbakeningsgebied, vastgesteld voor de bestaande bouwwerken, gebouwen en installaties.

Op eigen initiatief of op vraag van de exploitant kan de Minister voor elk aangewezen gebied beschermingsmaatregelen opleggen die de maatregelen bedoeld in deze afdeling aanvullen, of nog alternatieve maatregelen.

In dat geval is het verwachte resultaat voor de bescherming van mens of leefmilieu minstens gelijk aan het resultaat dat zou zijn verkregen door de toepassing van de maatregelen bedoeld in deze afdeling.

Voor de maatregelen bedoeld in paragraaf 1, lid 2, van dit artikel bevat de door de exploitant ingediende aanvraag die vooraf door de "SPGE" is goedgekeurd, een voorstel voor overwogen aanvullende maatregelen en de verantwoording ervan. De Minister beslist binnen de zestig dagen over de ontvangst van de aanvraag. Bij gebreke van beslissing van de Minister binnen deze termijn worden de aangevraagde beschermingsmaatregelen van kracht.

§ 2. Onverminderd paragraaf 1 kan de Minister geval per geval een vrijstelling verlenen van de verplichting tot de inachtneming van sommige beschermingsmaatregelen, bedoeld in deze afdeling, wanneer minstens aan één der volgende voorwaarden is voldaan:

1° wanneer het risico op aantasting van het grond- of oppervlaktewater wegens een dergelijke vrijstelling verwaarloosbaar is, net als het milieuvoordeel dat verwacht zou worden van de uitvoering van de beschermingsmaatregelen bedoeld in deze afdeling;

2° wanneer de technische of financiële gevolgen van deze opgelegde maatregelen niet in verhouding staan tot het verwachte milieuvoordeel;

3° wanneer andere maatregelen een gelijkwaardig beschermingsniveau voorzien ten opzichte van het voorradige oppervlaktewater of het ondergrondse waterlichaam.

Onderafdeling 2 — Beschermingsmaatregelen voor de winningen van tot drinkwater verwerkbaar oppervlaktewater

Art. R.165. § 1. In gebied II.A zijn de specifieke voorschriften of de verbodsbepalingen omschreven in volgende paragrafen van toepassing voor elk type activiteiten of de daarin nadere bepaalde installaties.

§ 2. De activiteiten in verband met afvalbeheer, bedoeld in deze paragraaf, voldoen aan volgende voorwaarden:

1° de technische ingravingscentra, bedoeld bij het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, zijn verboden;

2° de opslagplaatsen en installaties voor het samenbrengen, verwijderen of positief benutten van afvalstoffen zijn verboden dan wel toegelaten tegen volgende voorwaarden:

a) de vestiging van nieuwe opslagplaatsen of nieuwe installaties voor het samenbrengen, verwijderen of positief benutten van afvalstoffen bedoeld bij het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen zijn verboden;

b) de opslagplaatsen en de installaties voor het samenbrengen, verwijderen of positief benutten van afvalstoffen bedoeld bij het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen die bestonden op de datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied worden uitgerust met een inzamelsysteem waarbij gegarandeerd wordt dat lozingen van vloeistoffen naar de oppervlaktewateren onbestaande zijn.

Deze paragraaf is niet van toepassing op de herinvoering, in hetzelfde meer, van uitbaggerde sedimenten.

§ 3. Ingegraven of bovengrondse opslagplaatsen voldoen aan volgende voorschriften:

1° bovengrondse of ingegraven opslagplaatsen van koolwaterstoffen van minstens honderd tot drie duizend liter voldoen aan de vereisten van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende integrale voorwaarden voor de opslag van brandbare vloeistoffen in vaste houders, met uitzondering van installaties voor bulkopslag van olieproducten en gevaarlijke stoffen alsook de opslag in benzinestations, hierna "besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003" genoemd, en aan de maatregelen genomen krachtens het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering;

2° bovengrondse of ingegraven opslagplaatsen van meer dan drie duizend liter koolwaterstoffen voldoen aan de vereisten van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003;

3° de opslagplaatsen van meer dan honderd liter vloeibare producten die stoffen bevatten, opgenomen in bijlage VII bij het decreetgevend deel, voldoen aan de vereisten van de geldende wetgeving inzake opslaginstallaties.

Ter aanvulling van deze maatregelen zijn de koolwaterstoffen opgeslagen in waterdichte recipiënten, geplaatst op niet-waterdoorlatende oppervlakten uitgerust met een vergaarsysteem waarmee gegarandeerd kan worden dat er in het geval van lekken geen vloeistoffen geloosd worden;

4° de opslagplaatsen voor vaste producten die stoffen bevatten opgenomen in bijlage VII van het decreetgevend deel worden onder een dak geplaatst, op niet-waterdoorlatende oppervlakten uitgerust met een vergaarsysteem waarmee gegarandeerd kan worden dat er in het geval van lekken geen vloeistoffen geloosd worden die de kwaliteit van de oppervlaktewateren aantasten;

5° de opslagplaatsen voor pesticiden zijn verboden, behalve de bestaande bovengrondse opslagplaatsen wanneer de opgeslagen hoeveelheid pesticiden lager is dan vijf ton en de exploitatievoorwaarden omschreven overeenkomstig het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning in acht genomen zijn;

6° de opslagplaats op, in of buiten de productiesite, van organische stoffen die vloeistoflozingen veroorzaken, zodanig gereguleerd is dat:

a) ze buiten de productiesite verboden zijn;

b) de bestaande opslagplaatsen op de productiesite op datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van een nabijgelegen voorkomingsgebied geplaatst worden in tanks of recipiënten die waterdicht zijn of geïnstalleerd zijn op niet-waterdoorlatende oppervlakten zo uitgerust om te garanderen dat er in het geval van lekken geen vloeistoffen geloosd worden;

c) de opslagplaatsen voor dierlijke meststoffen op de hoeve die bestonden op de datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van een nabijgelegen voorkomingsgebied op dergelijke wijze geconfigureerd zijn dat de voorwaarden vastgesteld in hoofdstuk IV van deze titel in acht genomen worden;

d) de opslagplaatsen van ingekuilde producten die vloeistoflozingen zouden kunnen veroorzaken, die bestonden op datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van een nabijgelegen voorkomingsgebied, zijn vervat in tanks of recipiënten die waterdicht zijn of geïnstalleerd zijn op niet-waterdoorlatende oppervlakten zo uitgerust om te garanderen dat er in het geval van lekken geen vloeistoffen geloosd worden.

Ter aanvulling van de onder 1° tot 6° bedoelde maatregelen zijn de koolwaterstoffen opgeslagen in waterdichte recipiënten, geplaatst op niet-waterdoorlatende oppervlakten uitgerust met een vergaarsysteem waarmee gegarandeerd kan worden dat er in het geval van lekken geen vloeistoffen geloosd worden. De opslagplaatsen bedoeld in lid 1, 1°, die bestonden voor inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied worden, op het einde van de levenscyclus van de tank of wanneer het risico op vervuiling dreigend is, aan de normen aangepast op kosten van de eigenaar.

Voor de opslagplaatsen bedoeld in lid 1, 1° en 2°, zijn volgende maatregelen eveneens verplicht:

1° de verharde stapeloppervlakten, de inkuipingen, de opvangkuipen of waterdichte putten worden vrij gelaten;

2° het onttrekken en peilen gebeuren langs de bovenkant van de tank. Het onttrekken via de zwaartekracht wordt zelfs met een sluitingssysteem op de leiding, is verboden;

3° op de tank wordt een plaat aangebracht, dat wijst op het voorkomingsgebied en de telefoonnummers van de exploitant van de waterwinning, van de gemeente en van SOS Environnement Nature vermeldt.

Betreffende lid 4, 1°, worden de opslagplaatsen beschermd tegen regenwater en infiltraties. Systemen met een waterafvoersysteem aan de onderkant zijn verboden.

De in lid 1, 3°, bedoelde bovengrondse of ingegraven afgedankte tanks voor koolwaterstoffen, bedoeld in lid 1, 1° en 2°, of voor producten die stoffen bevatten bedoeld in bijlage VII bij het decreetgevend deel worden geleidigd, gereinigd, in voorkomend geval ontgast en afgevoerd. Het leidingstelsel wordt geleidigd en gedemonteerd.

Indien het onmogelijk is een ingegraven tank als bedoeld in lid 1, 1° en 2°, af te voeren in redelijke technische en financiële voorwaarden, is het mogelijk hem ter plaatse te laten nadat hij gevuld is met een inerte stof. Indien het een ingegraven tank betreft, wordt er vooraf een waterdichtheidstest uitgevoerd door een technicus, erkend overeenkomstig artikel 634ter/4 van titel III van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming. Als uit deze test blijkt dat de tank niet waterdicht is, wordt overeenkomstig de geldende bepalingen een saneringsprocedure uitgevoerd.

De tanks voor koolwaterstoffen bedoeld in lid 1, 1° en 2°, of voor producten die stoffen bevatten als bedoeld in bijlage VII bij het decreetgevend deel en bedoeld in lid 1, 3°, die bestonden op de datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied worden, binnen de twee jaar voor de ingegraven tanks en binnen de vier jaar voor bovengrondse tanks, volgend op de aanwijzing van het voorkomingsgebied, minstens via visuele controle samen met een diagnose voor de overige levensduur, aan een waterdichtheidstest onderworpen door een erkend technicus.

Als de tests wijzen op een waterdichtheidsdefect, op een kortere levensduur dan vier jaar of een dreigend vervuilingrisico, wordt de recipiënt onmiddellijk aan zijn bestemming onttrokken en de nieuwe opslag voor koolwaterstoffen bedoeld in lid 1, 1° en 2°, voldoet aan de daarin gestelde voorwaarden en aan de aanvullende voorwaarden bedoeld in lid 6.

De waterdichtheidstests voor de bovengrondse en ingegraven tanks worden, bij ontstentenis van een geldend waterdichtheidscertificaat, worden uitgevoerd overeenkomstig de wetgeving betreffende de opslaginstallaties waarvan de vereisten opgenomen zijn in het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003. Wanneer geen enkele wetgeving van toepassing is, worden de waterdichtheidstests uitgevoerd door de exploitant van de waterwinning of de "SPGE" wanneer de exploitant van de waterwinning een dienstverleningscontract voor de bescherming gesloten heeft met de "SPGE".

§ 4. De opslaginstallaties voor producten waarvan de natuurlijke afbraak vervuilingrisico's vertoont voor de oppervlaktewateren zijn verboden.

In afwijking van lid 1 worden organische stoffen die op datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van een nabijgelegen voorkomingsgebied vloeistoflozingen zouden kunnen veroorzaken, in kuipen of recipiënten opgeslagen die waterdicht zijn of geïnstalleerd zijn op niet-waterdoorlatende oppervlakten zo uitgerust om te garanderen dat er geen lozingen van vloeistoffen zouden kunnen voorvallen die de kwaliteit van de oppervlaktewateren aantasten.

§ 5. De manipulatie van koolwaterstoffen of producten die stoffen bevatten als bedoeld in bijlage VII bij het decreetgevend deel, met inbegrip van meststoffen en pesticiden, en de verrichtingen voor het onderhoud en de bevoorrading van motortuigen worden verricht op waterdichte oppervlakten voorzien van een systeem voor de recuperatie van vloeistoffen die garanderen dat er geen enkele lozing van vloeistoffen naar de oppervlaktewateren gebeurt.

§ 6. Leidingen voor het vervoer van koolwaterstoffen, producten of stoffen die substanties bevatten als bedoeld in bijlage VII van het decreetgevend deel zijn waterdicht. Het risico dat een accidentele breuk optreedt wordt herleid tot verwaarloosbare waarden.

§ 7. De delen van wegen die bestonden op de datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied, dit gebied doorkruisen en een verontreinigingsrisico vertonen voor de oppervlaktewateren worden zo ingericht dat dit risico voorkomen of zo goed mogelijk ingeperkt wordt.

De nieuwe wegdelen die het gebied doorkruisen, evenals de delen van wegen die bestonden op de datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied waar een renovatie aan de gang is worden uitgerust met inzamelsystemen die de voorkoming garanderen van ieder risico op vervuiling van oppervlaktewateren door (vloeistof)stoffen die accidenteel geloosd zouden worden.

De wegdelen die een risico vertonen op vervuiling van de oppervlaktewateren die schade zou kunnen toebrengen aan de kwaliteit van de winning van tot drinkwater verwerkbaar water door het vallen van een motortuig in de oppervlaktewateren worden uitgerust met vangrails of een gelijksoortig systeem.

§ 8. Het spreiden van meststoffen wordt enkel toegelaten voor zover de natuurkundige stikstofbehoeften van de planten worden gedekte, met inperking van verliezen van voedingsdeeltjes.

Als de Minister evenwel vaststelt dat de waterwinning een in procenten uitgedrukt gehalte van meer dan vijftig mg aan NO₃-/l bevat, neemt hij de passende maatregelen voor een wijziging van sommige landbouw-, huishoudkundige en andere praktijken die de insijpeling van nitraten in oppervlaktewateren inperkt. Die maatregelen blijven van kracht totdat het gehalte opnieuw onder de grens van vijftig mg NO₃-/l gaat en minstens vijf jaar onder dat niveau blijft. Hij kan met name de spreidingen beperken van dierlijke mest, van producten waarvan de spreiding toegelaten is voor landbouwdoeleinden en stikstofhoudende meststoffen tegen de maximumdosissen voor kwetsbare gebieden als bedoeld in hoofdstuk IV van deze titel.

De bepalingen van lid 1 zijn onmiddellijk van toepassing op datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van de voorkomingsgebieden.

Als de beslissing geen bijzondere bepaling bevat, zijn de maatregelen waarvan sprake in leden 2 en 3 van toepassing binnen een termijn van één jaar volgend op de kennisgeving van de beslissing van de Minister.

§ 9. De Minister beveelt de uitvoering van een onderzoekscontrole met het oog op de bepaling van de overschrijding van de concentratie van actieve stoffen in de pesticiden evenals van hun metaboliëten, afbraak- en reactieproducten en op het opsporen van de oorsprong, als deze concentratie in een jaargemiddelde in de ontvangende wateren dertig percent overschrijdt, ofwel:

1° de kwaliteitsnormen van de oppervlaktewateren bedoeld in artikel R.104 voor wat betreft de waarde, vastgesteld per individuele stof;

2° van de kwaliteitsnormen van de grondwateren bedoeld in artikel R.104 wat betreft de waarde vastgelegd voor het totaal van deze stoffen;

3° van de drempelwaarden van de oppervlaktewateren bedoeld in artikel R.104.

Als deze overschrijding toe te schrijven is aan praktijken die niet met de bestaande wetgeving overeenstemmen, neemt de Minister de maatregelen om deze te laten naleven. In het geval waarin de overschrijding niet toe te schrijven is aan een niet-naleving van enige wettelijke norm, kan de Minister, in overleg met de betrokken sectoren, passende aanmoedigende en begeleidende maatregelen voorstellen om sommige landbouw-, huishoudelijke en andere praktijken te wijzigen om de introductie van pesticiden in de oppervlaktewateren te beperken tot dat de gehalten zich opnieuw onder de dertig percent van de kwaliteitsnormen of drempelwaarden van de oppervlaktewateren bedoeld in artikel R.104 bevinden en minstens gedurende vijf jaar op dat niveau blijven. De voorgestelde maatregelen zijn proportioneel en houden rekening met het resultaat van een evaluatie van hun sociaal-economische impact op de betrokken sectoren.

Als de Minister geen bijzondere bepaling neemt, zijn de maatregelen waarvan hierboven sprake van toepassing binnen een termijn van één jaar volgend op de kennisgeving van de beslissing van de Minister.

De Minister neemt, na de onderzoekscontrole, en in overleg met de betrokken sectoren, versterkte maatregelen als de concentratie aan actieve stoffen van pesticiden en hun metabolieten, afbraak- en reactieproducten in jaargemiddelde in de ontvangende wateren vijfenzeventig percent overschrijdt van:

1° de kwaliteitsnormen van de oppervlaktewateren bedoeld in artikel R.104 wat betreft de waarde vastgelegd per individuele stof;

2° van de kwaliteitsnormen van de oppervlaktewateren bedoeld in artikel R.104 wat betreft de waarde vastgelegd voor het totaal van deze stoffen;

3° van de drempelwaarden van de oppervlaktewateren bedoeld in artikel R.104.

De maatregelen bedoeld in lid 4 houden rekening met de dwingende landbouwfactoren en kunnen gaan tot en met het verbod op de toepassing van de betrokken pesticiden om te voorkomen dat deze in de oppervlaktewateren terechtkomen totdat de gehalten zich opnieuw onder de vijfenzeventig percent van de kwaliteitsnormen en drempelwaarden van de oppervlaktewateren bedoeld in artikel R.104 bevinden en sinds minstens vijf jaar op dat niveau blijven.

Als de Minister geen bijzondere bepaling neemt, zijn de maatregelen waarvan hierboven sprake van toepassing binnen een termijn van één jaar volgend op de kennisgeving van de beslissing van de Minister.

De waterproducent verwittigt de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of diens vertegenwoordiger als de concentratie aan actieve stoffen van de pesticiden, evenals in hun metabolieten, afbraak- en reactieproducten in de ontvangende wateren geval per geval honderd percent overschrijden van ofwel:

1° de kwaliteitsnormen van de oppervlaktewateren bedoeld in artikel R.104 wat betreft de waarde vastgelegd per individuele stof;

2° de kwaliteitsnormen van de oppervlaktewateren bedoeld in artikel R.104 wat betreft de waarde vastgelegd voor het totaal van deze stoffen;

3° de drempelwaarden van de oppervlaktewateren bedoeld in artikel R.104.

De directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of diens vertegenwoordiger licht onverwijld ieder organisme in.

§ 10. Iedere spreiding van pesticiden of minerale of organische meststoffen op een afstand van minder dan zes meter van iedere waterloop gelegen in het nabijgelegen voorkomingsgebied is verboden. Een buffergebied, bedekt met een permanente beplantingsstrook, zes meter breed te rekenen van de oeverrug, wordt langs de gehele waterloop aangelegd, in het nabijgelegen voorkomingsgebied. De afwijking voorzien in artikel 2, 7°, van het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 betreffende een pesticidengebruik dat verenigbaar is met de duurzame ontwikkeling en tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt en het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 oktober 1987 betreffende het opmaken van een verslag over de toestand van het Waalse leefmilieu blijft verder van toepassing.

§ 11. Voor iedere waterwinning van categorie B.3, bedoeld in artikel R.145, § 2, wordt een meetstation met waarschuwingssein opgericht.

De exploitant plaatst, binnen een termijn van twaalf maanden te rekenen van de datum van kennisgeving van het ministerieel besluit, een meetstation met waarschuwingssein, stroomopwaarts gelegen ten opzichte van de waterwinning, op zodanige afstand van deze laatste dat het mogelijk is de representatieve kwaliteitsparameters van de risico's te berekenen en de nodige reactietijd te geven om op te treden in het geval van kwaliteitsschommelingen.

§ 12. Lozingen van niet-gezuiverd afvalwater zijn verboden.

§ 13. Afvalwater van huishoudens of industrieën, met inbegrip van afvalwater van zuiveringsstations, kunnen onderworpen worden aan bijzondere maatregelen in het geval van gebleken vervuilingrisico van de waterwinning. De Minister kan iedere nuttige maatregel nemen om dat risico te beperken, onverminderd het saneringsstelsel voor residuair stedelijk afvalwater.

§ 14. Lozingen van bestaande onweersbekkens in een nabijgelegen voorkomingsgebied kunnen onderworpen worden aan bijzondere maatregelen die de Minister kan nemen.

§ 15. Het is verboden, in nabijgelegen voorkomingsgebieden nieuwe onweersbekkens aan te leggen.

§ 16. Systemen voor afvoer van afvloeidend hemel- en dakwater naar oppervlaktewateren in nabijgelegen voorkomingsgebied kunnen onderworpen worden aan bijzondere maatregelen die de Minister kan nemen.

§ 17. Omheinde terreinen voor dieren, stallen en kennels inbegrepen, worden op dusdanige wijze uitgerust dat iedere lozing van vloeistoffen naar oppervlaktewateren onbestaande is.

§ 18. Plaatsen waar dieren permanent geconcentreerd zijn zoals drinkbakken, troggen, voederplaatsen, melkplaatsen, gelegen buiten de gebouwen van het bedrijf en die een risico op vervuiling van de oppervlaktewateren vertonen waardoor de kwaliteit van de winning van tot drinkwater verwerkbaar water aangetast kan worden, zijn verboden. In voorkomend geval worden ze verwijderd en verplaatst naar buiten het nabijgelegen voorkomingsgebied.

§ 19. Wat betreft het uitvoeren van werven, werkzaamheden en bouwwerken worden volgende maatregelen nageleefd:

1° de werftuigen vertonen geen lekken van koolwaterstoffen, zijn in goede staat, worden regelmatig nagekeken en in geval van probleem onmiddellijk uit de voorkomingsgebieden verwijderd om hersteld te worden;

2° de onderhouds- of bevoorradingsverichtingen van motortuigen worden dusdanig uitgevoerd dat geen vloeistof accidenteel verspreid wordt en naar de oppervlaktewateren afvloeit;

3° enkel de producten nodig voor de uitvoering van de werf mogen zich ter plaatse bevinden;

4° de producten die risico's vertonen voor de kwaliteit van de oppervlaktewateren zoals brandstoffen of smeeroles worden ofwel opgeslagen in tanks, geplaatst in waterdichte kuipen die minstens dezelfde capaciteit als de totale capaciteit van de tanks die in deze kuipen opgeslagen zijn, ofwel opgeslagen in vaten of recipiënten opgesteld op een waterdichte oppervlakte die dusdanig is uitgerust dat elke lozing van vloeistoffen bij lekkages onbestaande is;

5° in geval van incident worden onmiddellijk maatregelen genomen om het verder uitdijen van de verontreiniging en een besmetting van het oppervlaktewater te voorkomen.

Betreffende lid 1, 5°, zijn de nodige hoeveelheden anti-vervuilingskits, met onder ander materiaal voor de adsorptie van koolwaterstoffen, en zeilen beschikbaar. De aannemer licht de bevoegde dienst van de Administratie en "SOS Environnement-Nature" in.

§ 20. Nieuwe transformatoren worden op een sokkel uit gewapend beton opgesteld, die tegelijk een

De transformatoren die bestaan op het ogenblik van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied worden met een systeem uitgerust waarmee lekkende vloeistoffen gerecupereerd kunnen worden en het uitblijven van lozingen die de kwaliteit van de oppervlaktewateren aantasten, gegarandeerd kan worden.

§ 21. Het is verboden, vee toegang te laten krijgen tot waterlopen gelegen in II.A-gebied. Langs de weilandpercelen die de waterloop volgen worden omheiningen geplaatst.

§ 22. Het gebied wordt dusdanig met verkeerstekens uitgerust dat borden, overeenstemmend met de modellen opgenomen in bijlage LVII, op alle hoofdverkeerswegen op punten worden geplaatst waar het nabijgelegen voorkomingsgebied betreden wordt.

§ 23. Er kunnen in het ministerieel besluit ter afbakening van het (de) voorkomingsgebied(en) aanvullende maatregelen voor de bescherming van het waterwinningsgebied nader worden bepaald.

Art. R.166. § 1. In gebied II.B zijn de specifieke voorschriften omschreven in de paragrafen 2 tot 18 op ieder type nader omschreven activiteiten of installaties.

§ 2. De afvalbeheersactiviteiten voldoen aan volgende voorwaarden:

1° de technische ingravingscentra, bedoeld bij het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, zijn verboden;

2° de vestiging van nieuwe technische ingravingscentra van klasse 3 is verboden;

3° de opslagplaatsen en de installaties voor het samenbrengen, verwijderen of positief benutten van afvalstoffen bedoeld bij het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen worden uitgerust met een inzamelsysteem waarbij gegarandeerd wordt dat lozingen van vloeistoffen naar de oppervlaktewateren onbestaande zijn.

Afwijkend van lid 1, 1°, worden toegelaten, op voorwaarde dat ze reeds bestonden op het ogenblik van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied, de installaties bedoeld bij volgende rubrieken van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten en verscheidene besluiten van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale en integrale voorwaarden:

1° de centra van klasse 3 bedoeld bij rubriek 90.25.03;

2° de centra van klasse 4.A bedoeld bij rubriek 90.25.04.01;

3° de centra van klasse 5.3 bedoeld bij rubriek 90.25.05.03.

Afwijkend van lid 1, 2°, worden nieuwe technische ingravingscentra van klasse 3, opgenomen in het plan voor technische ingravingscentra, aangenomen door de Waalse Regering op 1 april 1999, toegelaten in de voorwaarden vastgesteld krachtens het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

§ 3. De hierna vernoemde opslagplaatsen voldoen aan volgende voorwaarden:

1° de bovengrondse of ingegraven opslagplaatsen voor koolwaterstoffen van honderd tot minder dan drie duizend liter voldoen aan de vereisten van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 en aan de bepalingen genomen krachtens het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering;

2° bovengrondse of ingegraven opslagplaatsen van meer dan drie duizend liter koolwaterstoffen voldoen aan de vereisten van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003;

3° de opslagplaatsen van meer dan honderd liter vloeibare producten die stoffen bevatten, opgenomen in bijlage VII bij het decreetgevend deel, voldoen aan de vereisten van de geldende wetgeving inzake opslaginstallaties;

4° de opslagplaatsen voor vaste producten die stoffen bevatten opgenomen in bijlage VII van het decreetgevend deel worden onder een dak geplaatst, op niet-waterdoorlatende oppervlakten uitgerust met een vergaarsysteem waarmee gegarandeerd kan worden dat er in het geval van lekken geen vloeistoffen geloosd worden die de kwaliteit van de oppervlaktewateren aantasten;

5° de opslagplaatsen van organische stoffen die lozingen van vloeistoffen zouden kunnen veroorzaken worden dusdanig ingericht dat het rechtstreeks en onrechtstreeks afvloeien ervan naar oppervlaktewateren voorkomen wordt.

Ter aanvulling van de onder lid 1, 1° tot 6°, bedoelde maatregelen zijn de stoffen vervat in waterdichte recipiënten, geplaatst op niet-waterdoorlatende oppervlakten uitgerust met een vergaarsysteem waarmee gegarandeerd kan worden dat er in het geval van lekken geen vloeistoffen geloosd worden.

De in lid 1, 3°, bedoelde bovengrondse of ingegraven afgedankte tanks voor koolwaterstoffen, bedoeld in lid 1, 1° en 2°, of voor producten die stoffen bevatten bedoeld in bijlage VII bij het decreetgevend deel worden geleidigd, gereinigd, in voorkomend geval ontgast en afgevoerd. Het leidingstelsel wordt geleidigd en gedemonteerd.

Indien het onmogelijk is een ingegraven tank af te voeren in redelijke technische en financiële voorwaarden, is het mogelijk hem ter plaatse te laten nadat hij gevuld is met een inerte stof. Indien het een ingegraven tank betreft, wordt er vooraf een waterdichtheidstest uitgevoerd door een technicus, erkend overeenkomstig artikel 634ter/4 van titel III van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming. Als uit deze test blijkt dat de tank niet waterdicht is, wordt overeenkomstig de geldende bepalingen een saneringsprocedure uitgevoerd.

De tanks voor koolwaterstoffen bedoeld in lid 1, 1° en 2°, of voor producten die stoffen bevatten als bedoeld in bijlage VII bij het decreetgevend deel en bedoeld in lid 1, 3°, die bestonden op de datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied, en waarvan de ligging een risico vertoont op vervuiling van de oppervlaktewaterwinning worden binnen de twee jaar voor de ingegraven tanks en binnen de vier jaar voor bovengrondse tanks, volgend op de aanwijzing van het voorkomingsgebied, minstens via visuele controle samen met een diagnose voor de overige levensduur, aan een waterdichtheidstest onderworpen door een erkend technicus.

Als de tests wijzen op een waterdichtheidsdefect, op een kortere levensduur dan vier jaar of een dreigend vervuiliingsrisico, wordt de recipiënt onmiddellijk aan zijn bestemming onttrokken en de nieuwe opslag voor koolwaterstoffen bedoeld in lid 1, 1° en 2°, voldoet aan de daarin gestelde voorwaarden en aan de aanvullende voorwaarden bedoeld in lid 4.

De waterdichtheidstests voor de bovengrondse en ingegraven tanks worden, bij ontstentenis van een geldend waterdichtheidscertificaat, uitgevoerd overeenkomstig de wetgeving betreffende de opslaginstallaties waarvan de vereisten opgenomen zijn in het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003. Wanneer geen enkele wetgeving van toepassing is, worden de waterdichtheidstests uitgevoerd door de exploitant van de waterwinning of de "SPGE" wanneer de exploitant van de waterwinning een dienstverleningscontract voor de bescherming gesloten heeft met de "SPGE".

Op de productiesite ervan worden de stoffen bedoeld in lid 1, 5°, opgeslagen in waterdichte of op niet-waterdoorlatende oppervlaktes opgestelde kuipen of recipiënten, dusdanig uitgerust dat iedere lozing van vloeistoffen die de kwaliteit van de oppervlaktewateren kan aantasten, onbestaande is.

De opslagplaatsen, bedoeld in lid 1, 5°, die dierlijke mest bevatten worden zo geconcipieerd dat de voorwaarden vastgesteld in hoofdstuk IV van deze titel in acht genomen worden.

De opslagplaatsen bedoeld in lid 1, 5°, die ingekuilde producten met een permanent karakter bevatten die lozingen van vloeistoffen zouden kunnen veroorzaken, worden opgeslagen in waterdichte of op niet-waterdoorlatende oppervlaktes opgestelde kuipen of recipiënten, dusdanig uitgerust dat iedere lozing van vloeistoffen die de kwaliteit van de oppervlaktewateren kan aantasten, onbestaande is.

§ 4. De manipulatie van koolwaterstoffen of producten die stoffen bevatten als bedoeld in bijlage VII bij het decreetgevend deel, met inbegrip van meststoffen en pesticiden, en de verrichtingen voor het onderhoud en de bevoorrading van motortuigen worden verricht op waterdichte oppervlakten voorzien van een systeem voor de recuperatie van vloeistoffen die garanderen dat er geen enkele lozing van vloeistoffen naar de oppervlaktewateren gebeurt.

§ 5. Leidingen voor het vervoer van koolwaterstoffen, producten of stoffen die substanties bevatten als bedoeld in bijlage VII van het decreetgevend deel zijn waterdicht. Het risico dat een accidentele breuk optreedt wordt herleid tot verwaarloosbare waarden.

§ 6. Wat betreft de spreiding van meststoffen, zijn de bepalingen bedoeld in artikel R.165, § 8, van toepassing.

§ 7. Wat betreft de spreiding van pesticiden, zijn de bepalingen bedoeld in artikel R.165, § 9, van toepassing.

§ 8. Iedere spreiding van pesticiden of minerale of organische meststoffen op een afstand van minder dan zes meter van iedere waterloop gelegen in het nabijgelegen voorkomingsgebied is verboden. Een buffergebied, bedekt met een permanente beplantingsstrook, zes meter breed te rekenen van de oeverrug, wordt langs de gehele waterloop aangelegd, in het afgelegen voorkomingsgebied. De afwijking voorzien in artikel 2, 7°, van het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 betreffende een pesticidengebruik dat verenigbaar is met de duurzame ontwikkeling en tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt en het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 oktober 1987 betreffende het opmaken van een verslag over de toestand van het Waalse leefmilieu blijft verder van toepassing.

§ 9. Wat betreft de transformatoren, zijn de bepalingen van artikel R.165, § 20, van toepassing.

§ 10. Lozingen van niet-gezuiverd afvalwater zijn verboden.

§ 11. Afvalwater van huishoudens of industrieën, met inbegrip van afvalwater van zuiveringsstations, kunnen onderworpen worden aan bijzondere maatregelen in het geval van gebleken vervuiliingsrisico van de waterwinning. De Minister kan iedere nuttige maatregel nemen om dat risico te beperken, onverminderd het saneringsstelsel voor residuair stedelijk afvalwater.

§ 12. Lozingen van bestaande onweersbekkens in een afgelegen voorkomingsgebied, en nieuwe onweersbekkens, kunnen onderworpen worden aan bijzondere maatregelen die de Minister kan nemen.

§ 13. Wat betreft de overdekte omheinde terreinen voor dieren, zijn de bepalingen van artikel R.165, § 17, van toepassing.

§ 14. Wat betreft de uitvoering van werven, werkzaamheden en bouwwerken, zijn de bepalingen van artikel R.165, § 19, van toepassing.

§ 15. Het plaatsen van verkeerstekens voor het gebied wordt uitgevoerd overeenkomstig artikel R.165, § 22.

§ 16. De delen van wegen die bestonden op de datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied, dit gebied doorkruisen en een verontreinigingsrisico vertonen voor de oppervlaktewateren die de kwaliteit van de waterwinning kunnen aantasten, worden zo ingericht dat dit risico voorkomen of zo goed mogelijk ingeperkt wordt.

De nieuwe wegdelen die het gebied doorkruisen, evenals de delen van wegen die bestonden op de datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied waar een renovatie aan de gang is worden uitgerust met inzamelsystemen die de voorkoming garanderen van ieder risico op vervuiling van oppervlaktewateren, die de kwaliteit van de waterwinning kunnen aantasten, door (vloei)stoffen die accidenteel geloosd zouden worden.

De wegdelen die een risico vertonen op vervuiling van de oppervlaktewateren die schade zou kunnen toebrengen aan de kwaliteit van de winning van tot drinkwater verwerkbaar water door het vallen van een motortuig in de oppervlaktewateren worden uitgerust met vangrails of een gelijksoortig systeem.

§ 17. Het is verboden, vee toegang te laten krijgen tot waterlopen gelegen in II.B-gebied. Langs de weilandpercelen die de waterloop volgen worden omheiningen geplaatst.

§ 18. Er kunnen in het ministerieel besluit ter afbakening van het (de) voorkomingsgebied(en) aanvullende maatregelen voor de bescherming van het waterwinningsgebied nader worden bepaald.

Art. R.167. Wanneer de restrictieve maatregelen, genomen overeenkomstig artikel R.165, §§ 8 tot 10, en R.166, §§ 6 tot 8, in ieder voorkomingsgebied, gelegen binnen in het toezichtsgebied ontoereikend blijken, kan de Minister op eigen initiatief of op vraag van de exploitant, gelijkaardige bepalingen vaststellen in het geheel of in een deel van het toezichtsgebied. Hij kan met name de spreidingen beperken van dierlijke mest, van producten waarvan de spreiding toegelaten is voor landbouwdoeleinden en stikstofhoudende meststoffen tegen de maximumdosissen voor kwetsbare gebieden als bedoeld in hoofdstuk IV van deze titel.

De Minister kan eveneens, volgens dezelfde criteria, gelijkaardige maatregelen vaststellen in toezichtsgebieden die niet gepaard gaan met een waterwinning.

De nitraatgehaltes worden dan ter hoogte van een controlepunt beoordeeld, dat representatief is voor de oppervlaktewateren.

Onderafdeling 3. — Beschermingsmaatregelen voor ondergrondse waterwinningen

Art. R.168. § 1. De bepalingen van dit artikel zijn enkel van toepassing in af- en nabijgelegen voorkomingsgebied.

§ 2. Bezinkputten zijn verboden, eveneens als ze uitsluitend regenwater afvoeren.

§ 3. Het spreiden van meststoffen is enkel toegelaten om de fysiologische stikstofbehoeften van de planten te dekken, met beperking van de verliezen aan nutriënten.

Wanneer de waterwinning evenwel een gemiddeld jaarlijks gehalte van meer dan vijfendertig mg NO₃-/l vertoont, of meer dan twintig NO₃-/l met een stijgende tendens, neemt de Minister op eigen initiatief of op aanvraag van de exploitant de treffende maatregelen tot wijziging van sommige landbouw-, huishoudelijke of andere praktijken om de introductie van nitraten in het grondwater te beperken.

De maatregelen, beslist door de Minister of standaard aangenomen krachtens paragraaf 3, lid 1, blijven van toepassing totdat het gehalte zich opnieuw onder de twintig mg NO₃-/l bevindt en minstens vijf jaar op dat niveau behouden blijft. De Minister kan met name de spreiding beperken van dierlijke mest, van producten die gespreid kunnen worden voor landbouwdoeleinden en van stikstofhoudende meststoffen tegen de in kwetsbaar gebied toegelaten maximumdosissen bepaald in hoofdstuk IV van deze titel.

Overigens kan de Minister volgens dezelfde procedure maatregelen nemen onder de drempels vastgesteld in lid 2, wanneer de betrokken waterwinningen natuurlijk mineraal water uitbaten met een laag nitraatgehalte waarvoor een aangepaste bescherming vereist is om dit gehalte stabiel te houden.

De bepalingen van lid 1 zijn onmiddellijk van toepassing bij de datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van de voorkomingsgebieden.

Bij gebreke van bijzondere nadere bepaling zijn de in leden 2, 3 en 4 bedoelde maatregelen van toepassing binnen een termijn van één jaar, volgend op de datum van kennisgeving van de beslissing van de Minister.

De administratie beveelt op eigen initiatief of op vraag van de exploitant een onderzoekscontrole waarbij beoogd wordt de overschrijding nader te bepalen en er de oorsprong van te kennen als de administratie of de exploitant vaststelt dat de concentratie van actieve stoffen in de pesticiden, evenals hun metabolieten, afbraak- en reactieproducten, stijgt of als jaargemiddelde in de ontvangende wateren dertig percent overstijgt, ofwel:

1° van de kwaliteitsnormen van de grondwateren bedoeld in artikel R.43ter-3, 1°, wat betreft de waarde vastgelegd per individuele stof;

2° van de kwaliteitsnormen van de grondwateren bedoeld in artikel R.43ter-3, 1°, wat betreft de waarde vastgelegd voor het totaal van de stoffen;

3° van de drempelwaarden van de grondwateren bedoeld in artikel R.43ter-3, 2°.

Als die overschrijding te wijten is aan praktijken die niet voldoen aan één of meer bestaande wetgevingen, neemt de Minister de maatregelen tot naleving ervan. Als de overschrijding niet te wijten is aan de niet-naleving van een wettelijke verplichting, kan de Minister, in overleg met de betrokken sectoren, gepaste begeleidings- en aansporingsmaatregelen voorstellen ter wijziging van sommige landbouw-, huishoudelijke en andere praktijken om de verspreiding van bestrijdingsmiddelen in de grondwateren te beperken totdat de gehalten gedaald zijn onder 30 % van de kwaliteitsnormen of drempelwaarden van de grondwateren bedoeld in artikel R.43ter-3 en sinds minstens vijf jaar op dat niveau gehandhaafd worden. De voorgestelde maatregelen zijn evenredig en integreren het resultaat van een beoordeling van hun sociaal-economische effecten op de betrokken sectoren.

Bij gebrek aan bijzondere nadere bepaling zijn de in lid 8 bedoelde maatregelen van toepassing binnen een termijn van één jaar, volgend op de datum van kennisgeving van de beslissing van de Minister.

De Minister neemt na het controleonderzoek en in overleg met de betrokken sectoren versterkte maatregelen als de concentratie aan actieve stoffen in de pesticiden, evenals in hun metabolieten, afbraak- en reactieproducten, als jaargemiddelde in de ontvangende wateren vijfenzeventig percent overstijgt, ofwel:

1° van de kwaliteitsnormen van de grondwateren bedoeld in artikel R.43ter-3, 1°, wat betreft de waarde vastgelegd per individuele stof;

2° van de kwaliteitsnormen van de grondwateren bedoeld in artikel R.43ter-3, 1°, wat betreft de waarde vastgelegd voor het totaal van de stoffen;

3° van de drempelwaarden van de grondwateren bedoeld in artikel R.43ter-3, 2°.

In de maatregelen bedoeld in lid 10 wordt rekening gehouden met de agronomische eisen gaande van het verbod van toepassing op de betrokken pesticiden ten einde de verspreiding van bestrijdingsmiddelen in de grondwateren te voorkomen totdat de gehalten opnieuw gedaald zijn onder 75 % van de kwaliteitsnormen en drempelwaarden van de grondwateren bedoeld in artikel R.43ter-3, en sinds minstens vijf jaar op dat niveau gehandhaafd worden.

Bij gebrek aan bijzondere nadere bepaling zijn de in lid 11 bedoelde maatregelen van toepassing binnen een termijn van één jaar, volgend op de datum van kennisgeving van de beslissing van de Minister.

De waterproducent meldt de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of diens vertegenwoordiger als de concentratie aan actieve stoffen in de pesticiden, evenals in hun metabolieten, afbraak- en reactieproducten, geval per geval in de ontvangende wateren honderd percent overstijgt, ofwel:

1° van de kwaliteitsnormen van de grondwateren bedoeld in artikel R.43ter-3, 1°, wat betreft de waarde vastgelegd per individuele stof;

2° van de kwaliteitsnormen van de grondwateren bedoeld in artikel R.43ter-3, 1°, wat betreft de waarde vastgelegd voor het totaal van de stoffen;

3° van de drempelwaarden van de grondwateren bedoeld in artikel R.43ter-3, 2°.

De directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, of diens vertegenwoordiger licht onverwijld iedere betrokken instelling in en waarschuwt de waterproducenten van de aangrenzende gebieden van het gebied waar het incident plaats heeft gevonden om hun waakzaamheid te verhogen inzake de problematische parameter(s).

Opslagen van honderd tot minder dan drie duizend liter koolwaterstoffen voldoen aan de vereisten van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003, en van de bepalinge genomen krachtens het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering.

Opslagen die voor de inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied bestonden, worden op kosten van de eigenaar in overeenstemming gebracht aan het einde van de levensduur van de tank of indien het vervuiliingsrisico dreigende is.

In afwijking van lid 16 wordt de opslag die bestaat in de voorkomingsgebieden betreffende een waterwinning die voor menselijke consumptie bestemd is in de vorm van verpakt bron- of natuurlijk mineraal water, in overeenstemming gebracht binnen de in bijlage LV*quater* bedoelde termijnen.

Opslagen van meer dan drie duizend liter koolwaterstoffen of meer dan honderd liter vloeibare producten die stoffen bevatten bedoeld in bijlage VII bij het decreetgevend deel voldoen aan de vereisten van de geldende wetgeving inzake deze opslaginstallaties.

Ter aanvulling van die bepalingen zijn volgende maatregelen eveneens verplicht:

1° vloeibare meststoffen en pesticiden worden opgeslagen in waterdichte recipiënten, opgesteld op niet-waterdoorlatende oppervlakten, uitgerust met een inzamelsysteem dat het uitblijven van elke lozing van vloeistoffen bij lekken onbestaande is;

2° vergaarvlakken, inkuipingen, retentiebakken en waterdichte putten worden vrij gelaten, worden beschermd tegen binnendringend regen- of insijpelend water en de systemen voor waterafvoer via de onderkant zijn verboden;

3° de afvoer en het peilen gebeurt via de bovenkant van de tank; het onttrekken door zwaartekracht, met een sluitingssysteem op de leiding, is verboden;

4° er wordt op de tank een plaatje aangebracht waarin gewezen wordt op het voorkomingsgebied en waarop de telefoonnummers worden opgegeven van de exploitant van de waterwinning, van de gemeente en van SOS ENVIRONNEMENT-NATURE.

Vaste producten die stoffen bevatten van bijlage VII bij het decreetgevende deel worden onder een dak opgeslagen, op niet-waterdoorlatende oppervlakten uitgerust met een inzamelsysteem waarmee het uitblijven van lozingen van vloeistoffen gegarandeerd wordt.

De leidingen voor het vervoer van koolwaterstoffen, producten of stoffen die substanties bevatten vallend onder bijlage VII bij het decreetgevend deel zijn waterdicht. Het risico op een accidentele breuk wordt tot verwaarloosbare waarden herleid.

De hantering van koolwaterstoffen of producten die stoffen bevatten van bijlage VII bij het decreetgevend gedeelte, met inbegrip van meststoffen en pesticiden, evenals de onderhouds- en bevoorradingsverrichtingen van motortuigen worden op waterdichte oppervlakten uitgevoerd, met een systeem voor de recuperatie van de vloeistoffen.

De overdekte omheinde terreinen voor dieren, met inbegrip van stallen en kennels, zijn waterdicht op de bodem en dusdanig uitgerust dat de lozingen van vloeistoffen onbestaande zijn.

De opslag en de installaties voor de verzameling, de verwijdering of de valorisatie van afval bedoeld in het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, worden:

1° gevestigd op plaatsen waar de bodem waterdicht is gemaakt;

2° uitgerust met een inzamelsysteem dat het uitblijven van iedere lozing van vloeistoffen garandeert.

Wanneer putten, boringen, uitgravingen of funderingswerken die dieper dan drie meter onder de bodemoppervlakte reiken het voorwerp uitmaken van een aanvraag tot stedenbouwkundige of globale vergunning, ter advies voorgelegd aan de Waalse Overheidsdienst Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie, wordt door laatstgenoemde het advies ingewonnen van de exploitant van de waterwinning en van de administratie bij de behandeling van de aanvraag. In nabijgelegen voorkomingsgebied met waterwinningen voor mineraal, thermaal en koolzuurhoudend water, is deze formaliteit vereist wanneer bovenvernoemde werken dieper reiken dan twee meter.

Wat betreft de uitvoering van werven, werkzaamheden en bouwwerken, worden volgende bepalingen in acht genomen:

1° de werftuigen vertonen geen lekken van koolwaterstoffen, zijn in goede staat, worden regelmatig nagekeken en in geval van probleem onmiddellijk uit de voorkomingsgebieden verwijderd om hersteld te worden;

2° de onderhouds- of bevoorradingsverrichtingen van motortuigen worden dusdanig uitgevoerd dat geen vloeistof accidenteel verspreid wordt en in de bodem insijpelt;

3° enkel de producten nodig voor de uitvoering van de werf mogen zich ter plaatse bevinden;

4° de producten die risico's vertonen voor de kwaliteit van de grondwaterlaag zoals brandstoffen of smeerolies worden ofwel opgeslagen in tanks, geplaatst in waterdichte kuipen die minstens dezelfde capaciteit hebben als de totale capaciteit van de tanks die in deze kuipen opgeslagen zijn, ofwel opgeslagen in vaten of recipiënten opgesteld op een waterdichte oppervlakte die dusdanig is uitgerust dat elke lozing van vloeistoffen bij lekkages uitblijft;

5° bij incidenten worden onmiddellijk maatregelen genomen om te voorkomen dat de verontreiniging verder uitdijt en de gecontamineerde grond af te voeren.

Betreffende lid 26, 5°, zijn de nodige hoeveelheden anti-vervuilingskits, met onder ander materiaal voor de adsorptie van koolwaterstoffen, en zeilen beschikbaar. De aannemer licht de bevoegde dienst van de Administratie en "SOS Environnement-Nature" in.

§ 4. De bepalingen voor aanpassing aan de normen zijn de volgende:

1° de opslag van vloeibare koolwaterstoffen of vloeibare producten die stoffen bevatten van bijlage VII bij het decreetgevende deel, die bestonden op datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied wordt genormeerd naar de bepalingen van dit artikel;

2° bovengrondse of ingegraven afgedankte tanks voor koolwaterstoffen of producten die stoffen bevatten van bijlage VII bij het decreetgevende gedeelte worden geleidigd, gereinigd, in voorkomend geval ontgast en afgevoerd. Het leidingstelsel wordt geleidigd en gedemonteerd;

3° bij een gebleken verontreinigingsrisico van de waterwinning en op de betrokken plaatsen kan de Minister, op eigen initiatief of op vraag van de exploitant, iedere nuttige maatregel nemen om dat risico te beperken, daaronder inbegrepen opleggen dat, ondanks de bepalingen van de artikelen R.279, § 2, en R.282, het afvalwater van de woningen die reeds bestonden op datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied waarvoor het autonome en overgangssaneringsstelsel geldt, individueel of gegroepeerd gezuiverd wordt via een individueel zuiveringssysteem omschreven in artikel R.233, 24°.

Betreffende lid 1, 2°, is het, indien het onmogelijk is een ingegraven tank af te voeren in redelijke technische en financiële voorwaarden, mogelijk hem ter plaatse te laten nadat hij gevuld is met een inerte stof. Indien het een ingegraven tank betreft, wordt er vooraf een waterdichtheidstest uitgevoerd door een technicus, erkend overeenkomstig artikel 634^{ter}/4 van titel III van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming. Als uit deze test blijkt dat de tank niet waterdicht is, wordt overeenkomstig de geldende bepalingen een saneringsprocedure uitgevoerd.

§ 5. Voor de nieuwe werken, bouwwerken en installaties gelden de bepalingen van dit artikel bij de inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied.

§ 6. In het geval waarin de waterwinning vallend onder het voorkomingsgebied niet bestemd is voor menselijke consumptie in de vorm van verpakt bron- of natuurlijk mineraal water:

1° de ingegraven tanks voor koolwaterstoffen die reeds bestonden op datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied, die niet beantwoorden aan de normen vervat in de bepalingen van paragrafen 3, lid 15, en 4, lid 1, 1°, worden, binnen de twee jaar volgend op de aanwijzing van het voorkomingsgebied, op hun waterdichtheid getest door een erkend technicus overeenkomstig artikel 634^{ter}/4 van titel III van het algemeen reglement op de arbeidsbescherming, samen met een diagnose over de overige nuttige levensduur;

2° de bovengrondse tanks voor koolwaterstoffen of producten die stoffen bevatten van bijlage VII van het decreetgevende gedeelte, die reeds bestonden op de datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied, worden, binnen de vier jaar volgend op de aanwijzing van het voorkomingsgebied, minstens via een visuele controle, op hun waterdichtheid getest, samen met een diagnose inzake de overige levensduur;

3° als de tests wijzen op een waterdichtheidsdefect, op een kortere levensduur dan vier jaar of een dreigend vervuilingrisico, wordt de recipiënt onmiddellijk aan zijn bestemming onttrokken en de nieuwe opslag voor koolwaterstoffen voldoet aan de in paragraaf 3, lid 15, gestelde ;

4° de waterdichtheidstests voor de bovengrondse en ingegraven tanks worden, bij ontstentenis van een geldend waterdichtheidscertificaat, uitgevoerd overeenkomstig de vereisten van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003.

Betreffende lid 1, 4°, zorgt de exploitant van de exploitant, wanneer geen enkele wetgeving van toepassing is, voor de waterdichtheidstest.

Art. R.169. § 1. De bepalingen van dit artikel zijn enkel van toepassing op het nabijgelegen voorkomingsgebied.

§ 2. Verboden zijn:

1° de technische ingravingscentra, bedoeld bij het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

2° de nieuw ingegraven opslagsystemen voor koolwaterstoffen en de opslag van producten die stoffen bevatten van bijlage VII van het decreetgevende gedeelte, meststoffen inbegrepen;

3° de opslagplaatsen voor pesticiden, behalve de bestaande bovengrondse opslagplaatsen wanneer de opgeslagen hoeveelheid pesticiden lager is dan twee ton en de exploitatievoorwaarden omschreven overeenkomstig het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning in acht genomen zijn;

4° het ondergronds spreiden van huishoudelijke afvalwater, zelfs na zuivering;

5° de opslag op, in of buiten de productiesite, van organische stoffen die vloeistoflozingen veroorzaken;

6° plaatsen waar dieren permanent geconcentreerd zijn zoals drinkbakken, troggen, voederplaatsen, melkplaatsen, gelegen buiten de gebouwen van het bedrijf;

7° de opslaginstallaties voor producten waarvan de natuurlijke afbraak vervuilingrisico's vertoont voor voor het grondwater;

8° niet-waterdichte onweerbekkens;

9° kampeerterreinen;

10° de vestiging van nieuwe bovengrondse opslagplaatsen van meer dan honderd liter koolwaterstoffen of producten die stoffen bevatten van bijlage VII van het decreetgevend gedeelte, meststoffen inbegrepen, behalve:

a) als ze bestaande ingegraven of bovengrondse opslagplaatsen van dezelfde capaciteit en met dezelfde producten vervangen;

b) de nieuwe bovengrondse tanks voor een huishoudelijk gebruik van vloeibare koolwaterstoffen, oliën of smeermiddelen of producten die stoffen bevatten van bijlage VII van het decreetgevende gedeelte;

11° de aanleg van nieuwe parkeerplaatsen voor meer dan twintig motorvoertuigen;

12° de aanleg van nieuwe overdekte omheinde terreinen voor dieren, en met name stallen en kennels;

13° de vestiging van nieuwe opslagruimten voor organische stoffen die lozingen van vloeistoffen zouden kunnen veroorzaken, waaronder zoals dierlijke meststoffen zoals mest, gier of aalt en ingekulde producten;

14° de vestiging van nieuwe opslagplaatsen of nieuwe installaties voor het samenbrengen, verwijderen of positief benutten van afvalstoffen bedoeld bij het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

15° de aanleg van nieuwe sport- en recreatiegronden, met uitzondering van die waarvoor het onderhoud zonder producten kan gebeuren, die de kwaliteit van het grondwater zouden kunnen aantasten;

16° de aanleg van nieuwe begraafplaatsen of iedere uitbreiding van begraafplaatsen die reeds bestonden op datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van de voorkomingsgebieden, ongeacht de afmetingen van laatstgenoemden;

17° motorsportactiviteiten voor auto's voortbewogen door middel van interne verbrandingsmotoren, met inbegrip van de prototypes en de voertuigen voor uitsluitend recreatief gebruik, ook wanneer deze activiteiten zich volledig afspelen op de openbare weg;

18° de motorsportactiviteiten voor voertuigen voortbewogen door middel van andere interne verbrandingsmotoren dan die bedoeld onder 17°, met inbegrip van de prototypes, de voertuigen met louter een recreatief gebruik en de sneeuwmotoren, wanneer deze activiteiten zich volledig afspelen op de openbare weg.

Betreffende lid 1, 6°, worden de bestaande plaatsen met een permanente concentratie op de datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied die een risico vertonen op verontreiniging van het grondwater, aan hun bestemming onttrokken en verplaatst naar buiten het nabijgelegen voorkomingsgebied.

De bepaling bedoeld in lid 1, 7°, is niet van toepassing op de gereguleerde opslagruimten, bedoeld in paragraaf 4.

De bepaling, bedoeld in lid 1, 13°, is niet van toepassing op de wijziging van een bestaande installatie met het oog op de aanpassing ervan aan de capaciteitsnormen bedoeld in artikel R.460.

Onverminderd artikel R.164 kan de Minister geval per geval de activiteiten machtigen, bedoeld in lid 1, 17°, wanneer laatstgenoemden zich uitsluitend afspelen op de openbare weg en voor zover volgende voorwaarden vervuld zijn:

1° er bestaat geen redelijk alternatief voor het parcours doorheen het nabijgelegen voorkomingsgebied, gebruikt in het kader van de motorsportactiviteiten;

2° er worden specifieke beschermingsmaatregelen in het gebied genomen om de bescherming van de grondwaterlaag te verzekeren;

3° de waterwinning vallend onder het voorkomingsgebied is niet bestemd voor menselijke consumptie in de vorm van verpakt bron- of natuurlijk mineraal water.

De Minister bepaalt de voorwaarden bedoeld in lid 5 nader, evenals de bepalingen voor de indieningen van de vrijstellingsaanvragen.

De lijst van de nabijgelegen voorkomingsgebieden, bedoeld in lid 5, 3°, wordt door de administratie bekendgemaakt op de Portalsite Leefmilieu van het Waalse Gewest.

§ 3. De delen van wegen die bestonden op de datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied, dit gebied doorkruisen en een verontreinigingsrisico vertonen voor het grondwater worden zo ingericht dat dit risico voorkomen of zo goed mogelijk ingeperkt wordt.

De delen van nieuwe wegen die het gebied dwarsen worden uitgerust met waterdichte inzamelsystemen die alle (vloeistof) kunnen tegenhouden die accidenteel geloosd zouden worden.

Parkeerplaatsen van meer dan vijf motorvoertuigen worden waterdicht gemaakt en uitgerust met een inzamelsysteem van vloeistoffen naar een scheidingssysteem voor koolwaterstoffen.

Overdekte landbouwhangars die reeds bestonden op de datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied worden niet onderworpen aan de verplichting om de bodem waterdicht te maken op voorwaarde dat de verrichtingen inzake onderhoud en bevoorrading van de motorvoertuigen er formeel verboden worden.

Afval- of gezuiverd water kan enkel geloosd of afgevoerd worden via waterdichte rioleringen, afvoerleidingen of goten.

De plaats waar dieren geconcentreerd zijn zoals drinkbakken, troggen, voederplaatsen, mobiele melkplaatsen, mogen niet twee opeenvolgende jaren op dezelfde plaats opgesteld staan. Zij dienen zo ver mogelijk van de waterwinning te worden geplaatst, buiten de punten waar het water meestal in het grondwater binnendringt zoals dolines of karstische zinkgaten, aangewezen en nader bepaald in het ministerieel besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied.

Nieuwe transformatoren worden op een sokkel uit gewapend beton opgesteld, die tegelijk een retentiebak vormen.

De transformatoren die bestaan op het ogenblik van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied worden met een systeem uitgerust waarmee lekkende vloeistoffen gerecupereerd kunnen worden.

§ 4. De bepalingen voor aanpassing aan de normen zijn de volgende:

1° de opslag van organische stoffen die op datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van een nabijgelegen voorkomingsgebied bestaan en vloeistoflozingen zouden kunnen veroorzaken, worden in kuipen of recipiënten opgeslagen die waterdicht zijn of geïnstalleerd zijn op niet-waterdoorlatende oppervlakten zo uitgerust om te garanderen dat er geen lozingen van vloeistoffen zouden kunnen voorvallen ;

2° de opslagplaatsen van ingekuilde producten die vloeistoflozingen zouden kunnen veroorzaken, die bestonden op datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van een nabijgelegen voorkomingsgebied, zijn vervat in tanks of recipiënten die waterdicht zijn of geïnstalleerd zijn op niet-waterdoorlatende oppervlakten zo uitgerust om te garanderen dat er in het geval van lekken geen vloeistoffen geloosd worden.

Betreffende lid 1, 1°, zijn de opslagplaatsen voor dierlijke meststoffen op de hoeve die bestonden op de datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van een nabijgelegen voorkomingsgebied op dergelijke wijze geconfigureerd dat de voorwaarden vastgesteld in hoofdstuk IV van deze titel in acht genomen worden.

§ 5. Voor de nieuwe werken, bouwwerken en installaties zijn de bepalingen van dit artikel bij de inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied onmiddellijk van toepassing.

Art. R.170. § 1. De bepalingen van dit artikel zijn enkel van toepassing op het afgelegen voorkomingsgebied.

§ 2. Verboden zijn:

1° de technische ingravingscentra bedoeld bij het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, uitgezonderd de centra van klasse 3 bedoeld bij rubriek 90.25.03, de centra van klasse 4.A bedoeld bij rubriek 90.25.04.01 en de centra van klasse 5.3 bedoeld bij rubriek 90.25.05.03 van bijlahe I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten die reeds bestonden op de datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied;

2° de aanleg van nieuwe kampeertreinen;

3° de aanleg van nieuwe begraafplaatsen;

4° de aanleg van nieuwe technische ingravingscentra van klasse 3, uitgezonderd de centra opgenomen in het plan voor technische ingravingscentra;

5° motorsportactiviteiten voor auto's voortbewogen door middel van interne verbrandingsmotoren, met inbegrip van de prototypes en de voertuigen voor uitsluitend recreatief gebruik, ook wanneer deze activiteiten zich volledig afspelen op de openbare weg;

6° motorsportactiviteiten voor andere motorvoertuigen voortbewogen met een interne verbrandingsmotor dan die bedoeld onder 5°, met inbegrip van de prototypes, de voertuigen met louter een recreatief gebruik en de sneeuwmotoren, wanneer deze activiteiten zich niet volledig op de openbare weg afspelen.

§ 3. Nieuwe parkeerplaatsen van meer dan twintig motorvoertuigen worden waterdicht gemaakt en uitgerust met een inzamelsysteem van vloeistoffen naar een scheidingsstelsel voor koolwaterstoffen.

De opslag van organische stoffen die vloeistoflozingen zouden kunnen veroorzaken, wordt:

1° op dusdanige wijze opgesteld dat het wegsijpelen van sappen naar de bodem en grondwater voorkomen wordt;

2° altijd gevestigd buiten plaatsen waar het water meestal in het grondwater binnendringt zoals dolines of karstische zinkgaten, aangewezen en nader bepaald in het besluit van voorkomingsgebied;

3° op de productiesite ervan vervat in kuipen of recipiënten, waterdicht of op niet-waterdoorlatende oppervlaktes opgestelde, dusdanig uitgerust dat iedere lozing van vloeistoffen uitblijft.

De opslagplaatsen die dierlijke mest bevatten worden zo geconcepieerd dat de voorwaarden vastgesteld in hoofdstuk IV van deze titel in acht genomen worden.

De opslagplaatsen die ingekuilde producten met een permanent karakter bevatten die lozingen van vloeistoffen zouden kunnen veroorzaken, worden vervat in waterdichte en niet-waterdoorlatende oppervlaktes opgestelde kuipen of recipiënten, dusdanig uitgerust dat iedere lozing van vloeistoffen uitblijft.

Nieuwe transformatoren worden op een sokkel uit gewapend beton opgesteld, die tegelijk een retentiebak vormen.

De transformatoren die reeds bestonden op de datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied worden uitgerust met een beschermingsstelsel tegen overbelastingen waardoor het risico op een scheur in het omhulsel tot verwaarloosbare waarden wordt herleid.

Ingegraven of in een opgevolde put geplaatste tanks zijn dubbelwandig, uitgerust met een permanent systeem voor de controle van de waterdichtheid met visueel en geluidsalarm in geval van verlies van waterdichtheid in één van de wanden.

Wanneer ze zich volledig op de openbare weg afspelen, voor zover ze de geldende wetgeving inzake wegcode niet in acht nemen en voor zover ze zich afspelen in een gebied dat natuurlijk mineraal water en bronwater produceert, leven de motorsportactiviteiten van voertuigen voortbewogen door een interne verbrandingsmotor, met inbegrip van de prototypes en de voertuigen met louter een recreatief gebruik, onverminderd de beschermende bepalingen die de gemeenten kunnen nemen, de volgende voorwaarden na:

1° er is geen enkel alternatief in een straal van duizend meter op het grondgebied van de betrokken gemeente mogelijk die een geringere leefmilieu-impact vertoont en die menselijke veiligheid kan verzekeren, voor het parcours dat in het kader van de activiteiten gebruikt wordt in het afgelegen voorkomingsgebied en hoe dan ook mag het parcours niet tot op minder dan tien meter van een rand van een nabijgelegen voorkomingsgebied naderen;

2° de parkeerplaatsen voor voertuigen gebruikt in het kader van de motorsportactiviteit en de gebieden die een rechtstreeks en onrechtstreeks risico vertonen voor het leefmilieu, gelegen buiten het parcours die in de wedstrijd gebruikt wordt, worden uitgerust met een inzamelsysteem voor vloeistoffen, gedurende de gehele duur van de activiteiten;

3° gedurende de gehele duur van de activiteiten in het afgelegen voorkomingsgebied is een competent interventieteam permanent beschikbaar om door een ongeval gecontamineerde grond af te graven en, in voorkomend geval, de geëlekte vloeistoffen weg te pompen, en eventuele andere maatregelen om ten gevolge van het ongeval de winning te beschermen;

4° gedurende de gehele duur van de activiteiten in het afgelegen voorkomingsgebied blijven een erkend laboratorium en staalafnameteam permanent beschikbaar om na het optreden van de interventieteams iedere vereiste bodem- of wateranalyse te verrichten om te bepalen of een residuele vervuiling aanwezig is;

5° de organisator neemt alle nuttige maatregelen om de leden van de organisatie en de deelnemers van de motorsportactiviteit in te lichten over en te sensibiliseren voor de aard van de voorkomingsgebieden van waterwinningen, voor de maatregelen, te nemen bij ongevallen, en voor de in die gebieden geldende reglementering.

De interventies bedoeld in lid 8, 3°, worden binnen het uur na het ongeval verricht.

De organisator van de activiteiten stelt een dossier samen waarin het bewijs van de naleving van de vastgestelde voorwaarden opgenomen is en waarin de nadere interventieregels bepaald zijn, overeenkomstig deze voorwaarden ter bescherming van het winningsgebied. Dat dossier wordt minstens drie maanden voor het plaatsvinden van de beoogde activiteiten aan de gemeentelijke overheden, betrokken bij de activiteiten, en aan de Minister gericht.

De Minister kan de inhoud van de vastgestelde voorwaarden en de nadere regels voor de uitwerking van het dossier bedoeld in lid 10 nader bepalen.

§ 4. Er worden door de exploitant op de hoofdverkeerswegen bij het binnenkomen en verlaten ervan in het afgelegen voorkomingsgebied verkeersborden geplaatst, overeenkomstig de modellen opgenomen in bijlage LVI waarmee op het bestaan van een voorkomingsgebied gewezen wordt.

Voor de nieuwe werken, bouwwerken en installaties gelden de bepalingen van dit artikel bij de inwerkingtreding van het ministerieel besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied.

Art. R.171. § 1. De bepalingen van dit artikel zijn enkel van toepassing op het toezichtsgebied.

§ 2. Wanneer de restrictieve maatregelen, genomen overeenkomstig artikel R.168, § 3, lid 1, in het (de) voorkomingsgebied(en), gelegen binnen in het toezichtsgebied ontoereikend blijken, kan de Minister op eigen initiatief of op vraag van de exploitant, gelijkaardige bepalingen vaststellen in het geheel of in een deel van het toezichtsgebied. Hij kan met name de spreidingen beperken van dierlijke mest, van producten waarvan de spreiding toegelaten is voor landbouwdoeleinden en stikstofhoudende meststoffen tegen de maximumdosissen voor kwetsbare gebieden als bedoeld in hoofdstuk IV van deze titel.

De Minister kan eveneens, volgens dezelfde criteria, gelijkaardige maatregelen vaststellen in toezichtsgebieden die niet gepaard gaan met een waterwinning. De nitraatgehalten worden op een controlepunt, dat representatief is voor grondwater, beoordeeld.

Wanneer de restrictieve maatregelen, genomen overeenkomstig artikel R.168, § 3, lid 7, in het (de) voorkomingsgebied(en), gelegen binnen in het toezichtsgebied ontoereikend blijken, kan de Minister gelijkaardige bepalingen vaststellen in het geheel of in een deel van het toezichtsgebied.

Art. R.172. Voor de producenten die een dienstverleningscontract inzake de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water hebben gesloten, wordt de preventieve opvolging die door de producent wordt uitgevoerd betreffende de waterdichtheidstests voor de bovengrondse en ingegraven tanks voor koolwaterstoffen bedoeld in de artikelen R.165 en R.168 door de "SPGE" gefinancierd.

In de voorkomingsgebieden kan de "SPGE", voor de producenten die een dienstverleningscontract ter bescherming van het tot drinkwater verwerkbaar water hebben gesloten, bij ontstentenis van een wettelijk verplichte normaanpassing voor de eigenaar, voor de normaanpassing van een derde bij het einde van de levensduur van de tank of voor iedere situatie waardoor het verontreinigingsrisico dreigend wordt, optreden. Het tegemoetkomingspercentage bedraagt vijftien percent van het bedrag van de nieuwe tank voor koolwaterstoffen.

Onderafdeling 4. — Maatregelen voor bepaalde steengroeven

Art. R.173. § 1. Onderafdeling 3 van deze afdeling is niet van toepassing op in bedrijf zijnde steengroeven.

Wanneer een grondwaterwinningsgebied zich in een in bedrijf zijnde steengroeve bevindt, of wanneer een in bedrijf zijnde steengroeve zich in voorkomingsgebied bevindt:

1° mogen de werftuigen geen lekken van koolwaterstoffen vertonen, in voorkomend geval, wordt ze onmiddellijk ter herstelling uit de steengroeve afgevoerd;

2° mogen zich in de steengroeve enkel de producten in verband met de exploitatie ervan bevinden;

3° moeten de producten die risico's vertonen voor de kwaliteit van de grondwaterlaag ofwel worden opgeslagen in tanks, geplaatst in waterdichte kuipen die minstens dezelfde capaciteit hebben als de totale capaciteit van de tanks die in deze kuipen opgeslagen zijn, ofwel opgeslagen in vaten of recipiënten opgesteld op een waterdichte oppervlakte die dusdanig is uitgerust dat elke lozing van vloeistoffen bij lekkages uitblijft;

4° zijn zinkputten in voorkomingsgebied verboden.

Huishoudelijk en sanitair afvalwater wordt uit de steengroeve en het voorkomingsgebied afgevoerd via waterdichte leidingen, ofwel ter plaatse opgeslagen in waterdichte kuipen en recipiënten, en door erkende ruimingswerkers afgevoerd.

§ 2. De bepalingen van paragraaf 1, lid 2, zijn niet van toepassing:

1° op proefpompingen;

2° op tijdelijke pompingen;

3° op winningen van tot drinkwater verwerkbaar water of bestemd voor menselijke consumptie, met een waterwinningscapaciteit kleiner dan of gelijk aan 10m³/dag of die minder dan vijftig personen bevoorraden, wanneer de levering niet plaatsvindt in het kader van een handels-, toeristische of openbare activiteit;

4° op winningen van niet tot drinkwater verwerkbaar water dat niet bestemd is voor menselijke consumptie, en met een waterwinningscapaciteit kleiner dan of gelijk aan 10m³/dag tot 3000m³/dag.”.

Art. 2. In het reglementair deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, deel II, titel VII, hoofdstuk III, wordt afdeling 4, met als opschrift “Maatregelen voor het voorkomen of het beperken van de inbreng van verontreinigende stoffen in het grondwater”, afdeling 7.

Art. 3. In artikel R.278 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt : “§ 1. In afwijking van artikel R.277 kan de eigenaar van de betrokken woning, wanneer de aansluiting op de bestaande, in aanleg zijnde of toekomstige riolering buitensporige kosten veroorzaakt toe te schrijven aan gerezen technische moeilijkheden, een aanvraag tot vrijstelling van aansluiting op de riolering indienen bij het departement, op voorwaarde dat hij een zuiveringssysteem installeert dat de wetgeving inzake milieuvergunning naleeft.

Deze vrijstellingsaanvraag gebeurt op grond van het opstellen van een technisch dossier en een vergelijking van de kostprijs van de aansluiting op de riolering of de plaatsting van een individueel zuiveringssysteem.”;

2° in lid 3 van paragraaf 1/1, worden de woorden “§ 1/2’ bij zinsaanvang ingevoegd;

3° in lid 4 van paragraaf 1/1, paragraaf 3 geworden worden de woorden “en van de gemeente” ingevoegd tussen de woorden “advies van de bevoegde saneringsinstelling,” en de woorden “bijzondere voorschriften bepalen.”.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of de verwerking van grondwater dat tot drinkwater verwerkbaar of voor menselijk verbruik bestemd is en betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of de verwerking van grondwater dat niet tot drinkwater verwerkbaar of niet voor menselijk verbruik bestemd is en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning*

Art. 4. In artikel 2, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of de verwerking van grondwater dat tot drinkwater verwerkbaar of voor menselijk verbruik bestemd is en betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of de verwerking van grondwater dat niet tot drinkwater verwerkbaar of niet voor menselijk verbruik bestemd is en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worde, de woorden “R.154” vervangen door de woorden “R.146 tot R.150”.

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de winning van grondwater dat tot drinkwater verwerkbaar of voor menselijk verbruik bestemd is en betreffende de installaties voor de winning van grondwater dat niet tot drinkwater verwerkbaar of niet voor menselijk verbruik bestemd is*

Art. 5. In artikel 2, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of de verwerking van grondwater dat tot drinkwater verwerkbaar of voor menselijk verbruik bestemd is en betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of de verwerking van grondwater dat niet tot drinkwater verwerkbaar of niet voor menselijk verbruik bestemd is worden de woorden “R.154” door de woorden “R.150 of R.153”.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning*

Art. 6. In artikel 19 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2015, wordt paragraaf 4 als volgt:

« § 4. Wanneer de beslissing tot toekenning van de milieuvergunning een inrichting met een waterwinning betreft, worden de in acht te nemen voorwaarden vermeld, betreffende met name:

1° de waterwinningsystemen;

2° de nadere regels voor de uitvoering en de uitrusting van bouwwerk;

3° de systemen voor het opmeten van de volumes, het meten van het waterpeil en het afnemen van satelen in het bouwwerk om de kwaliteit van de waterstaalafname te controleren;

4° het gebruik van het gewonnen water;

5° het maximaal af te nemen watervolume per dag en per jaar;

6° de frequentie van de opmetingen van de volumes;

7° het isolement van de verschillende aquiferen;

8° de vrijwaring van de waterwinningen in de buurt;

9° de veiligheid van de personen en de goederen;

10° de te nemen maatregelen bij het staken van de waterwinning;

11° de specifieke inrichtingen en maatregelen voor het waterwingebied;

12° de ligging van de piëzometers bestemd voor de meting van de hydrogeologische parameters in verband met de uitgebate laag en de desbetreffende staalafnames;

13° de nadere regels voor de uitvoering en de uitrusting van nevenbouwwerken nodig voor de uitbating en die een risico op de insijpeling van een vervuiling vormen, zoals toegangs- en verluchtingsputten voor aanvoertunnels.”.

HOOFDSTUK V — Slotbepalingen

Art. 7. De exploitant deelt de gegevens bedoeld in artikel R.156 van het reglementair deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, binnen de drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit mee.

Art. 8. De administratieve procedures die aan de gang zijn op het ogenblik van inwerkingtreding van dit besluit worden overeenkomstig het vroegere recht verdergezet.

Art. 9. Artikel 6 is van toepassing op de beslissingen tot toekenning van de milieuvergunningen verstrekt na 1 oktober 2019.

Art. 10. In het regelgevende deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt bijlage LVI vervangen door de bij dit besluit gevoegde bijlage 1.

Bijlage LVII wordt in het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, ingevoegd. Genoemde bijlage is opgenomen als bijlage 2 bij dit besluit.

Art. 11. In artikel 3:

- van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de hergroepering en de sortering van afval van klasse B2 en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 14 november 2007 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de tijdelijke opslag van afval van klasse B2, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkmings- en de toezichtsgebieden ;

- van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de hergroepering of de sortering van afval van klasse B1, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten en verschillende besluiten van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale en integrale voorwaarden, het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden, het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2017 tot wijziging van verscheidene besluiten ten gevolge van de ontbinding van de "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen);

- van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de hergroepering of de sortering van afgewerkte oliën, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten en verscheidene besluiten van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale en integrale voorwaarden ;

- het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de hergroepering en de sortering van afval van klasse B2, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkmings- en de toezichtsgebieden ;

- van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de hergroepering of de sortering van afval van klasse B1, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten en verschillende besluiten van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale en integrale voorwaarden, het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden, het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2017 tot wijziging van verscheidene besluiten ten gevolge van de ontbinding van de "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen);

Worden de woorden:

- « R. 147 » vervangen door de woorden « R. 146 » ;

- « R. 154 » vervangen door de woorden « R. 150 » ;

- « R. 156, § 1 » vervangen door de woorden « R. 152, § 1 » ;

- « R. 157 » vervangen door de woorden « R. 153 ».

Art. 12. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2007 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden voor het houden van fokkalveren die ouder dan twee weken en jonger dan zes maanden zijn, met uitzondering van zuigkalveren, van het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2007 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden voor het houden van schaap- en geitachtigen, van het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2007 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden voor het houden van runderen van zes maanden en meer, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek inhoudt wat betreft wat betreft de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden worden de woorden "R.147, R. 154 en R. 157" vervangen door de woorden "R.146, R.150 en R.153".

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2019, uitgezonderd artikel D.2, 52^{bis} van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, dat in werking treedt tien dagen na bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 14. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 mei 2019.

Voor de Regering:

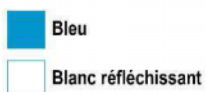
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

BIJLAGE 1**Bijlage LVI**

Verkeersbord voor een voorkomingsgebied voor een grondwaterwinning
Verkeersbord ter aanduiding van het begin van een voorkomingsgebied voor een grondwaterwinning



Dimensions en mm

Verkeersbord ter aanduiding van het einde van een voorkomingsgebied voor een grondwaterwinning



- Bleu
- Blanc réfléchissant
- Rouge R:201 V:40 B: 45

Dimensiones en mm

BIJLAGE 2**Bijlage LVII**

Verkeersbord voor een voorkomingsgebied voor een oppervlaktewaterwinning
Verkeersbord ter aanduiding van het begin van een voorkomingsgebied voor een oppervlaktewaterwinning



Dimensions en mm

Verkeersbord ter aanduiding van het einde van een voorkomingsgebied voor een oppervlaktewaterwinning



- Bleu
- Blanc réfléchissant
- Rouge R:201 V:40 B: 45

Dimensiones en mm